



# **Plans de Prévention des Risques Naturels prévisibles de mouvements de terrain du secteur de l'Entre-deux-Mers**

**Communes de Baron, Branne, Cabara, Camarsac,  
Croignon, Daignac, Espiet, Grézillac, Nérigeau, Saint-  
Germain-du-Puch, Saint-Quentin-de-Baron**

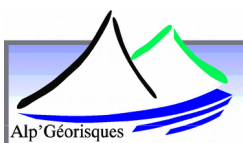
---

## **Pièce 3 : Bilan intermédiaire de la concertation**

---

### **Dossier d'enquête publique**

Service Instructeur : Direction Départementale des Territoires et de la Mer de la Gironde  
Réalisation : Alp'Géorisques



*Janvier 2017*

## Table des matières

1	Les modalités d'association et de concertation.....	5
2	L'association des membres du comité de pilotage.....	5
2.1	Réunion du 13 novembre 2012.....	6
2.2	Réunion du 19 février 2013.....	6
2.3	Réunion du 06 février 2014.....	6
2.4	Réunion du 14 octobre 2014.....	7
2.5	Réunion du 31 mars 2015.....	8
2.6	Réunion du 07 avril 2016.....	8
2.7	Réunions avec les élus lors de la phase enjeux.....	9
3	La concertation avec la population.....	9
3.1	Réunions publiques des 15 et 25 avril 2013.....	9
3.2	Réunions publiques des 09 et 10 avril 2014.....	9
3.3	Réunion du 11 juin 2015.....	9
3.4	Réunion du 26 mai 2016.....	10
3.5	Observations CaFaP33 suite à la réunion du 26 mai 2016.....	10
4	La concertation avec un nouveau partenaire.....	10
4.1	Réunion du 06 octobre 2015.....	10
4.2	Réunion du 24 novembre 2015.....	11
5	Suite de la procédure : Consultation des P.P.A. et de la population.....	11
6	Annexes.....	12

## 1 Les modalités d'association et de concertation

Les modalités d'association et de concertation, menées tout au long de l'élaboration de ce PPRMT, pour les communes de **Baron, Branne, Cabara, Camarsac, Croignon, Daignac, Espiet, Grézillac, Nérigean, Saint-Germain-du-Puch, Saint-Quentin-de-Baron** ont été définies par l'arrêté de prescription du PPRMT du 04 juillet 2011.

Ce dernier instaure notamment un comité de pilotage (COPIL), qui regroupe les acteurs locaux de la zone d'étude et qui constitue le cadre au sein duquel est conduit le processus d'association du PPRMT. Ce COPIL est composé des municipalités énoncées précédemment, des communautés de communes du Créonnais, du Brannais, des Coteaux Bordelais et du Sud Libournais, du département de la Gironde représenté par son bureau des carrières, du service départemental de l'architecture et du patrimoine de la Gironde, de la chambre d'agriculture de la Gironde, du Syndicat Viticole Régional des AOC Bordeaux et du Syndicat Viticole/Organisme de Défense et de Gestion de l'Entre deux Mers.

Ce comité de pilotage est présidé par Monsieur le Sous-Préfet de Libourne qui en assure la coordination administrative. La Direction Départementale des Territoires et de la Mer de la Gironde est chargée de la conduite et du suivi du PPRMT en tant que service déconcentré de l'État ayant notamment en charge l'élaboration des PPR, conformément aux dispositions de l'article R.562-2 du code de l'environnement. La DDTM est assistée dans sa mission par le bureau d'études Alp'Géorisques en la personne de Monsieur Eric Picot.

## 2 L'association des membres du comité de pilotage

L'élaboration du PPRMT a été menée par les services de l'État en association permanente des collectivités et des EPCI.

Cette élaboration « associée », pilotée par les services de l'État, s'est principalement appuyée sur les réunions du Comité de Pilotage (COPIL).

Ces réunions de présentation des phases d'avancement du PPRMT aux membres du COPIL ont eu pour objectif de présenter l'avancement des travaux du PPRMT à chaque grande phase, en apportant toutes les explications nécessaires à la compréhension du dossier. Elles ont également été l'occasion pour les membres du COPIL, et particulièrement pour les élus des communes concernées par le PPRMT, d'émettre leurs avis et de débattre certains points, parfois techniques. Elles se sont tenues à la Maison des Associations ou en Sous Préfecture de Libourne sous la présidence de Monsieur le Sous-Préfet de Libourne. Les comptes rendus afférents à ces réunions figurent en annexe.

A chaque grande étape du PPRMT, les membres participant à ces réunions se sont vus remettre un dossier d'étape, composé de cartes et d'une note écrite d'accompagnement correspondant à la phase du PPRMT abordée.

Pour les phases de détermination des aléas, du zonage réglementaire et du projet de règlement, un délai d'un à deux mois leur a été accordé pour étudier les pièces remises et formuler leurs remarques.

## 2.1 Réunion du 13 novembre 2012

Il s'agissait de la première réunion du comité de pilotage. Les points exposés ont porté sur :

- La procédure d'élaboration des PPRN en général et le cadre réglementaire l'accompagnant,
- La présentation des acteurs du PPRMT,
- Les portées et les conséquences du PPRN,
- Les motivations ayant conduit à la réalisation d'un PPRMT,
- La méthodologie d'élaboration des PPRN en général en expliquant les étapes clés de ce type de dossier (collecte de l'information, qualification et affichage de l'aléa, prise en compte des enjeux existants, zonage réglementaire et règlement),
- La définition des phénomènes naturels étudiés,
- Les modalités de concertation Etat/collectivités/population,
- La composition du COPIL et son rôle,
- L'enquête publique et l'approbation du PPRMT par le Préfet.

## 2.2 Réunion du 19 février 2013

La présente réunion a porté sur l'étape 2 du PPRMT, soit le recensement et l'affichage des phénomènes historiques connus sur la zone d'étude. Cette présentation a été assurée par le bureau d'études qui a rappelé, en introduction, le déroulement administratif des PPRN et les différentes catégories de mouvements de terrain prises en compte par le PPRMT de l'Entre-deux-Mers. Le bureau d'études a ensuite fait part du fruit de ses investigations en abordant successivement :

- L'information disponible sur les carrières souterraines de la zone d'étude (relevés topographiques, expertises géotechniques, etc.),
- Les sources d'information exploitées pour alimenter le volet « phénomènes historiques » du PPRMT (archives du Bureau des Carrières, exploitation de la mémoire locale, consignation des phénomènes historiques connus, etc.),
- L'énumération des phénomènes historiques commune par commune et leur localisation sur le terrain
- La présentation et le commentaire, commune par commune, des cartes correspondant à cette phase du PPRMT (cartes des phénomènes historiques).

## 2.3 Réunion du 06 février 2014

Cette 3<sup>ème</sup> réunion portait sur la présentation d'un complément d'information sur les phénomènes historiques connus sur la zone d'étude, ainsi que sur la caractérisation de l'aléa sur l'ensemble du périmètre d'étude.

De nouvelles informations issues des archives du Bureau des Carrières ont été exploitées. Elles ont été intégrées au dossier présenté lors de la réunion du 19 février 2013, ce qui a permis d'enrichir le volet « phénomènes historiques » de la phase 1 du PPRMT. Des connaissances complémentaires sur l'état géotechnique de certaines carrières (fissuration, chutes de toit, etc.) ont notamment été apportées.

Lors de cette réunion, un point a également été fait sur des phénomènes d'effondrements signalés par un riverain sur la commune de Daignac, au cours de la réunion publique du 15 avril 2013. Une personne avait indiqué que des fontis importants se produisaient dans la partie Est de la commune. Le bureau



d'études s'est déplacé et s'est rapproché de différentes instances (BRGM, Céréma, association de spéléologie, etc.) pour enquêter sur ce phénomène. Ses investigations l'ont amené à conclure sur une origine karstique pour expliquer le phénomène (absence de carrière).

La phase aléa du dossier (phase 2 du PPRMT) a ensuite été exposée en abordant :

- Les phénomènes pris en compte par le PPRMT (rappel),
- La hiérarchisation de l'aléa (prise en compte de 3 niveaux d'aléas),
  - Présentation des grilles de qualification des aléas de glissement de terrain et de chutes de blocs,
  - Description de deux origines possibles pour l'aléa effondrement de cavités souterraines : présence de carrières souterraines et présence de karst (origine naturelle),
  - Passage en revue des seuils de qualification de l'aléa effondrement de carrières souterraines, établis en fonction de l'épaisseur de cerveau des carrières, des taux de défrètement et de l'état géotechnique des cavités,
  - Explication de la notion d'angle d'influence conduisant à afficher une bande périphérique d'aléa débordant de l'emprise réelle des cavités,
  - Pour les effondrements liés au karst, présentation d'une grille de qualification de l'aléa,

Les cartes d'aléa ont été commentées commune par commune.

## 2.4 Réunion du 14 octobre 2014

L'objet principal de cette réunion était la présentation aux membres du COPIL, par le bureau d'études, des enjeux et des grands principes réglementaires propres à chacune des 11 communes du périmètre d'études du PPRMT.

A la demande de l'assistance, la réunion a débuté par un rappel sur la qualification de l'aléa effondrement de cavités souterraines lié à la présence de carrières. Ont ainsi été rappelés :

- L'existence de 3 niveaux d'aléas établis en fonction de l'épaisseur de cerveau des carrières, des taux de défrètement et de l'état géotechnique des cavités,
- La prise en compte d'angles d'influence entraînant l'affichage de bandes d'aléa périphériques débordant de l'emprise réelle des carrières.

Un point a été fait sur l'évolution des cartes des aléas présentées lors de la réunion du 6 février 2014.

- Le cas spécifique des petites carrières situées en zone urbaine a été abordé. Il a été indiqué que les petites cavités de moins de 200 m<sup>2</sup> situées dans une logique de continuité urbaine pouvaient être traduites systématiquement en zones d'aléa moyen spécial, en vue de permettre l'urbanisation des terrains les accueillant. Il est tenu compte que le traitement de telles carrières est financièrement supportable par un particulier et que ce type de cavité ne concerne généralement qu'une parcelle (pas d'extension sous plusieurs parcelles qui nécessiterait le regroupement de plusieurs propriétaires).
- Quelques corrections ont été signifiées au niveau de bandes périphériques d'influence, suite à la détection de petites erreurs d'affichage (6 carrières réparties sur 4 communes concernées).

Les enjeux pris en compte par le PPRMT ont été listés en indiquant qu'il ne s'agissait pas intégrer les documents d'urbanisme des communes. Il a été précisé que les PPRN tenaient compte des biens existants pour établir les enjeux communaux et que les autres enjeux définis par les documents d'urbanisme

pouvaient être cités pour information. La carte des enjeux est établie sur la base de critères propres au PPRMT et pour un usage spécifique à celui-ci. Elle ne se substitue pas aux documents d'urbanisme qui sont, par ailleurs, en vigueur.

Les principes de traduction réglementaire de l'aléa ont ensuite été exposés en expliquant que la carte de zonage réglementaire découlait du croisement de la carte des aléas et de la carte des enjeux. Les différentes catégories de zones rouges et bleues ont été passées en revue ainsi que les grandes lignes réglementaires qui leurs sont rattachées.

Les cartes de zonage réglementaire ont été commentées commune par commune.

## **2.5 Réunion du 31 mars 2015**

Cette réunion a eu pour objet de présenter les réponses aux questions et remarques formulées par les membres du COPIL sur le projet de règlement qui leur a été transmis par l'unité de la DDTM en charge de l'élaboration du présent PPRMT.

Les points de règlement suivants ont été abordés :

- La surveillance des carrières (coût, périodicité, réglementation de l'accès aux carrières),
- La limite du tonnage des véhicules au niveau des zones de carrières (circulation sur les routes et des engins agricoles sur les terrains),
- Les surcoûts des projets liés aux obligations de réaliser des études techniques préalables,
- la mise en page du règlement pour le rendre plus lisible (modifications des paragraphes et corrections rédactionnelles).

Un point a également été fait sur des modifications apportées sur les cartes de la commune de Grézillac suite à des investigations complémentaires réalisées par le Bureau des Carrières. Un relevé plus précis de la carrière du quartier Maurice (sud de la commune) a permis de réduire la zone d'aléa de cette dernière et, par conséquent, l'emprise de sa traduction réglementaire.

## **2.6 Réunion du 07 avril 2016**

Il s'agissait de la dernière réunion de COPIL en vue d'une présentation par le service instructeur du travail réalisé depuis le 31 mars 2015, date du dernier COPIL. A cette occasion, une version finalisée du projet de PPRMT a été proposée et actée par l'ensemble des membres.

De nombreuses modifications, liées à des compléments d'informations et à des contrôles des documents, ont été présentées.

- Plusieurs relevés complémentaires de carrières ont été réalisés au droit de zones considérées à enjeux. L'aléa a pu être précisé en plusieurs points, ce qui a conduit à réduire certaines zones réglementaires.
- Un contrôle des cartes d'aléas a permis de relever quelques erreurs d'attribution d'aléa ne remettant pas en cause l'intégrité du document. Les cartes d'aléas et de zonage réglementaire ont été corrigées au niveau des erreurs détectées.

Les cartes d'aléas et de zonage réglementaire ont été commentées commune par commune en soulignant chacune des modifications apportées.

Les avancées du règlement ont été exposées. Deux points importants ont notamment été abordés :

- Limitation des visites obligatoires des carrières aux zones à forts enjeux (zones urbanisées). Ces zones sont identifiées sur la carte de zonage réglementaire à l'aide d'un contour vert établi autour des zones dites urbanisées de la carte des enjeux, en tenant compte d'une bande supplémentaire de 30 mètres.

➤ Ouverture du principe de modification simplifiée du PPRN aux bandes périphériques de 50 mètres qualifiant les secteurs imprécisément connus des carrières. Ces bandes de 50 mètres sont indicées spécialement sur la carte de zonage réglementaire.

## **2.7 Réunions avec les élus lors de la phase enjeux**

En juin 2014, Mmes Dubois et Lapeyre-Hamoir de la DDTM ont effectué une série de visites auprès des maires des 11 communes.

Ces visites ont permis de compléter les informations cartographiques fournies par le Bureau d'Etudes.

## **3 La concertation avec la population**

Chaque étape de la procédure a fait l'objet de présentations en réunions publiques. Au total, 6 réunions publiques se sont tenues : 2 en 2013, 2 en 2014, 1 en 2015 et 1 en 2016.

Les comptes rendus figurent en annexe du présent document.

### **3.1 Réunions publiques des 15 et 25 avril 2013**

Deux réunions sur le même thème, mais en deux lieux différents, se sont tenues, respectivement dans les communes de Branne et de Saint-Quentin-de-Baron. Ces réunions publiques, co-animées par les services de l'État et le bureau d'études Alp'Géorisques, ont eu pour thème de présenter à la population les objectifs des PPRN, les grands principes de leur élaboration, les phénomènes naturels de mouvements de terrain pris en compte par le PPRMT, les connaissances actuelles sur les carrières souterraines de la zone d'étude, les phénomènes historiques marquants inventoriés sur la zone d'étude et leur affichage.

A l'occasion de l'une de ces réunions, une personne de l'assistance a signalé la formation d'importants fontis sur la commune de Daignac (partie est de la commune), dans un secteur a priori non affecté par des carrières souterraines. C'est à partir de ce témoignage que l'existence d'un réseau karstique présent sur cette commune, et sur celle de Saint-Quentin-de-Baron, a été prise en compte par le PPRMT.

### **3.2 Réunions publiques des 09 et 10 avril 2014**

Ces 2 réunions se sont déroulées respectivement dans les communes de Branne et de Saint Quentin de Baron. Elles ont fait l'objet d'une co-présentation par les services de l'État et le bureau d'études Alp'Géorisques. Elles avaient pour thème la présentation de l'aléa (identification des phénomènes et qualification de leurs niveaux d'aléas) et de son affichage cartographique (cartes des aléas) à la population.

Les nouvelles connaissances acquises depuis les réunions publiques de 2013 ont également été exposées :

- Compléments d'information issus des archives du Bureau des Carrières,
- Prise en compte du réseau karstique connu en certains points, et suspecté en d'autres lieux, sur les communes de Daignac et de Saint-Quentin-de-Baron.

### **3.3 Réunion du 11 juin 2015**

Cette réunion publique s'est tenue dans la commune de Grezillac. La DDTM et le bureau d'études, ont présenté la phase enjeux et les grands principes réglementaires du PPRMT de l'Entre deux Mers.

Les classes d'enjeux prises en compte par le PPRMT et leur affichage ont été commentés. Les grands principes de traduction réglementaire de l'aléa (carte de zonage réglementaire) ont été expliqués, en passant en revue les différentes catégories de zones rouges et bleues du PPRMT.

Un point sur l'actualisation des cartes des aléas a également été fait (prise en compte de relevés complémentaires réalisés par le Bureau des Carrières et correction de petites erreurs matérielles), afin de signifier les évolutions du dossier depuis les dernières réunions publiques.

### **3.4 Réunion du 26 mai 2016**

La présente réunion publique s'est tenue dans la commune de Dagnac. Elle a eu pour objet de présenter à la population le projet finalisé du PPRMT de l'Entre Deux Mers et ce, avant consultation des Personnes Publiques Associées.

Les cartes d'aléas et de zonage réglementaire, affinées depuis la réunion publique de 2015, ont été passées en revue commune par commune, en décrivant les modifications apportées. Les relevés complémentaires du Bureau des Carrières et le contrôle des cartes d'aléas, effectués au cours de cette année, ont ainsi été énumérés.

**Les deux grandes évolutions réglementaires du dossier ont été exposées, à savoir la limitation des contrôles périodiques obligatoires aux zones à fort enjeux et la possibilité de demander une modification simplifiée du PPRMT au niveau des bandes d'incertitude de 50 mètres caractérisant certaines carrières imprécisément connues.**

### **3.5 Observations CaFaP33 suite à la réunion du 26 mai 2016**

Se reporter aux annexes.

## **4 La concertation avec un nouveau partenaire**

Une association de défense de la population et des collectivités concernées par le risque carrières et falaises de Gironde (CaFap33) s'est créée en cours d'élaboration du PPRMT. Elle a sollicité le représentant de l'État dans le département en vue d'être intégrée au comité de pilotage du PPRMT. Compte tenu de l'avancement du dossier, Monsieur le Sous-Préfet de Libourne a fait le choix d'associer la CaFap33 dans les travaux d'élaboration du PPRMT à travers des réunions techniques.

La CaFap33 a été reçue une première fois par le Sous Préfet le 19 août 2015 et deux réunions techniques avec la DDTM et le bureau d'études Alp'Géorisques ont permis d'entendre les observations de l'association CaFap33 et d'intégrer ses demandes lorsqu'elles étaient compatibles avec l'objectif poursuivi.

Le comité de pilotage d'octobre 2015 a été remplacé par la première réunion technique avec la CaFap33.

Les compte-rendus de ces réunions figurent en annexe du présent document.

### **4.1 Réunion du 06 octobre 2015**

Cette réunion s'est tenue à la demande du Sous Préfet de Libourne en lieu et place du 6ème COPIL. Par courrier du 22 septembre 2015 joint en annexe, Monsieur le Sous Préfet a informé les membres du COPIL de la démarche engagée par la CaFap33 et de la nécessité de reporter le 6ème COPIL. Les communes membres de la CaFap33 ont été invitées à transmettre l'ensemble de leurs demandes et observations à la DDTM en vue de la réunion du 06 octobre 2015 au cours de laquelle des réponses étaient attendues. Cette réunion s'est tenue dans les locaux de la DDTM sous la présidence de Monsieur Guesdon, adjoint au DDTM de la Gironde. Il s'agissait pour la DDTM ainsi que pour le bureau d'études de présenter une analyse conjointe des remarques formulées par cinq communes de la zone d'étude (Nérigeon, Espiet, Dagnac, Camarsac et Croignon) ; ces cinq communes étant représentées par l'association CaFap33.

La nature des remarques formulées portait sur :

- La précision du contour des carrières,
- L’affichage des bandes périphériques d’incertitude de 50 mètres de large lorsque les périmètres des carrières sont imprécis,
- Les taux de défrètement retenus dans la classification de l’aléa,
- La traduction réglementaire des aléas fort et moyen en zone rouge, en secteur déjà urbanisé.

## 4.2 Réunion du 24 novembre 2015

Cette seconde réunion de travail avec la CaFap 33 et les élus des communes adhérentes à cette dernière, portait sur la présentation des résultats des investigations et contrôles menées depuis la réunion du 06 octobre 2015. Chaque point soulevé lors de la précédente réunion a fait l’objet d’un examen approfondi et des réponses ont été apportées.

## 5 Suite de la procédure : Consultation des P.P.A. et de la population

Le projet de PPRMT finalisé, a été présenté à l’ensemble des Personnes Publiques Associées lors du COPIL du 07 avril 2016 et à la population le 26 mai 2016.

Ce projet de PPRMT finalisé a été soumis à l’avis des personnes publiques associées, conformément aux dispositions de l’article R.562-7 du code de l’environnement.

Pour cela Monsieur le Sous-Préfet de Libourne a transmis officiellement par courrier, le dossier de consultation devant faire l’objet d’un avis formel de la part des parties consultées, conformément aux dispositions de l’article R.562-7 du code de l’environnement. Le dossier complet du PPRMT a été réceptionné par les personnes publiques associées, avec accusé de réception, à la fin du mois d’août. Le délai de consultation étant de deux mois, cela portait la limite de réponse à la fin du mois d’octobre 2016.

Sur l’ensemble des PPA, seules 8 communes ont répondu, ainsi que le Bureau des Carrières Souterraines de la Direction des Infrastructures du Département de la Gironde.

Les avis consignés ou annexés aux registres d’enquête publique, et dont le détail peut être consulté dans la partie annexe de ce rapport, ont été exprimé de la manière suivante :

- commune de Saint Quentin de Baron : avis **favorable** (délibération n°2016-09-05-37 du conseil municipal en date du 05/09/2016),
- commune de Grézillac : avis **favorable** (délibération n°16-09-06-06 du conseil municipal en date du 06/09/2016),
- commune de Baron : avis **défavorable** (délibération n°32-16 du conseil municipal en date du 19/09/2016),
- commune de Cabara : avis **favorable** (délibération n°2-09/2016 du conseil municipal en date du 29/09/2016),
- commune d’Espiet : avis **défavorable** (délibération n°25/2016 du conseil municipal en date du

04/10/2016),

- commune de Nérigean : avis **défavorable** (délibération du conseil municipal en date du 06/10/2016),
- commune de Saint Germain du Puch : avis **défavorable** (délibération du conseil municipal en date du 24/10/2016).

L'avis du Bureau des Carrières Souterraines précise que des résultats d'études complémentaires sur deux secteurs (de Saint Germain du Puch et Grézillac) seront communiqués rapidement.

Pour les PPA n'ayant pas émis d'avis, ce dernier est réputé favorable selon l'article R.562-7 du code de l'environnement.

Les avis reçus en dehors du délai de consultation sont également annexés au dossier mis à l'enquête publique : commune de Daignac, avis **défavorable** (délibération n°38/2016 du conseil municipal en date du 15/11/2016).

Quant à l'avis de la population, il sera recueilli dans le cadre d'une enquête publique qui débutera le 16 janvier pour une durée d'un mois, dans les conditions prévues par l'article R 562-8 de ce même code.

A l'issue de ces consultations, le plan, éventuellement modifié, sera approuvé par arrêté préfectoral.

## 6 Annexes

- Compte-rendu du 1er COPIL du 13 novembre 2012
- Compte-rendu du 2ème COPIL du 19 février 2013
- Compte-rendu du 3ème COPIL du 06 février 2014
- Compte-rendu du 4ème COPIL du 14 octobre 2014
- Compte-rendu du 5ème COPIL du 31 mars 2015
- Compte rendu du 6ème COPIL du 07 avril 2016
- Compte rendu de la réunion publique du 15 avril 2013
- Compte rendu de la réunion publique du 25 avril 2013
- Compte rendu de la réunion publique des 9 et 10 avril 2014
- Compte rendu de la réunion publique du 11 juin 2015
- Compte rendu de la réunion publique du 26 mai 2016
- Observations CaFap33 suite à la réunion publique du 26 mai 2016
- Compte rendu de la réunion technique du 06 octobre 2015

- Compte rendu de la réunion technique du 24 novembre 2015
- Courrier du 22 septembre 2015 annulant le 6ème COPIL
- Courriers de consultation des PPA
- Délibérations des communes
- Avis des autres PPA





## **Comptes rendus des réunions du comité de pilotage**



SOUS-PRÉFECTURE DE LIBOURNE

Direction départementale  
des territoires et de la mer  
de la Gironde

Service Risques et Gestion de Crise

Unité Plans de Prévention des Risques  
Terrestres et Technologiques

Affaire suivie par : Marie Hélène LAPEYRE-Hamoire  
[marie-helene.lapeyre-hamoire@gironde.gouv.fr](mailto:marie-helene.lapeyre-hamoire@gironde.gouv.fr)  
Tél : 05.56.24.82.41

LIBOURNE, LE 11 DEC. 2012

Le Sous Préfet de l'Arrondissement de  
Libourne

à

Mesdames et Messieurs  
(voir liste des destinataires in fine)

**OBJET** : Plan de Prévention des Risques Mouvements de Terrains (PPRMT) de l'Entre-Deux-Mers

Je vous transmets le compte rendu du 1er comité de pilotage de lancement du PPRMT de l'Entre-Deux-Mers qui s'est tenu le 13 novembre 2012 à la Chambre de Commerce et d'Industrie de Libourne.

Je vous joins également le diaporama présenté par le bureau d'études Alp'Géorisques.

LE SOUS-PREFET

Patrick MARTINEZ

**Membres du comité de pilotage  
du PPRMT de l'Entre deux Mers**

**Sous Préfecture de Libourne :** Monsieur Martinez, Sous Préfet

**D.D.T.M. de la Gironde :** Messieurs Painchault, Bart, Grandcoing, Gueguan et Mesdames Dubois et Lapeyre Hamoir

**Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine :** M. Gondran

**Bureau des Carrières :** M. Thomaïdis et Madame Biennard

**Mairie de Saint Germain du Puch :** Mme Viandon

**Mairie de Croignon :** M. Cousso

**Mairie de Baron :** M. Le Blond du Plouy

**Mairie de Branne :** M. Morin

**Mairie de Cabara :** M. Blanc

**Mairie de Camarsac :** M. Cros

**Mairie de Espiet :** M. Picot

**Mairie de Grezillac :** M. Barreau

**Mairie de Nérigean :** M. Lamaison

**Mairie de Saint Quentin de Baron :** M. Mur

**Communauté de Communes du Brannais :** M. Falguyret

**Communauté de Communes du Créonnais :** M. Le Gorec

**Communauté de Communes du Sud Libournais :** M. Masson

**Communauté de communes de l'Entre deux Mers :** M. Lamaison

**Chambre d'Agriculture de la Gironde :** M. Artigue

**ODG Syndicat Viticole Régional des AOC de Bordeaux :** M. Farges

**Syndicat Viticole - organisme de Défense et de Gestion de l'Entre Deux Mers :** M. Defraine

Direction départementale  
des territoires et de la mer  
de la Gironde

SOUS-PRÉFECTURE DE LIBOURNE

Service Risques et Gestion de Crise

Unité Plans de Prévention des Risques  
Terrestres et Technologiques

Affaire suivie par : Marie Hélène LAPEYRE-Hamoire  
[marie-helene.lapeyre-hamoire@gironde.gouv.fr](mailto:marie-helene.lapeyre-hamoire@gironde.gouv.fr)  
Tel : 05.56.24.82.41

LIBOURNE, LE 11 DEC. 2012

Le Sous Préfet de l'Arrondissement de  
Libourne

à

Mesdames et Messieurs  
(voir liste des destinataires in fine)

Objet : Plan de Prévention des Risques Mouvements de Terrains  
1ère réunion du comité de pilotage

Le 13 novembre 2012, s'est tenue à la Chambre de Commerce et d'Industrie de Libourne, sous la présidence de M. Patrick MARTINEZ, Sous-Préfet, la première réunion du comité de pilotage du PPRMT de L'Entre-Deux-Mers où ont été présentés la démarche d'élaboration du PPRMT et plus particulièrement le déroulement et le calendrier prévisionnel de l'étude.

**Déroulement de la réunion :**

**M. le Sous-Préfet a ouvert la réunion** en présentant le lancement des études d'élaboration du PPRMT sur le secteur des 11 communes situées dans le bassin de risque de l'Entre-Deux-Mers. M. le Sous Préfet a d'abord rappelé le contexte dans lequel l'élaboration du PPRMT a été prescrite suite à l'effondrement de la carrière souterraine située en dessous des communes de Saint Germain-du-Puch et de Croignon en février 2011. Il a ensuite précisé que l'élaboration des plans de prévention des risques relève de la compétence de l'Etat dans sa mission de protection des biens et des personnes.

L'importance de la prise en compte des phénomènes naturels dans le développement urbain des communes a également été soulignée, considérant que les conséquences d'une catastrophe naturelle sont d'autant plus importantes que les espaces sont urbanisés. M. le Sous Préfet a donc appelé l'attention des membres du comité de pilotage sur la nécessité de bien intégrer la notion de risques naturels dans les documents d'urbanisme, en parfaite cohérence avec les phénomènes susceptibles de se manifester. Il a également rappelé la nécessité de mener des réflexions de façon collectives sur un territoire plus large que les limites communales, faisant ainsi référence au niveau intercommunal. Le territoire des 11 communes concernées par le projet de PPRMT de l'Entre-Deux-Mers, relève actuellement de 5 structures intercommunales. A compter du 1er janvier 2013, deux communautés de communes seront regroupées au sein d'une seule communauté de communes (CC du Brannais), ce qui portera à 4 le nombre de structures intercommunales concernées par le projet de PPRMT. Étant précisé que ce regroupement concerne 8 communes sur les 11 communes concernées par le projet de PPRMT.

**M. le Sous-Préfet a ensuite passé la parole** à M. Frédéric Painchault, responsable du service Risques et Gestion de crise au sein de la DDTM de la Gironde. Ce dernier a présenté l'ensemble de l'équipe chargée du projet d'élaboration du PPRMT au sein de son service : le travail a été confié à l'unité PPRNTT (Plan de prévention des risques naturels, terrestres et technologiques) composée de 4 membres : Anna Dubois, Responsable de l'unité, Mme Marie-Hélène Lapeyre Hamoir, chargée d'études référent pour ce PPRMT, M. Frédéric Bart, chargé d'études et M. Philippe Grandcoing, dessinateur. La DDTM 33 sera assistée par le bureau d'études Alpes Géorisques qui a été sélectionné pour la réalisation de l'étude. M. Picot est le représentant du bureau d'étude. Il a été invité à présenter la démarche du PPRMT ainsi que son calendrier.

Ont été ainsi successivement abordés :

- la procédure d'élaboration des PPRN en général et le cadre réglementaire l'accompagnant ;
- la présentation des acteurs du PPRMT ;
- les portées et les conséquences du PPRN ;

- les motivations ayant poussé à la réalisation d'un PPRMT ;
- la méthodologie d'élaboration des PPRN en général en expliquant les étapes clés de ce type de dossier (collecte de l'information, qualification et affichage de l'aléa, prise en compte des enjeux existants, zonage réglementaire et règlement) ;
- la définition des phénomènes naturels étudiés ;
- les modalités de concertation État /collectivités /population ;
- la composition du comité de pilotage (COFIL) et son rôle ;
- l'enquête publique et l'approbation du PPRMT par le Préfet.

L'accent a été mis sur une particularité du département de la Gironde qui dispose d'un service expert dans le domaine des carrières souterraines au sein du Conseil Général. M. Picot précise que les études et les travaux d'élaboration du PPRMT seront menées en étroite collaboration avec le bureau des carrières du Conseil Général de la Gironde.

L'intégralité du diaporama de présentation de M. Picot est jointe en annexe de ce compte rendu .

M. le Sous Préfet a remercié M. Picot pour sa présentation. Il a ajouté que la complexité du sujet nécessite une présentation claire et compréhensible. Il faudra beaucoup de concertation et de pédagogie pour rendre les documents «accessibles». M. le Sous Préfet a appelé l'attention sur 3 clés de lecture supplémentaires :

- 1. la cohérence : il souhaite que le travail soit réalisé en cohérence avec notamment les études hydrogéologiques pilotées par la communauté de communes du Sud-Libournais et co-financées par l'État, le Conseil Général et la communauté de communes. La cohérence dans l'approche de la définition de l'aléa est incontournable.
- 2. le contexte : l'élaboration du PPRMT ne pourra pas ignorer le contexte évolutif du territoire comme par exemple la fusion entre les deux communautés de communes au 1er janvier 2013 ou bien les éventuelles évolutions de compétences en matière de planification de l'urbanisme.
- 3. l'impact : il faudra être attentif à l'impact du PPRMT notamment sur les espaces viticoles et agricoles qui sont importants sur ce secteur. Il faudra être attentif à un «bon dosage» entre zones urbanisées et espace viticole ou agricole dans un contexte de fort développement démographique.

M. le Sous Préfet ajoute que la démarche d'élaboration du PPRMT doit être un facteur supplémentaire de réflexion à l'intercommunalité des plans locaux d'urbanisme. L'élaboration du PPRMT est l'occasion pour les élus de disposer d'une information précise du risque mouvement de terrain et des enjeux sur leur territoire.

Les membres du comité de pilotage ont ensuite été invités à réagir et à formuler leurs questions. Les échanges ont principalement porté sur des questions pratiques relatives au déroulement de l'étude, aux répartitions des tâches ainsi qu'à la prise en compte du risque avant et après le PPRMT dans les projets de construction ou d'aménagement. Les points suivants ont ainsi été abordés :

**Il a été demandé si le PPRMT prévoyait un nouvel inventaire des carrières.** Ce travail est réalisé quotidiennement par le service des carrières du Conseil Général de la Gironde qui transmettra l'ensemble des informations disponibles au bureau d'étude. Le PPRMT sera élaboré sur la base des connaissances actuelles des carrières. Les mises à jour apportées par le bureau des carrières au cours de l'étude seront intégrées au PPRMT. Il n'est donc pas prévu de faire un nouveau recensement des cavités dans le cadre du PPRMT, ni de faire des relevés topographiques. La mission du bureau d'études ne prévoit pas de se substituer à celle du bureau des carrières.

M. Thomaïdis du bureau des carrières du Conseil Général de la Gironde a précisé que son équipe réalise un travail d'investigation conséquent avec la recherche permanente de nouvelles carrières. Seulement il existe des carrières qui sont inaccessibles à l'intérieur desquelles il n'est pas possible de pénétrer. Il ajoute par ailleurs que sauf cas de force majeure telle que la survenance d'un effondrement, le Conseil Général n'a pas l'obligation de lever les carrières sous les propriétés privées. La responsabilité du sous-sol relève du propriétaire en surface d'après l'article 552 du code civil (sauf exception très rare comme celle de Croignon). Le coût des interventions sous des propriétés privées ne doit en principe pas être supporté par la collectivité, mais par les propriétaires privés. La mission première du bureau des carrières se limite en temps normal à cartographier le périmètre des carrières, à surveiller leur état de stabilité sous le domaine départemental (Routes Départementales et Collèges), à formuler des avis dans le cadre des ventes et des permis de construire et à aider les communes en cas de mouvements de terrain.



M. le Sous Préfet précise que des investigations complémentaires peuvent en effet être menées sur des secteurs où des enjeux ont été identifiés afin d'approfondir la connaissance. Cette démarche doit toutefois être ciblée sur des secteurs à réels enjeux afin de ne pas perdre trop de temps.

- Les mairies ne disposent actuellement pas de document permettant de réglementer l'occupation du sol en zone de carrières. Elles se demandent comment peut être pris en compte le risque dans les demandes de permis de construire en l'absence de PPRMT opposable. Mme Dubois de la DDTM a rappelé la possibilité de refuser une autorisation d'urbanisme sur le fondement de l'article R111.2 de code de l'urbanisme lorsque le risque est connu et avéré. L'un des objectifs du PPRMT est d'apporter une meilleure connaissance de l'état du risque et de réglementer l'utilisation du sol. En attendant l'approbation du PPRMT, les études d'aléa qui seront suffisamment avancées et stabilisées pourront aider les élus dans l'analyse du principe de précaution et dans leur prise de décision sur les demandes d'autorisation d'urbanisme à travers notamment l'utilisation des dispositions de l'article R.111-2. M. le Sous Préfet ajoute que l'objectif du PPRMT est notamment de sécuriser les décisions des différents acteurs.

- Les communes indiquent que lorsque le PPRMT sera approuvé, leur document d'urbanisme ne sera pas conforme au PPRMT. Le PPRMT approuvé vaudra servitude d'utilité publique et sera opposable de plein droit. Il sera annexé au document d'urbanisme sans qu'il soit nécessaire de mettre le document d'urbanisme en conformité avec le PPRMT. L'approbation du PPRMT n'imposera donc pas une révision du document d'urbanisme.

- Comment pourront être prises en compte les carrières qui seront découvertes après l'approbation du PPRMT ?  
Leur intégration au PPRMT pourra se faire uniquement sur la base d'une révision de ce dernier. Cette révision pourra toutefois être que partielle en portant uniquement sur les communes concernées par de nouvelles carrières. Il ne sera pas nécessaire d'étendre la révision à l'ensemble des 11 communes.

- M. Serge MORIN, maire de Branne a demandé si le PPRMT pouvait réglementer certaines pratiques en prenant l'exemple d'un agriculteur qui a provoqué un glissement de terrain dans un coteau, après avoir dévié des écoulements. Le rôle de prévention des PPRN impose de prendre des mesures constructives visant à construire dans les règles de l'art (mesures géotechniques dans le cas des mouvements de terrain) mais également de s'intéresser aux facteurs déclenchant des phénomènes. La gestion des rejets d'eau est un point important de la réglementation des PPRMT (rejets d'eau maîtrisés, infiltration interdite, etc.), sachant que l'eau est généralement un élément vecteur des mouvements de terrain.

Ce point a fait réagir M. le Sous-Préfet qui a abondé dans ce sens en soulignant que le PPRMT devra imposer une parfaite maîtrise des rejets d'eau.

La séance est levée par M. le Sous Préfet qui remercie l'ensemble des participants et souligne l'importance du PPRMT dans le développement du territoire.

LE SOUS-PREFET

Patrick MARTINEZ





Direction départementale  
des territoires et de la mer  
de la Gironde

SOUS-PRÉFECTURE DE LIBOURNE

Service Risques et Gestion de Crise

Unité Plans de Prévention des Risques  
Terrestres et Technologiques

Affaire suivie par : Marie Hélène LAPEYRE-Hamoire  
[marie-helene.lapeyre-hamoire@gironde.gouv.fr](mailto:marie-helene.lapeyre-hamoire@gironde.gouv.fr)  
Tel : 05.56.24.82.41

LIBOURNE, LE 11 AVR. 2013  
Le Sous Préfet de l'Arrondissement de  
Libourne

à

Mesdames et Messieurs  
(voir liste des destinataires in fine)

Objet : PPRMT de l'Entre-Deux-Mers  
Compte rendu 2ème COPIL du 19 février 2013

L'ordre du jour de la 2<sup>ème</sup> réunion du comité de pilotage du PPRMT de L'Entre-Deux-Mers portait sur le recensement et l'affichage des phénomènes historiques connus sur la zone d'étude.

Déroulement de la réunion :

➔ **Monsieur le Sous-Préfet a ouvert la réunion** en recadrant le contexte du PPRMT en cours sur les onze communes. Le rôle de l'État dans la gestion du risque et l'importance de disposer d'outils appropriés dans le développement des territoires ont été rappelés.

La parole a été ensuite passée au bureau d'études qui s'est attaché à présenter les travaux menés dans le cadre de la première phase du PPRMT.

➔ **Le bureau d'études** a débuté son exposé par des rappels sur la procédure d'élaboration d'un PPRN, sur les motivations ayant conduit à la prescription du PPRMT de l'entre deux mers et sur les différents acteurs. Ont ensuite été abordés :

- Les différentes catégories de mouvements de terrain prises en compte par le PPRMT, à savoir les glissements de terrain, les chutes de blocs et les effondrements de cavités souterraines. Une définition a été donnée pour chacun de ces phénomènes en indiquant que sur les onze communes, seules neuf étaient concernées par des carrières souterraines, donc par des phénomènes d'effondrements. Deux ne disposent pas de carrières souterraines et sont uniquement exposées à des glissements de terrain ou des chutes de blocs. Il s'agit de Branne et de Cabara.
- Les sources d'informations exploitées pour alimenter le volet phénomènes historiques du PPRMT ont été passées en revue. Les archives du bureau des carrières du Conseil Général s'avèrent les plus richement fournies, le Conseil Général centralisant les données relatives aux carrières depuis plusieurs décennies. Viennent ensuite les témoignages des communes qui ont été rencontrées systématiquement pour un travail de recoupement avec les archives du Conseil Général.  
Les communes ont également permis de disposer d'informations complémentaires détenues uniquement par elles.
- L'énumération des phénomènes historiques commune par commune et leur localisation sur le terrain. Il est alors expliqué que les phénomènes historiques ont été synthétisés dans des tableaux communaux avec renvoi vers une carte pour leur localisation (carte des phénomènes historiques).

.../...

- Les cartes des phénomènes historiques en commentant les informations retranscrites (périmètres des carrières, piliers des carrières lorsqu'ils sont connus, ouvertures des carrières, localisation des phénomènes historiques, désignation de secteurs connus pour leur sensibilité aux glissements de terrain et aux chutes de blocs, etc...). Il a été spécifié que les cartes des phénomènes historiques avaient une vocation uniquement informative et pédagogique. Leur rôle est de consigner les événements connus et ainsi de préserver cette mémoire.
- ➔ **Le Bureau des carrières du Conseil Général** a proposé que seuls les phénomènes ayant eu un impact en surface soient énumérés dans les tableaux de phénomènes historiques, et de ne pas citer les désordres connus uniquement en sous-sol. L'argument avancé est qu'on ne dispose pas de recensement exhaustif de tous les désordres rencontrés en souterrain et que l'affichage de certains d'entre eux risquerait d'inquiéter les habitants. Un autre point de vue proposé par Alp'Géorisques serait de localiser à l'aide de commentaires les secteurs présentant des désordres souterrains et de ne pas les faire apparaître dans les tableaux de phénomènes historiques. Il semble important aux yeux du bureau d'études de rapporter le maximum d'information relative aux mouvements de terrain, dès lors que cette dernière est connue. Ce point sera débattu en réunion technique entre la DDTM, le Conseil Général et le bureau d'études.
- ➔ A l'issue de la présentation, Monsieur le Sous-Préfet a repris la parole pour la planification de la prochaine étape, à savoir l'organisation d'une première réunion publique avec la population. Pour cela, il a proposé la tenue de trois réunions publiques qui se tiendront au cours du mois d'avril sur les communes de Branne, Saint-Germain-du-Puch et Saint-Quentin-de-Baron.
- ➔ Un dossier comportant une note de synthèse présentant les phénomènes historiques connus et les cartes de phénomènes historiques a été remis à chaque commune.

Plus aucune question n'étant soulevée, Monsieur Le Sous-Préfet lève la séance en remerciant les participants.

LE SOUS-PREFET



Patrick MARTINEZ



PRÉFET DE LA GIRONDE

Sous-Préfecture de Libourne

LIBOURNE, LE 13 MAR. 2014.

*Direction Départementale  
des Territoires et de la Mer  
Service Risques et Gestion de Crise*

*Unité Plans de Prévention des Risques  
Terrestres et Technologiques*

*Affaire suivie par : Marie Hélène LAPEYRE-Hamoire  
[marie-helene.lapeyre-hamoire@gironde.gouv.fr](mailto:marie-helene.lapeyre-hamoire@gironde.gouv.fr)  
Tel : 05.56.24.82.41*

**PPRMT de l'Entre-Deux-Mers  
Compte rendu du 3ème Comité de Pilotage  
Le 06 février 2014**

La troisième réunion du comité de pilotage portait sur la présentation d'un complément d'information sur les phénomènes historiques connus sur la zone d'études ainsi que sur celle de la caractérisation de l'aléa sur l'ensemble du périmètre.

Cette réunion a été présidée par M. Eric de WISPELAERE, Sous-Préfet de Libourne. Ce dernier a ouvert la séance en rappelant l'ordre du jour et l'objet de la réunion.

La parole a ensuite été donnée à Mme Anna DUBOIS - DDTM Gironde pour la présentation du Plan de Prévention des Risques Mouvements de Terrain de l'Entre-Deux-Mers.

Mme DUBOIS a rappelé les objectifs du PPR et les principales motivations dans l'élaboration de ce PPRMT et a fait un bref rappel des différentes phases d'élaboration du plan de prévention des risques et des différents types de mouvements de terrain étudiés.

Mme DUBOIS informe l'assistance qu'à l'issue de la réunion, un dossier sera remis à l'ensemble des participants. Ce dossier comporte les cartes d'aléa du secteur d'études. Chaque membre du comité de pilotage est invité à réagir sur ce dossier et à faire part de ses remarques avant la prochaine réunion du comité de pilotage.

La parole est ensuite donnée à M. Eric PICOT du Bureau d'Etudes Alp'Géorisques pour la présentation des études techniques relatives à la qualification de l'aléa et aux investigations complémentaires ayant conduit à compléter la carte des phénomènes historiques.

M. PICOT revient d'abord sur la phase I (phénomènes historiques) et présente la phase II (aléas). Concernant la phase I, il précise qu'un travail complémentaire a été réalisé sur la carte des phénomènes historiques. Les archives du bureau des carrières du Conseil Général ont été exploitées et analysées afin de disposer d'une meilleure connaissance de l'état des édifices souterrains et de ce qui ne se voit pas en surface. Ce travail a permis de compléter l'information disponible notamment là où il n'y a aucun impact en surface.

La carte des phénomènes historiques a également été complétée en tenant compte de fontis survenus sur Daignac et de la présence d'un réseau hydrographique souterrain à Saint-Quentin-de-Baron.

M. PICOT souligne que les fontis survenus sur la commune de Daignac sont a priori sans rapport avec la présence de carrières souterraines. En effet, aucune carrière n'est connue dans cette partie de la commune. Les effondrements semblent plutôt liés à des phénomènes de suffosion qui résultent d'un mécanisme de soutirage de particules de sol par des circulations d'eaux souterraines favorisées par des niveaux drainants et/ou le réseau karstique. Ce type de phénomène impacte également la commune voisine de Naujan-et-Postiac.

M. le Sous-Préfet demande alors si le périmètre d'études du PPRMT a vocation à être étendu dans la mesure où des événements de même nature apparaissent sur d'autres communes limitrophes. Le cas de la commune de Naujan-et-Postiac est évoqué en séance.

Mme DUBOIS précise que le périmètre d'études de ces 11 communes correspond à un bassin de risque identifié dans le DDRM (Document Départemental des Risques Majeurs). Un classement par ordre de priorité a été réalisé selon les enjeux identifiés et les aléas connus. Actuellement les études sont menées sur les 11 communes du bassin de risque et une modification du périmètre risquerait de compromettre l'avancement de la procédure d'élaboration du PPRMT. Étant précisé que la pertinence d'inclure la commune de Naujan-et-Postiac dans le périmètre d'études du PPRMT avait déjà été étudiée en 2013. M. THOMADIS du bureau des carrières du Conseil Général confirme cette position. M. le Sous-Préfet demande que cette question soit approfondie.

M. le Sous-Préfet demande à partir de quel niveau d'aléa le risque est pris en compte dans les documents d'urbanisme.

M. PICOT précise les principes régissant la réglementation ; ainsi lorsque l'aléa est fort, le principe d'interdiction de construction prévaut ; dans les zones d'aléa faible, la constructibilité est possible sous réserve de s'assurer de l'absence de risque par la réalisation d'une étude géotechnique. La gestion des eaux est également un sujet à développer pour pouvoir construire en zone d'aléa faible ou moyen.

M. le Maire de Nérigean demande si, en l'absence d'un PPR non approuvé, il peut invoquer le sursis à statuer. Mme DUBOIS répond que dès lors que l'autorité compétente pour délivrer les permis de construire dispose d'une connaissance du risque, il peut s'opposer ou émettre des prescriptions sur le fondement de l'article R.111-2 du code de l'urbanisme.

M. le Sous-Préfet demande que soit précisé le rôle des assurances. Est-ce que les assurances peuvent majorer les cotisations des assurés lorsqu'un risque est identifié ? La DDTM répond que normalement les assurances ne doivent pas dériver dans ce genre de pratique.

La question du ruissellement des eaux dû aux exploitations agricoles est posée. Le représentant de la Chambre d'Agriculture répond que le code civil régit déjà cette question : le fond aval a l'obligation de récupérer les eaux sauf dans le cas où le rejet est du fait de l'homme.

M. PICOT ajoute que le règlement du PPRMT devra prévoir l'interdiction de rejeter ses eaux en direction des zones à risque. Cette mesure impliquera théoriquement que les ruissellements générés artificiellement par un terrain, du fait de son imperméabilisation (culture sur sol dénudé ou urbanisation), ne pourront être rejetés vers une zone à risque. Ces eaux devront être traitées à l'aide de bassins d'orage et/ou dirigées vers des émissaires pouvant les recevoir pour être évacuées.

M. THOMADIS rappelle qu'il convient de citer le rapport du BRGM dans la note de présentation du dossier de PPRMT lorsqu'il est fait référence aux glissements de terrain et chutes de blocs.

Sur la cartographie des aléas, M. THOMADIS appelle l'attention du bureau d'études sur des micro zones blanches situées au cœur des zones d'aléas. Il convient de les inclure dans les zones d'aléa. Exemple : sur la carte des aléas de la commune d'Espiet.

La partie détermination et affichage de l'aléa est ensuite exposée en définissant les différents types de phénomènes étudiés et les critères permettant de hiérarchiser chacun de ces phénomènes en niveaux d'intensités (classification aléa).

M. PICOT précise la méthodologie qui a conduit à définir la carte des aléas. Cette carte est différente de la carte des phénomènes historiques car les contours de carrières sont reportés en appliquant un angle d'influence qui varie selon les caractéristiques de la carrière (profondeur et épaisseur de cerveau). A cet angle d'influence s'ajoute une bande de précaution de 50 mètres selon les précisions connues du contour des carrières. Cette distance de 50 mètres a été définie par le retour d'expérience. M. THOMADIS précise qu'il est nécessaire en réunion publique d'expliquer que la bande de précaution de 50 mètres résulte d'un retour d'expérience.

Dans l'ensemble du secteur étudié les carrières sont bien connues, ce qui facilite la détermination de l'aléa.

M. PICOT insiste sur la précision suivante :

- les cartes des phénomènes historiques retranscrivent l'emprise stricte des carrières. Les cartes d'aléas prennent en compte l'incidence latérale de l'angle d'influence. Par conséquent l'aléa représenté impacte des superficies de terrain supérieures à l'emprise réelle des carrières.

Les différents cas de figure rencontrés pour la détermination de l'angle d'influence ont été passés en revue.

La classification de l'aléa effondrement a également fait l'objet d'explications détaillées en indiquant que l'épaisseur de recouvrement (cerveau), les taux de défrètement et l'état géotechnique des carrières dictaient le niveau d'intensité de l'aléa. Il a notamment été indiqué qu'une épaisseur de cerveau importante n'était pas forcément un gage de sécurité. En effet, les propriétés mécaniques de la roche sont très médiocres (faible résistance mécanique) et en cas de taux de défrètement important supérieur à 75 %, le risque d'effondrement augmente fortement au-delà d'une certaine profondeur. La grille de classification de l'aléa voit donc décroître l'intensité de l'aléa avec la profondeur jusqu'à une certaine profondeur puis l'aléa croît à nouveau avec la profondeur en fonction des taux de défrètement (risque d'écrasement des piliers par la charge sus-jacente en cas de défrètement trop important).

M. PICOT est revenu sur les effondrements liés aux phénomènes de suffosion en précisant la définition de ce terme, à savoir un tassement lié à un entraînement de particules de sols par des circulations d'eaux souterraines conduisant à des tassements, voire formant des vides finissant par s'effondrer.

Un des maires demande à qui incombe la responsabilité si un effondrement survient.

M. le Sous-Préfet rappelle que la connaissance vaut à l'instant T.

Mme DUBOIS rappelle que la mise en place d'un PPR ne soustrait pas la responsabilité de chacun à se préoccuper de l'état de sa carrière.

M. PICOT précise que le PPR est élaboré sur la base d'une information existante.

M. le Maire de Nérigean demande si l'on peut indiquer les dates des dernières visites de carrières pour savoir sur quelle époque se base le PPRMT pour qualifier l'aléa. Il est difficile de mettre une date sur les visites de carrières car les carrières ne sont généralement pas visitées dans le but d'une inspection (il n'y a pas de procédure de ce type en place) mais dans le cadre de demandes d'interventions ponctuelles. Les carrières ne sont donc généralement pas inspectées intégralement à chaque passage.

La commune de Saint-Germain-du-Puch a repris cette question en proposant plutôt d'instaurer un suivi. Il a été répondu que c'était sur cette voie que le PPRN cherchera à se diriger en demandant un suivi périodique des carrières. Ce dernier se fera à la charge des propriétaires et non pas sur des fonds de l'État.

M. le Maire de Saint-Quentin-de-Baron demande s'il existe un moyen de détecter des carrières souterraines à grande échelle. Il lui a été répondu que la méthodologie utilisée pour détecter des vides souterrains reposait sur des mesures microgravimétriques mais que cette technique valait pour des études localisées. Du fait de son coût et des moyens à mettre en œuvre il n'est pas envisageable d'engager des études de ce type dans le cadre du PPRMT pour rechercher de nouvelles carrières.

Un regard particulier a été porté sur les carrières de superficie inférieure ou égale à 200 m<sup>2</sup> et situées dans une logique de continuité urbaine. Un recensement des carrières répondant à ces critères a été réalisé en vue d'envisager un traitement réglementaire spécifique. Ces dernières ont été systématiquement classées en aléa moyen en vue de les traduire en zone bleue constructible sous réserve de leur comblement préalable.

Dans la mesure où ces carrières souterraines sont de faible superficie elles peuvent être traitées à moindre coût en vue de construire. Il a été tenu compte qu'elles ne s'étendaient pas sous plusieurs propriétés, ce qui facilitait toute intervention à leur niveau sans avoir à réunir plusieurs propriétaires, et que leur comblement était à la portée des particuliers en termes financiers. Cette solution présente l'avantage de ne pas geler les zones déjà bâties tout en encourageant la mise en sécurité des terrains situés en zone déjà bâtie.

Mme DUBOIS demande l'avis des membres du comité de pilotage sur le traitement de ces petites carrières. La question se pose donc de savoir si le comité de pilotage souhaite introduire dans le PPRMT la possibilité de construire dans des zones déjà bâties et concernées par des cavités souterraines de petite taille sous réserve de traitement direct des cavités. Dans l'affirmative, ces cavités souterraines seront identifiées dans la carte des aléas et représentées en aléa moyen. Le zonage réglementaire et le règlement du PPRMT seront adaptés à ces zones spécifiques.

Mme DUBOIS précise que le comblement s'effectuera sous la responsabilité du propriétaire.

M. PICOT ajoute que des prescriptions techniques seront alors prévues pour le traitement des cavités souterraines. Le comblement devra être réalisé selon les règles de l'art et suivant un cahier des charges défini par des études préalables rendues obligatoires par le PPRMT.

La commune de Saint-Germain-du-Puch demande de façon générale ce qu'il se passera si un propriétaire comble une carrière. Il lui a été répondu que de tels travaux devaient être menés de façon encadrée sur la base d'une étude et d'un suivi de chantier. Au terme du chantier, un certificat de travaux doit être établi par l'entreprise chargée du suivi. Si un comblement est réalisé dans les règles durant l'élaboration du PPRMT, il pourra être pris en compte par le PPRMT. S'il est réalisé après l'approbation du PPRMT, il pourra être pris en compte qu'à l'issue d'une révision ou une modification du PPRMT.

Il a été indiqué que sur les 11 communes du PPRMT seules 9 étaient concernées par l'aléa effondrement de cavités souterraines. Deux communes (Branne et Cabara) n'accueillent pas de carrières souterraines. Ces deux communes sont uniquement exposées à de l'aléa glissement de terrain et de chutes de blocs.

Hormis Branne et Cabara, l'aléa effondrement de cavités souterraines est prédominant sur la zone d'études, avec une intensité souvent forte.

Les glissements de terrain concernent surtout les communes riveraines de la côte bordant la vallée de la Dordogne. Ils sont plus marginaux ailleurs. Il en est de même pour les chutes de blocs qui se manifestent au niveau de quelques petites falaises naturelles, d'anciens fronts de taille de carrières à ciel ouverts ou le long de talus.

Mme DUBOIS rappelle que le PPR est une servitude d'utilité publique et qu'à ce titre, une fois approuvé il devra être annexé au document d'urbanisme qui, de fait, devra être compatible avec le PPR.

M. THOMADAIS rappelle son désaccord quant à la caractérisation de l'aléa fort pour les carrières connues en mauvais état. Il considère qu'il existe une différence de traitement entre les cavités connues (et donc visitées) et les cavités non visitées pour lesquelles il existe une simple présomption de vide et qui sont classées en aléa moyen. Il craint que cette différence pénalise les sites où des investigations sont réalisées.

Monsieur le Sous-Préfet précise que cette discussion relève du domaine de techniciens et qu'il est plus opportun de l'évoquer en réunion technique. Madame DUBOIS précise que ce point a déjà été discuté en réunion technique.

M. PICOT procède ensuite à l'examen cartographique des aléas par commune.

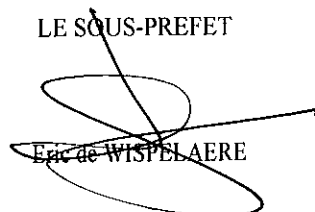
Mme DUBOIS clos la séance par l'examen du calendrier prévisionnel suivant :

Juillet 2014 : COPIL de présentation des enjeux,  
Décembre 2014 - Février 2015 : COPIL de présentation du volet réglementaire du PPRMT (zonage et règlement),  
Printemps 2015 : enquête publique,  
Fin 2015 : approbation du PPRMT

Mme DUBOIS précise que dans le cadre de la concertation, il convient d'organiser une nouvelle phase de réunions publiques afin d'informer la population sur l'avancement de la procédure d'élaboration du PPRMT.  
Les dates arrêtées sont les 09 et 10 avril 2014. Deux réunions publiques se tiendront sur les communes de Branne et de Saint Quentin-de-Baron.

M. le Sous-Préfet remercie l'assistance et lève la séance.

LE SOUS-PREFET



Eric de WISPELAERE

**Mesdames, Messieurs les membres du comité de pilotage  
du Plan de Prévention des Risques de Mouvements de Terrain du Secteur de l'Entre -Deux-Mers**

Mme Catherine VIANDON, maire de Saint-Germain-du-Puch,  
M. Frédéric COUSSO, maire de Croignon,  
M. Emmanuel LE BLOND du PLOUY, maire de Baron,  
M. Serge MORIN, maire de Branne,  
M. Thierry BLANC, maire de Cabara,  
M. Bernard CROS, maire de Camarsac,  
M. Michel MASSIAS, maire de Daignac,  
M. Claude BARREAU, maire de Grézillac,  
M. Jean Luc LAMAISSON, maire de Nérigeau,  
M. Christian MUR, maire de Saint-Quentin-de-Baron,

M. Jean-Luc LAMAISSON, Président de la Communauté de Communes du Brannais,  
M. Bernard LE GOREC, Président de la Communauté de Communes du Créonnais,  
M. Jean SOUBIE, Président de la Communauté de Communes des Coteaux Bordelais,  
M. Thierry MASSON, Président de la Communauté de Communes du Sud Libournais,

M. Philippe MADRELLE, Président du Conseil Général de la Gironde,  
M. Cyrille THOMAIDIS, Bureau des Carrières – Conseil Général de la Gironde,  
Mme Camille ZVENIGORODSKY, Service Départemental d'Architecture et du Patrimoine de la Gironde,  
M. Bernard ARTIGUE, Président de la Chambre d'Agriculture de la Gironde,  
M. Bernard FARGES, Président ODG Syndicat Viticole Régional des AOC Bordeaux,  
M. Stéphane DEFRAINE, Président du Syndicat Viticole/Organisme de Défense et de Gestion de l'Entre-Deux-Mers

M. le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de la Gironde – Unité Plan de Prévention des Risques Naturels et  
Technologiques – Service Risques et Gestion de Crise  
M. Gérard GUEGAN, Responsable du Service d'Aménagement Rural – DDTM – Unité d'Aménagement du Libournais

M. Eric PICOT, Bureau d'Etudes ALP'Géorisques





PRÉFET DE LA GIRONDE

Sous-Préfecture de Libourne

*Direction départementale  
des territoires et de la mer  
de la Gironde*

*Service Risques et Gestion de Crise*

*Unité Plans de Prévention des Risques  
Terrestres et Technologiques*

*Affaire suivie par : Marie Hélène LAPEYRE-Hamoire  
[marie-helene.lapeyre-hamoire@gironde.gouv.fr](mailto:marie-helene.lapeyre-hamoire@gironde.gouv.fr)  
Tel : 05.56.24.82.41  
[mireille.dumolek@gironde.gouv.fr](mailto:mireille.dumolek@gironde.gouv.fr)  
Tél. : 05.35.00.24.32*

LIBOURNE, LE 21 NOV. 2014

Le Sous Préfet de l'Arrondissement de  
Libourne

à

Mesdames et Messieurs  
(voir liste des destinataires in fine)

**OBJET :** PPRMT de l'Entre-Deux-Mers  
Compte rendu réunion du 4ème COPIL - 14-10-2014

La réunion du 4ème COPIL s'est tenue en Sous-Préfecture de Libourne le 14 octobre 2014, Mme la Secrétaire Générale a ouvert la séance et donné la parole à Mme Dubois qui a présenté l'ordre du jour de la réunion et rappelé que les cartes d'enjeux avaient été présentées avant l'été lors de visites individuelles en Mairie.

Les informations collectées lors de ces rendez-vous ont permis de compléter la note d'enjeux tout en confirmant les cartes précitées (aucune modification apportée aux cartes présentées au cours de ces réunions). En conséquence, sauf avis contraire, il est proposé de présenter brièvement cette phase et d'approfondir le volet réglementaire du projet de PPRMT.

A cet effet, un dossier contenant les cartes du projet de zonage ainsi que la note de présentation des enjeux/zonage est remis à l'ensemble des participants.

M. Picot commence son exposé par un bref rappel des étapes précédentes du PPR et une présentation de l'actualisation des cartes d'aléas depuis le dernier comité de pilotage. La connaissance étant en constante évolution, les cartes d'aléas sont actualisées régulièrement. Quatre communes sont concernées par l'actualisation : Baron, Camarsac, Grézillac et Nérigean. Les quelques modifications sont présentées en séance (modifications marginales de quelques zones d'aléas).

M. le Maire de Nérigean souhaite savoir par quel moyen la limite de la carrière a pu être précisée par rapport aux données initiales.

M. Picot précise que cette actualisation est le fruit d'une relecture et d'une revérification des cartes, elle ne correspond pas à une nouvelle découverte. Il s'agit donc d'une correction d'une erreur matérielle et non d'une modification d'une situation de fait. Il rappelle en outre la signification de la bande de 50m affichée en plus d'un angle d'influence lorsqu'on ne dispose pas de suffisamment de renseignements sur le périmètre des carrières.

A la demande de l'assistance, il revient sur les grands principes de qualification de l'aléa en tenant compte de la profondeur des carrières, de leur périmètre précis ou non, de la superposition d'étages et de la topographie de surface. Le niveau de connaissance de ces différents paramètres conduit à considérer une bande aléa supplémentaire de largeur variable à la périphérie des cavités.

Cet aléa périphérique répond à l'application d'angles par rapport à la verticalité, lorsqu'on dispose de la profondeur des cavités, auxquels s'ajoute une bande supplémentaire de 50 mètres lorsqu'on ne dispose pas du contour précis des cavités. Les angles s'évaluent en fonction de la profondeur des carrières : quand la profondeur est inférieure à 10m, l'angle est de 45°; si la profondeur est supérieure à 10 m, 2 angles s'appliquent : 20° en dessous de 10 m de profondeur puis 45° au-dessus de 10 m de profondeur.

Pour les cavités superposées, on applique les mêmes règles en se basant sur la carrière la plus profonde pour le calcul de la largeur de l'aléa périphérique et sur le contour de cavité le plus externe pour son affichage. Un dernier cas est évoqué par M. Picot : si on ne connaît ni la profondeur ni le périmètre de la carrière (présence d'une cavité connue qui ne peut être visitée), comme le signallement de telles carrières tient déjà compte d'une marge de sécurité, l'aléa reprend le contour ainsi défini sans majoration périphérique.

Pour une même carrière on peut disposer de contours précis sur certains secteurs et ne posséder que d'estimations de contours sommaires sur d'autres. Toutes les règles énumérées précédemment s'appliquent alors. Cela explique que certaines carrières sont dotées de bandes d'aléa périphérique de 50 mètres supplémentaires (secteur de périmètre imprécis) qui s'interrompent parfois pour laisser place uniquement à un aléa périphérique calculé à partir d'angles d'influence (secteur de périmètre précis).

Outre l'affichage de l'aléa, M. Picot aborde l'intensité de ce dernier qui est défini en fonction de l'épaisseur du «cerveau», des taux de défrètement, des connaissances géotechniques sur les cavités et des phénomènes historiques.

Il rappelle enfin que la note accompagnant les cartes d'aléas explique ces différentes règles d'affichage et de caractérisation de l'aléa «effondrement».

En reprenant sa présentation, il indique les grandes classes d'enjeux puis explique l'aboutissement au zonage réglementaire résultant du croisement de l'aléa et des enjeux . Un tableau de traduction réglementaire a été remis à chacun des participants. Il souligne que la carte de zonage réglementaire se compose de deux couleurs (rouge et bleu) et qu'un système d'indice permet d'identifier les risques correspondant à chaque zone.

Mme le Maire de Saint-Germain-du-Puch demande quelle sera l'incidence d'un aléa moyen d'effondrement sur une zone urbanisée.

Mme Dubois et M. Picot répondent que la couleur imputée à la dite zone sera rouge avec autorisation de construire des extensions limitées à 40 m<sup>2</sup> au bâti existant et des annexes légères inférieures à 50 m<sup>2</sup>.

Le cas des carrières d'une superficie inférieure ou égale à 200 m<sup>2</sup> est évoqué (carrières de périmètres connu précisément situées dans une logique de continuité urbaine). Ces carrières sont traduites en zone bleue. Il est tenu compte que ce type de cavité peut être conforté ou comblé dans le cadre d'une enveloppe financière raisonnable, supportable par un particulier. Il est expressément précisé que les travaux de confortement ou de comblement seront réalisés sur la base et le couvert d'une étude technique spécifique.

M. Picot présente ensuite le zonage réglementaire propre à chacune des 11 communes.

M. le Maire de Cabara fait une remarque sur la couleur bleue qui est également celle du PPRI en vigueur sur sa commune. Il lui est répondu que les couleurs du zonage réglementaire sont standardisées et que les risques se distingueront entre eux par le biais de l'étiquetage d'indices. Le PPRMT ne se substituera pas au PPRI. Les deux documents seront applicables à l'approbation du PPRMT.

Mme Dubois rappelle que ce sont les règles d'urbanisme les plus restrictives qui s'appliquent lorsque deux documents sont opposables (PLU/PPR...). Le PPR étant une servitude d'utilité publique, il doit être annexé au PLU dans le délai de 3 mois qui suit son approbation. Les dispositions de l'article L.126-1 du code de

l'urbanisme s'appliquent.

Les élus souhaitent savoir comment gérer les demandes d'autorisation d'urbanisme dans l'attente de l'approbation du PPRMT. Madame DUBOIS précise que le PPRMT ne sera opposable qu'une fois approuvé. Dans l'attente, le risque ne peut pas être ignoré et la connaissance du risque dans le cadre de l'élaboration du PPRMT peut fonder une décision prise en application de l'article R.111-2 du code de l'urbanisme. Les éventuels refus de permis de construire continuent à s'appuyer sur le R 111-2 en tenant compte de l'état d'avancement du PPR au jour de la décision sur les demandes d'autorisation d'urbanisme par la commune.

Le Maire de Baron demande que plus de lisibilité soit apportée sur les fonds de cartes présentés. Il propose que soient ajoutés des repères géographiques sur la carte de zonage réglementaire, tels que l'indication des voies communales, des canalisations de gaz....

Plus généralement, il est demandé de faire figurer les noms de lieux-dits sur les cartes pour permettre une meilleure localisation. Il est pris note de cette demande et une réponse sera apportée. En complément, les membres du COPIL sont invités à faire remonter par mail à la DDTM leurs observations sur les cartes de zonage. La DDTM examinera chaque remarque et apportera les réponses au prochain comité de pilotage.

D'une façon générale il est demandé de pouvoir disposer des données SIG relatives au projet de PPRMT afin de faciliter le travail des bureaux d'études chargés de l'élaboration des documents d'urbanisme des communes concernées.

Mme Dubois précise que la DDTM a entamé un travail de standardisation de ses données SIG en vue d'en faciliter la diffusion. La question posée concerne la diffusion de données provisoires susceptibles d'être modifiées. En effet, l'état de projet du PPR suppose que des modifications soient apportées jusqu'à l'approbation du document (exemple de l'actualisation des aléas). Madame Dubois recherche donc une réponse à la possibilité de diffuser des données de travail malgré le risque d'erreur ou de confusion.

Le débat se poursuit sur une question posée par M. le Maire de Saint-Quentin-de-Baron concernant la circulation des poids lourds.

M. Thomaïdis précise que le trafic des plus de 3,5 tonnes est interdit à partir du moment où les cavités sont inférieures à 15 m de profondeur. Il poursuit ses explications sur les notions de géométrie, de défruitement et de recouvrement en indiquant que des études ont été faites en plaçant des capteurs dans des carrières pour enregistrer l'effet de la circulation de poids lourds. Cela a permis de comprendre en partie les contraintes infligées aux structures des cavités (fléchissement des voûtes et effet de cisaillement sur les piliers) par le roulage, le stationnement, le freinage et le démarrage des poids lourds.

Il encourage les communes à communiquer dès maintenant tout plan de carrières en leur possession, y compris ceux détenus par des particuliers, pour permettre leur prise en compte par le PPRMT, sans attendre la fin de l'étude pour le faire.

Mme Dubois reprend la parole pour présenter les grands principes du zonage réglementaire, ce qui donne lieu à plusieurs questions ou remarques de la part de l'assistance.

La Chambre d'Agriculture souhaite qu'il n'y ait pas de limitation de surface pour les constructions agricoles ou viticoles qui seront autorisées. Mme Dubois indique qu'en principe elle ne seront pas limitées.

La commune de Saint-Germain-du-Puch fait bien préciser que les changements de destination ne doivent pas conduire à la création de nouveaux logements en zone rouge. Ce point du règlement est confirmé par la DDTM. Les changements de destinations en zone rouge ne doivent pas conduire à une augmentation de la population en zone de risque ni à la création de nouveaux logements. Le règlement le stipulera clairement.



A la question posée sur l'autorisation d'extension de 40 m<sup>2</sup> du bâti existant en zone rouge, la DDTM précise qu'il s'agit de la surface de plancher habitable et non d'une surface d'emprise au sol. La superficie autorisée de 40 m<sup>2</sup> peut l'être en une ou plusieurs fois sans que le cumul des extensions successives ne dépasse 40 m<sup>2</sup>.

Concernant les visites périodiques des carrières, les communes demandent comment s'assurer que le contrôle des carrières est bien réalisé selon la fréquence prévue par le PPRMT et qui doit se charger de cette tâche.

La DDTM Libourne répond que cela relève de la responsabilité des maires. Ces derniers doivent s'assurer que les propriétaires le font bien faire.

Madame DUBOIS précise que la responsabilité de la surveillance des carrières relève de leurs propriétaires, qui sont en principe les propriétaires du dessus. En conséquence, en cas de non respect de l'obligation de surveillance, leur responsabilité est engagée. En complément il est ici ajouté, qu'en application de l'article L.562-5 du code de l'environnement, le fait de ne pas respecter les prescriptions d'un plan de prévention des risques est puni des peines prévues par l'article L.480-4 du code de l'urbanisme.

L'organisation de cette surveillance peut être centralisée par une commune, une association ou un syndicat créé spécifiquement et son coût est alors réparti entre les propriétaires concernés.

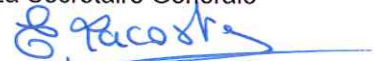
L'ensemble des membres du COPIL souhaite que des précisions relatives aux responsabilités et aux modalités de contrôles soient apportées. Il en est pris note.

Mme Dubois propose ensuite à l'assemblée une méthode de travail qui consistera à transmettre par mail aux membres du COPIL des fiches de règlement sur lesquelles ils seront invités à réagir par retour de mail. L'ensemble des observations sera examiné par la DDTM et le bureau d'études et des réponses seront apportées lors du prochain comité de pilotage qui devrait se tenir en mars/avril 2015. Une fois le projet de règlement stabilisé, une réunion publique sera organisée avant l'été pour une présentation à la population des enjeux et du volet réglementaire.

Les personnes publiques associées seront ensuite consultées officiellement en septembre/octobre 2015 sur le projet de PPR élaboré en concertation avec les membres du COPIL. Les organes délibérants seront invités à délibérer sur le projet de PPRMT.

L'assistance n'ayant plus de question à formuler, la séance est levée.

P/LE SOUSPREFET  
La Secrétaire Générale



Evelyne LACOSTE

PRÉFET DE LA GIRONDE

Sous-Préfecture de Libourne

LIBOURNE, LE 13 mai 2015

Direction Départementale des Territoires  
et de la Mer de la Gironde

Service Risques et gestion de crise  
Unité PPR terrestres et technologiques

Affaire suivie par :  
mairie-helene.lapeyre.hamoir@gironde.gouv.fr

Tél. 05.56.24.82.41

LE SOUS-PRÉFET  
DE L'ARRONDISSEMENT DE LIBOURNE

à

Mesdames et Messieurs  
(voir destinataires in fine)

Objet : PPRMT de l'Entre-Deux-Mers  
Compte rendu – Réunion du 5ème COPIL - 31-03-2015

La 5<sup>ème</sup> réunion du comité de pilotage du PPRMT de l'Entre-Deux-Mers s'est tenue à la Maison des Associations de Libourne. Son ordre du jour portait sur l'analyse des remarques formulées sur le volet réglementaire du PPRMT.

Un point a également été fait sur la prise en compte d'informations nouvelles sur la commune de Grézillac.

La séance s'est déroulée comme suit :

- Monsieur le Sous-Préfet ouvre la réunion en introduisant brièvement l'ordre du jour de la réunion puis il passe la parole à Madame Dubois de la DDTM.
- Madame Dubois passe en revue le calendrier de l'étude en s'attardant sur les échéances à venir, à savoir une prochaine réunion publique, l'enquête administrative du PPRMT et l'enquête publique prévue pour la fin du second semestre 2015.
- Monsieur le Sous-Préfet reprend la parole pour soulever un point déjà débattu lors d'un précédent COPIL au sujet de la responsabilité des propriétaires vis-à-vis de la sécurité des carrières. Il demande que les règles soient clairement rappelées aux différents intéressés lors de la prochaine réunion publique. L'information devra notamment porter sur la surveillance des carrières.

Point surveillance des carrières

- Madame Dubois poursuit son exposé en enchaînant sur l'intervention de Monsieur le Sous-Préfet. Elle aborde ainsi le point sensible de la surveillance des carrières qui demandait à être éclairci par les communes. Elle rappelle le principe de surveillance périodique basé sur des visites.
- Monsieur Thomaïdis prend alors la parole pour préciser que les visites de contrôle ne seront pas assurées par le Département. Cela ne relève pas de ses missions de service public. Dans le cadre du PPRMT, le contrôle devra être exercé par un bureau d'étude à la charge des propriétaires.
- La commune de Croignon demande alors si le Département va continuer à surveiller le site de l'usine KP1. Monsieur Thomaïdis lui répond que si la mairie le demande, ils le feront car c'est un cas particulier. Il précise, qu'en général, le Département continuera à donner des avis lorsque les mairies les solliciteront, mais qu'il ne viendra pas systématiquement tous les 2 ans pour assurer des visites de contrôle.

1/4



- Madame Dubois explique que le règlement introduit la possibilité d'espacer les visites jusqu'à tous les 5 ans, si l'état des carrières et leur évolution le permettent. Cette mesure sur l'espacement de la périodicité des visites pourra être prononcée par le bureau d'études chargé des visites. La mairie de Nérigean indique alors qu'aucun bureau d'étude ne prendra la responsabilité d'une telle initiative et que par conséquent la périodicité des visites sera maintenue tous les 2 ans.
- Monsieur le Sous-Préfet réagit à ce sujet en indiquant que les particuliers seront informés de l'existence du PPRMT, et de sa gestion du risque, et qu'au bout d'un certain temps ils se poseront des questions sur la nécessité de conserver une périodicité de visite de 2 ans, si on ne note aucune évolution défavorable des carrières. Par conséquent, une telle mesure offerte par le PPRMT n'est pas vaine mais va bien dans le sens d'une certaine logique.
- La mairie de Nérigean poursuit en demandant qu'une autorité publique puisse valider le changement de périodicité des visites. Monsieur le Sous-Préfet répond que l'autorité publique ne peut pas tout supporter et qu'on pourrait plutôt faire appel à une association créée spécifiquement pour la gestion quotidienne de l'après-carrière, autour de propriétaires et responsables.
- Il est alors rappelé que la création d'une association allant dans ce sens est en pourparler. Elle agirait à l'échelle départementale. Une réunion à ce sujet doit prochainement se tenir sur la commune de Nérigean.
- La chambre viticole prend la parole pour souligner qu'à ses yeux la mesure de contrôle est justifiée dans le cas d'enjeux bâtis vulnérables, mais qu'elle ne l'est pas hors zone urbanisée. Cela aura un coût et renchérra la valeur des terres, ce qui découragera les investisseurs. Le débat s'élargit alors sur les difficultés déjà rencontrées par le monde agricole et viticole dans la gestion et l'utilisation des terres.
- Monsieur le Sous-Préfet intervient pour rappeler qu'il faut bien distinguer le contrôle des carrières, qui est établi pour la sécurité des enjeux de surface, et la réglementation d'occupation et d'utilisation du sol.
- Monsieur Thomaïdis prend alors l'exemple d'un remblai qui est en cours de création sur la commune de Croignon, au niveau d'un ancien parking de l'usine KP1. La mairie de Croignon confirme cet exemple, en précisant qu'elle est déjà intervenue à ce sujet en prenant un arrêté d'interdiction de déposer des remblais, mais que cela continue malgré tout.
- Monsieur le Sous-Préfet indique que ce type de pratique relève d'un changement de destination du sol et qu'il nécessite un permis. Par conséquent, en l'absence de démarches administratives régulières, le responsable du remblai commet une infraction. Il est condamnable et le terrain devra être remis en état, tel qu'il l'était initialement.
- Le débat revient sur les visites de contrôle des carrières. Alp'Géorisques indique que si l'on focalise les visites uniquement sous les zones à enjeux bâtis, on devra forcément parcourir des secteurs situés sous des zones non bâties pour atteindre les points à surveiller. Ce trajet amènera donc à observer des secteurs sans enjeux et sans forcément un coût supplémentaire. De plus, comment désigner précisément l'étendue de la zone à enjeux à surveiller, sachant qu'il ne faudra pas se limiter à regarder strictement ce qui se passe sous les enjeux bâtis, mais qu'il faudra avoir un regard élargi. Enfin, ne pas maintenir une surveillance sous les secteurs sans enjeux bâtis reviendra à délaisser une grande partie des carrières et à ne plus disposer d'information à leur sujet. A l'inverse, un minimum de surveillance permettra de détecter toute évolution des édifices souterrains et, le cas échéant, permettra de prendre de nouvelles dispositions préventives.

Un suivi de l'état des carrières est donc important quels que soient les enjeux de surface. On pourrait toutefois adapter la nature des visites à réaliser en fonction des risques encourus, en réalisant par exemple de simples rondes de surveillance sous les zones non bâties.

Dans tous les cas de figure, un cahier des charges des visites devra être établi par l'organisme qui centralisera les visites en précisant les attentes et les moyens à mettre en œuvre. Il est précisé que ce dernier point n'est pas du ressort du PPRMT.



- Pour conclure le point «surveillance des carrières», il est proposé de fixer une première visite de contrôle des carrières dans un délai de 2 ans à compter de la date d'approbation du PPRMT, puis à l'issue de cette première visite de laisser la possibilité d'allonger, au cas par cas, la périodicité à 5 ans.

#### **Point sur la signalisation des entrées de carrières**

- Madame Dubois commente la nouvelle rédaction du règlement sur ce point qui recommande d'interdire l'accès aux carrières, sauf aux ayants-droit, aux secours et aux services spécialisés.

#### **Point sur la circulation des poids lourds**

- Madame Dubois commente la nouvelle rédaction du règlement qui recommande de réglementer le tonnage des véhicules en permettant toutefois le trafic local nécessaire à la vie locale. Il est précisé qu'il s'agit d'une recommandation du PPRMT et que tout arrêté d'interdiction de circulation devra être pris par l'autorité locale (maire ou Département selon la nature des routes à réglementer).
- Des conseils du même ordre sont également annoncés pour les engins agricoles ou viticoles.

#### **Point sur les autorisations / interdictions en zone rouge**

- La liste des projets autorisés en zone rouge est jugée trop permissive par la commune de Baron. La possibilité de construire des piscines est particulièrement visée. La question a été posée aux autres communes. Nérigean estime qu'on impose déjà des visites de contrôle des carrières, ce qui est une contrainte pour les propriétaires. La commune exprime son avis défavorable à imposer une nouvelle contrainte pénalisante qui viserait à interdire les piscines. Elle souligne que si les travaux sont bien encadrés et les prescriptions du PPRMT respectées, les projets peuvent donc être conduits et réalisés dans de bonnes conditions sans aggraver le risque. Les autres communes partagent le même avis. L'autorisation d'aménager des piscines dans les conditions fixées par le règlement est donc maintenue.

#### **Point sur le surcoût à la construction engendré par les études demandées**

- Madame Dubois indique qu'on est obligé de maintenir les prescriptions d'études techniques dans le cadre de nouveaux projets. Ce sont elles qui définissent et précisent les règles techniques de réalisation. On ne peut donc pas s'en passer et leur coût est à supporter par les pétitionnaires.

#### **Point sur le recensement des carrières de Grézillac**

- Le Département a réalisé un complément de levé de la carrière du quartier Maurice, au sud de la commune de Grézillac. Cette carrière était jusqu'à présent que partiellement connue avec certitude. Le relevé complémentaire concerne sa moitié nord-est. Le nouveau périmètre montre une étendue de vide moins importante que celle initialement estimée. Cette précision de levé permet de reconsidérer la zone d'influence périphérique qui frappait cette partie de la carrière. En effet, une bande de 50 mètres d'influence enveloppait la zone imprécise. Elle est ramenée à une zone d'influence prenant en compte un angle de 45° par rapport à la verticale et projeté depuis le sol de la cavité.

Cette nouvelle information permet de réduire l'enveloppe de l'aléa effondrement et ainsi de libérer plusieurs terrains de son emprise. Cette nouvelle information a été répercutée sur tous les documents graphiques du PPRMT.

Alp'géorisques a commenté les modifications apportées à la carte des aléas et la carte de zonage réglementaire de Grézillac. Un jeu de cartes actualisées a été remis à la commune.

### Généralités

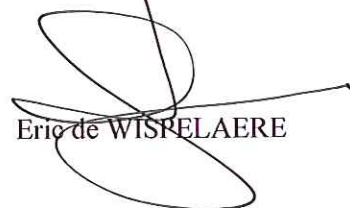
- Madame Dubois indique que le projet de règlement sera prochainement diffusé aux communes. Il est en cours d'achèvement, notamment au niveau de l'organisation de son plan.
- Quelques précisions rédactionnelles ont été apportées aux fiches réglementaires déjà soumises aux communes, en plus des différents points passés en revue précédemment. Le terme «déblaiement» a notamment été remplacé par le terme «décaissement».

### Prochaine étape

- Une réunion publique d'information portant sur la présentation des enjeux et de la phase réglementaire est prévue au cours du second trimestre 2015. Il est proposé d'assurer qu'une seule réunion publique contre 2 pour les précédentes. La commune de Grézillac s'est portée candidate pour accueillir cette réunion en proposant sa salle polyvalente.

La date du 11 juin 2015 a été fixée. La réunion publique débutera à 18h30. Chaque collectivité est invitée à faire part de ce rendez-vous à ses administrés.

LE SOUS-PREFET



Eric de WISPELAERE



PRÉFET DE LA GIRONDE

Sous-Préfecture de Libourne

LIBOURNE, LE 26 avril 2016

Direction Départementale des Territoires  
et de la Mer de la Gironde

Service Risques et Gestion de Crise

Unité Plans de Prévention des Risques  
Terrestres et Technologiques

Affaire suivie par :  
[marie-helene.lapeyre-hamoir@gironde.gouv.fr](mailto:marie-helene.lapeyre-hamoir@gironde.gouv.fr)  
Tél. 05.56.24.82.41

Pôle Urbanisme/Environnement  
[mireille.dumollet@gironde.gouv.fr](mailto:mireille.dumollet@gironde.gouv.fr)  
Tél. : 05.35.00.24.32

LE SOUS-PRÉFET  
DE L'ARRONDISSEMENT DE LIBOURNE

à

Mesdames et Messieurs les membres  
du comité de pilotage

(voir liste des destinataires in fine)

--==--

OBJET : PPRMT de l'Entre-Deux-Mers  
Compte rendu de la réunion du 6ème COPIL du 07 avril 2016

P.J. : 1 diaporama de présentation

La 6<sup>ème</sup> réunion du comité de pilotage du PPRMT de l'Entre-Deux-Mers s'est tenue à la Sous-Préfecture de Libourne. Son ordre du jour portait sur la présentation des cartes d'aléas et de zonage et ce, avant la tenue d'une réunion publique et de la consultation officielle des Personnes Publiques Associées.

En préambule, M. le Sous-Préfet rappelle que ce 6ème comité de pilotage qui devait se réunir en octobre 2015 avait été reporté afin de permettre aux services de l'État d'associer la CaFaP33 dans le travail d'élaboration du PPRMT. Compte tenu de l'état d'avancement du dossier, le choix a été fait de travailler en parallèle avec la CafAP33, sans l'intégrer au comité de pilotage, ne serait-ce qu'en raison du fait que d'autres associations et organismes pourraient prétendre à y être représentés augmentant de manière trop importante la composition du Copil déjà assez étoffée. Des réunions techniques entre l'association et la DDTM ont permis de faire évoluer le projet de PPRMT et des réponses ont été apportées sur des points soulevés par l'association.

D'ailleurs, M. le Sous-Préfet rappelle que l'information sur l'état d'avancement du dossier est assurée par l'État, notamment à travers le site internet de la Préfecture de Gironde et que les réunions publiques d'information à la population sont organisées régulièrement ; la prochaine aura lieu le 26 mai à partir de 18h00 à la salle des fêtes de Grézillac.

M. le Maire de Dagnac, regrette l'absence de la CaFap33 au sein du comité de pilotage. Il fait remarquer que l'association représente les élus et qu'à ce titre sa participation est légitime. M. le Maire de Nérigeon rejoint l'avis de M. le Maire de Dagnac et soulève la présence du bureau des carrières au sein des comités de pilotage malgré l'absence de représentativité.

M. le Sous-Préfet rappelle que la composition du comité de pilotage est fixée par arrêté préfectoral et que le bureau des carrières y est intégré. Le Département de la Gironde, représenté en séance par M. Cyrille Thomaïdis et Mme Hélène Biennard, est un appui technique incontournable de la démarche. Sa connaissance du terrain est incontestable et sa présence totalement légitime au sein du comité de pilotage.

M. le Maire de Nérigean reconnaît le rôle du Conseil Départemental qu'il qualifie de précieux.

M. Alain Guesdon précise qu'une place importante a été donnée au travail réalisé avec la CaFaP33 depuis le mois d'octobre 2015. Toutes les observations soulevées par la CaFaP33 ont fait l'objet d'une analyse et des réponses ont été apportées. Dans certains cas, les demandes de la CaFaP33 ont été retenues et des investigations complémentaires ont été menées et lorsque les demandes n'ont pas été satisfaites, des explications ont été apportées. En conséquence, à ce jour l'association de la CaFaP33 dans l'élaboration du PPRMT est un fait, indépendamment de son absence au sein du présent comité de pilotage.

Le dossier de PPRMT étant stabilisé, il est présenté aux membres du comité de pilotage avant d'être présenté à la population au cours d'une réunion publique et soumis à l'avis des conseils municipaux dans le courant de l'été.

I. Mme Anna Dubois rappelle l'ordre du jour du présent comité de pilotage qui porte sur la présentation de toutes les modifications du dossier depuis la dernière présentation de mars 2015. Elle fait un bref rappel des phases techniques d'élaboration du PPRMT et des réunions précédentes. Elle présente les 4 points soulevés par la CaFaP33 et les réponses apportées par la DDTM dans le cadre des réunions techniques.

Les discussions ont porté sur :

1. la précision du contour des carrières ;
2. le traitement réglementaire de la bande d'incertitude de 50 mètres ;
3. la prise en compte du taux de défrètement dans le calcul de l'aléa et
4. le principe de la constructibilité conditionnelle en zone rouge du PPRMT.

**Sur le 1<sup>er</sup> point :** Mme Dubois rappelle la définition de la zone de précaution de 50 mètres. Il s'agit d'une zone de présomption définie en raison d'un périmètre de carrière non connu. Les modalités de traitement de cette zone sont prévues dans le règlement ainsi que celle de son évolution possible dans le cadre d'une procédure de modification du PPR. Mme Dubois précise que des investigations complémentaires ont été réalisées à chaque fois que la situation le permettait (accès et état de la carrière). Des levés topographiques ont permis de préciser les contours de certaines carrières et donc de tracer avec une meilleure précision les zones rouges. Certaines zones rouges du PPRMT ont été réduites, d'autres ont été élargies et des nouvelles zones bleues ont été créées. Les cartes précises seront présentées par M. Picot, commune par commune, afin que les modifications soient bien identifiées.

La question des visites de carrières est soulevée par le Maire de Nérigean qui regrette que les services de l'État n'aient pas procédé à un levé topographique du contour de toutes les carrières dans le cadre de l'élaboration du PPRMT. Il estime que cette mission doit relever de la mission du bureau d'études chargé du PPRMT et souhaite que des explications lui soient données.

M. le Sous-Préfet rappelle le rôle de l'État dans l'élaboration du PPRMT : il s'agit d'un outil de prévention du risque qui vise notamment à informer la population d'un risque évalué sur la base d'un état des lieux. Le PPRMT poursuit un objectif d'intérêt général et n'a pas vocation à réaliser des investigations sur le domaine privé. L'enveloppe financière déléguée pour la réalisation du PPRMT ne couvre pas les intérêts privés et des choix stratégiques doivent être faits pour traiter les zones à enjeux.

Une campagne de visites de carrières a été définie avec le bureau des carrières afin de répondre au mieux aux demandes exprimées par les élus représentés par la CaFaP33 notamment dans les zones regroupant plusieurs enjeux et présentant ainsi un intérêt général. Il s'avère que ce travail a été avorté par la médiatisation forcée sur la commune de Nérigean.

M. le Sous Préfet rappelle qu'un fonctionnaire représente son administration (collectivité ou État) et qu'à ce titre, il doit être accrédité par sa hiérarchie pour être médiatisé dans l'exercice de ses fonctions. La pratique qui consiste à filmer sans autorisation des fonctionnaires en vue d'une médiatisation n'est pas une pratique déontologique. Le Maire de Daignac n'avait pas été informé de cet incident et se dit surpris par ces élèvements qui privent sa commune d'investigations complémentaires.

M. le Maire de Nérigean souhaite préciser que les journalistes ont été sollicités par la CaFaP33 pour présenter le type d'investigations qui peuvent être menées dans le cadre des carrières souterraines. Le Maire de Nérigean a accepté que le reportage puisse se tenir sur le territoire de sa commune.

Il s'avère que les médias se sont déplacés le même jour et au même endroit que le Bureau des Carrières. M. le Maire assure qu'il s'agit d'un hasard malencontreux.

M. Guesdon indique que la DDTM est allée au bout des investigations possibles pour des raisons techniques et financières. Les propriétaires et les collectivités peuvent toutefois fournir des pièces techniques complémentaires et faire réaliser des études qui seront ensuite prises en compte avant l'approbation du PPRMT. Il rappelle aussi la responsabilité des maires dans la délivrance des autorisations d'urbanisme.

Mme l'adjointe au Maire de Saint-Quentin-de-Baron précise que le travail de l'État sur les carrières n'est pas toujours bien perçu par les propriétaires. Des propriétaires manifestent leur mécontentement face aux zones rouges affichées mais ils refusent que l'on vienne sur leur propriété pour faire des investigations. Elle ajoute que dans ces conditions, il faut donc accepter le zonage du PPRMT et qu'il faut faire confiance aux personnes chargées d'expertiser l'état des carrières et de réaliser le PPRMT.

M. le Sous-Préfet précise que le comité de pilotage se doit de trouver un équilibre entre la sauvegarde des enjeux exposés, la sécurité de la population et les conséquences financières.

M. le Maire de Nérigean souhaite pouvoir disposer d'une cartographie des carrières accessibles et non accessibles de sa commune. M. Thomaïdis rappelle les attributions qui sont les siennes dans le cadre des expertises de carrières que conduit le Département. Il confirme que l'état de la connaissance n'est pas homogène sur tout le territoire et propose de lancer une requête dans sa base de données pour établir une liste des carrières inaccessibles. M. le Maire de Nérigean est satisfait de cette réponse.

**Sur le second point :** les services de l'État ont fait évoluer le projet de règlement afin d'introduire une souplesse dans l'évolution du PPRMT en cas de modification de l'état de la connaissance. Les bandes de 50 mètres d'incertitude pourront faire l'objet d'une modification du PPRMT dès lors qu'une étude d'aléa en précisera le zonage. Les cartes réglementaires ont été modifiées afin d'introduire un nouveau zonage correspondant à la bande de 50 mètres d'incertitude. Le projet de règlement a également été modifié en conséquence.

M. Thomaïdis demande que soient apportées des précisions sur les évolutions possibles de la bande de 50 m. Exemple est alors donné d'un recalcul de l'aléa (limite d'extension et niveau d'intensité) sur la base d'un relevé topographique remis par un pétitionnaire puis d'une modification simplifiée du PPRMT au niveau de la zone précisée ; ce qui signifie qu'au niveau de ces bandes de 50 mètres traduites en rouge il n'existe pas de situation figée de par l'existence d'un document approuvé.

Les précisions apportées seront donc de deux types : cartographiques (cartes des aléas et du zonage réglementaire) et rédactionnelles (le règlement).

**Sur le troisième point :** les taux de défrètement ont été vérifiés et le bureau d'études confirme ses calculs. M. le Maire de Nérigean conteste la prise en compte des taux de défrètement. Il voit un côté arbitraire dans la méthode employée et demande que les zones à enjeux soient étudiées de façon plus fine.

M. Eric Picot explique la méthodologie appliquée. Ce dernier explique que, lorsque cela était possible, les taux de défrètement ont été estimés par carrière sur des échantillons choisis dans des secteurs où l'on dispose de relevés de piliers. Puis les valeurs ainsi calculées ont été extrapolées au reste des carrières (valeurs propres à chaque carrière).

M. Thomaidis complète son propos en soulignant que dans l'Entre-Deux-Mers, les taux de défrètement sont souvent supérieurs à 75%. Une telle valeur au niveau d'une carrière située à plus de 20 mètres de profondeur génère un aléa fort.

M. Picot fait remarquer qu'à certains endroits, la prise en compte des taux de défrètement, évalués selon la méthode retenue, a permis d'afficher un aléa moins élevé que si les taux de défrètement n'avaient pas été pris en compte ; de l'aléa faible peut ainsi parfois être affiché à la place d'aléa moyen ou d'aléa fort.

M. Guesdon précise que toute méthode de calcul est contestable et que cette méthode est celle qui a été retenue et validée par le maître d'ouvrage (l'État).

M. le Sous-Préfet réitère la confiance qu'il porte au bureau d'études missionné pour l'élaboration du PPRMT et évoque la possibilité pour les communes qui seraient totalement opposées à la méthode et à la philosophie du PPRMT de sortir du périmètre d'études.

**Sur le quatrième point :** Mme Dubois précise qu'il est contraire au principe même de la zone rouge et que cette demande n'est pas recevable.

Mme Dubois ajoute que le projet de PPRMT a été modifié sur le principe de la surveillance obligatoire des carrières existantes. Désormais, seuls les secteurs urbanisés ou situés à proximité immédiate (zones matérialisées en vert sur les cartes de zonage réglementaire), feront l'objet d'une obligation de surveillance des carrières.

II. M. Picot procède à la présentation commune par commune des aléas et du zonage réglementaire.

Le cas de la découverte d'une vaste carrière inaccessible sur la commune d'Espiet est abordé (secteur de l'Eglise). Le Bureau des Carrières indique que la CAFaP33 pourrait prendre à sa charge l'ouverture de la carrière et le Conseil Départemental pourrait ensuite venir pour lever la carrière. Le maire d'Espiet indique que la commune d'Espiet pourrait également prendre à sa charge le déblaiement de l'entrée de la carrière.

M. le Sous-Préfet souhaite associer la CaFaP33 dans cette démarche de réouverture de la carrière.

Il ajoute que la gestion du cas de cette carrière pourrait reposer sur une contribution symbolique de chacun, comme observé par l'association Cavité 37 (département de l'Indre-et-Loire).

### III. Présentation de la suite de la procédure :

Une réunion publique d'information de la population est programmée fin mai. Elle aura pour objet de présenter à la population le projet de PPRMT finalisé avant l'ouverture de l'enquête publique qui devrait se tenir à l'automne.

Les conseils municipaux seront invités à se prononcer sur le projet de PPRMT à la fin de l'été dans le cadre de la consultation des personnes publiques associées. Un bilan de la concertation sera joint au projet de PPRMT.

### **Conclusions :**

M. le Maire de Nérigean reconnaît la qualité du travail réalisé par les services de l'État et les remercie. Il estime que le dossier a fortement avancé mais il regrette le caractère incomplet des investigations (10 à 20 % des secteurs n'ont pas été visités).

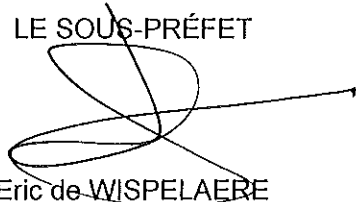
M. le Sous-Préfet remercie M. le Maire de Nérigean pour ses propos mesurés et souligne qu'il faut continuer à travailler en commun. Un dossier comprenant la carte des aléas, la carte de zonage réglementaire et le règlement est remis à chaque commune.

La date de la réunion publique est fixée au 26 mai 2016 à 18h00. Le lieu pressenti, sous réserve d'en vérifier sa disponibilité, est la salle des fêtes de la commune de Grézillac.

Le service de la DDTM enverra les fichiers aléas et zonage réglementaire aux communes.

La séance est close à 12h30.

LE SOUS-PRÉFET

A handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke extending to the right.

Eric de WISPELAERE

**Mesdames, Messieurs les membres du comité de pilotage  
du Plan de Prévention des Risques de Mouvements de Terrain du Secteur de l'Entre -Deux-Mers**

Mme Catherine VIANDON, maire de Saint-Germain-du-Puch,  
M. Frédéric COUSSO, maire de Croignon,  
M. Emmanuel LE BLOND du PLOUY, maire de Baron,  
M. Jean-Marie DUPONT, maire de Branne,  
M. Thierry BLANC, maire de Cabara,  
M. Bernard CROS, maire de Camarsac,  
M. Eric LACOUME, maire de Daignac,  
M. Bernard PIOT, maire d'Espiet  
M. Claude NOMPEIX, maire de Grézillac,  
M. Jean Luc LAMAISON, maire de Nérigean,  
M. Jack ALLAIS, maire de Saint-Quentin-de-Baron,

M. Jean-Luc LAMAISON, Président de la Communauté de Communes du Brannais,  
Mme Mathilde FELD, Présidente de la Communauté de Communes du Créonnais,  
M. Jean SOUBIE, Président de la Communauté de Communes des Coteaux Bordelais,  
M. Jacques LEGRAND, Président de la Communauté de Communes du Sud Libournais,

M. Jean-Luc GLEYZE, Président du Conseil Départemental de la Gironde,  
M. Cyrille THOMADIS, Bureau des Carrières – Conseil Départemental de la Gironde,  
Mme Camille ZVENIGORODSKY, Service Départemental d'Architecture et du Patrimoine de la Gironde,  
M. Bernard ARTIGUE, Président de la Chambre d'Agriculture de la Gironde,  
M. Hervé GRANDEAU, Président ODG Syndicat Viticole Régional des AOC Bordeaux,  
M. Stéphane DUPUCH, Président du Syndicat Viticole/Organisme de Défense et de Gestion de l'Entre-Deux-Mers

M. le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de la Gironde – Unité Plan de Prévention des Risques Naturels et Technologiques – Service Risques et Gestion de Crise  
M. Gérard GUEGAN, Responsable du Service d'Aménagement Rural – DDTM – Unité d'Aménagement du Libournais

M. Eric PICOT, Bureau d'Etudes ALP'Géorisques

## **Comptes rendus des réunions publiques**





SOUS-PRÉFECTURE DE LIBOURNE

Direction départementale  
des territoires et de la mer  
de la Gironde

LIBOURNE, LE

30 MAI 2013

Service Risques et Gestion de Crise

Unité Plans de Prévention des Risques  
Terrestres et Technologiques

Affaire suivie par : Marie-Hélène Lapeyre-Hamoire  
[marie-helene.lapeyre-hamoire@gironde.gouv.fr](mailto:marie-helene.lapeyre-hamoire@gironde.gouv.fr)  
Tel : 05.56.24.82.41

Objet : PPRMT de l'Entre-Deux-Mers  
**Compte rendu de la réunion publique du 15 avril 2013**

La présente réunion publique se déroule dans la commune de Branne (salle Teyssandier). Elle est coanimée par les services de l'Etat et le bureau d'études, Alp'géoriques ; tous deux assistés par une société spécialisée en communication Francom qui assure le lien entre l'assistance et les intervenants.

Elle a pour objectif de présenter à la population les sujets suivants :

- ☐ l'élaboration et les objectifs du Plan de Prévention des Risques Mouvements de Terrain sur le secteur de l'Entre-Deux-Mers (PPRMT),
- ☐ la méthodologie d'élaboration du PPRMT,
- ☐ les phénomènes naturels de mouvements de terrain pris en compte dans le document,
- ☐ les phénomènes historiques marquants inventoriés sur la zone d'étude et leur affichage,
- ☐ le calendrier.

➔ M. le Maire de Branne a ouvert la réunion d'abord en remerciant l'assemblée pour sa présence puis en introduisant le sujet de l'élaboration du PPRMT sur le secteur de l'entre deux mers. Monsieur le Maire de Branne en a profité pour inviter la population à poser toutes les questions nécessaires à une bonne appropriation du sujet.

➔ Mme Dubois, Responsable à la DDTM33 de l'Unité en charge des plans de préventions des Risques Naturels et Technologiques (PPRTT), a d'abord remercié la commune de Branne pour la mise à disposition de ses locaux et excusé Monsieur le Sous-Préfet de Libourne pris par d'autres obligations. Mme Dubois a brièvement présenté ce qu'est un plan de prévention des risques et les rôles et missions de chacun (l'État élabore et approuve les PPR, sous la responsabilité du Préfet de Département). Un bureau d'études a été sélectionné et le Bureau des Carrières du Conseil Général de la Gironde est étroitement associé à la procédure d'élaboration du PPRMT.

➔ M. Picot du Bureau d'Etudes Alp'Géorisques, a présenté à l'aide d'un diaporama la démarche d'élaboration du PPRMT de l'Entre-Deux-Mers.

En préambule, M. Picot a précisé la définition d'un PPRMT et rappelé que le PPRMT est de la compétence de l'État conformément aux dispositions de l'article L 562-1 du code de l'environnement. L'élaboration de ce PPRMT a été prescrite par arrêté préfectoral du 04 juillet 2011. Le maître d'ouvrage est l'État en collaboration avec le Bureau des Carrières du Conseil Général de la Gironde et le maître d'œuvre est le bureau d'études mandaté pour élaborer ce PPRMT.

.../...

Le Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles (PPRn) est un outil réglementaire de prévention et de réduction du risque élaboré dans un objectif d'intérêt général de protection des biens et des personnes.

L'objectif majeur d'un PPRn est la prise en compte des risques dans les décisions d'aménagement du territoire et la réduction de la vulnérabilité des personnes et des biens.

Il s'agit d'un dossier réglementaire qui autorise et interdit. Il autorise avec des mesures de prescriptions dans un contexte de préservation de la population en cas de survenue d'aléas ; l'objectif étant d'assurer la sécurité des biens et des personnes.

M. Picot rappelle la définition du risque puis énonce la liste des documents constituant le PPRMT soient :

- la note de présentation,
- la cartographie (aléas, enjeux)
- le règlement qui autorise avec des prescriptions et interdit.

M. Picot fait part à la population des différentes phases d'élaboration soient :

- celle de l'élaboration,
- celle de la consultation (administrative et publique) avec modifications éventuelles suite à la tenue d'une enquête publique,
- celle de l'approbation.

M. Picot rappelle le rôle des concertations entre l'État et les communes. Elles s'effectuent par le biais des comités de pilotage qui valident chaque étape.

Lorsque le PPRMT est approuvé, il devient une servitude d'utilité publique annexée au document d'urbanisme.

M. Picot énonce la suite des actions à mener par les communes concernées suite à l'approbation d'un PPRMT. Ces dernières doivent réaliser des réunions d'information tous les 2 ans. Elles se doivent également de réaliser des Plans Communaux de Sauvegarde (P.C.S.) dont la finalité est d'organiser au mieux les secours.

M. Picot fait un rappel de l'accident survenu sur la commune de Saint-Germain-du-Puch en février 2011 dû à un effondrement soudain d'une carrière sur plusieurs centaines de mètres carrés. Sur les 11 communes concernées par ce projet de PPRMT, 2 ne sont pas concernées par le risque d'effondrement des carrières souterraines ; il s'agit de Branne et de Cabara.

M. Picot rappelle la nature des aléas comme les chutes de pierres et de blocs, les glissements de terrain ainsi que les effondrements et les tassements. Après avoir défini les aléas et les enjeux, la gravité du risque est appréhendée.

M. Picot présente le déroulement du travail d'élaboration d'un PPRMT et précise l'état d'avancement du PPRMT de l'Entre-Deux-Mers : la collecte des phénomènes historiques est achevée. M. Picot rappelle, à ce propos, le rôle du bureau des carrières précisément dans cette phase et la méthodologie sur laquelle le Bureau d'études s'est appuyé.

M. Picot apporte une précision sur la carte des phénomènes historiques : "elle revêt uniquement une valeur pédagogique".

M. Picot présente ensuite, commune par commune, la situation en terme d'emprise de carrières souterraines et piliers, des zones de glissements de terrain actifs et de zones de chutes de blocs actives.

Avant de donner la parole aux riverains, M. Picot énonce les étapes à venir soient :

- la qualification de l'aléa avec l'évaluation des risques potentiels ainsi que le dressage de la cartographie,
- l'identification des enjeux.

Il rappelle l'échéancier de l'étude soit la présentation de l'aléa et sa hiérarchisation en comité de pilotage en juillet prochain et l'identification des enjeux en réunion de Comité de pilotage en fin d'année 2013.

Un dossier réglementaire devrait être présenté en réunion de COPIL en septembre 2014 avec une présentation en réunion publique en septembre 2014. A cela, suivront une période d'enquête publique et une phase d'approbation d'ici mai 2015.

#### La parole est donnée à l'assistance :

→ La première intervention ; un couple, riverain de la commune de Dagnac. Ils se plaignent de carottages intervenus sans leur accord et effectués par une entreprise qui, à ce jour, n'a pas terminé le chantier faute de moyens financiers. Le couple en question craint pour sa sécurité.

Cette intervention est notifiée dans le présent compte rendu et les services de l'État ont conseillé à ces personnes de s'adresser aux services de la Sous-Préfecture tout en précisant que cette question est sans lien avec la procédure d'élaboration du PPRMT.

→ Monsieur le Maire de Dagnac confirme et apporte des éléments d'explication, sans lien avec la procédure d'élaboration du PPRMT.

→ Un riverain de Cabara a constaté que les eaux de pluies ruissellent depuis la propriété située en amont de sa propriété et provoquent des glissements de terrains.

→ Un second riverain de Dagnac évoque des rivières souterraines qui provoquent des fontis et demande quelles dispositions peut prendre le PLU pour éviter l'urbanisation dans ces endroits. Il alerte l'assistance sur le comportement de certains propriétaires qui n'hésitent pas à combler ces rivières.

Il demande à ce que le bureau d'études se rapproche du BRGM quant à la localisation de ces rivières.

→ Au sujet des rivières souterraines, M. le Maire de Nérigeon s'engage à donner à M. Picot les éléments dont il a connaissance.

→ Un riverain d'Espiet fait part de son témoignage quant à l'existence d'un puits de carrière à côté de sa propriété. Il souhaite également savoir si l'eau aggrave la carrière ; la réponse apportée par M. Picot est "oui".

→ Une question est posée sur "à qui incombe la responsabilité des dommages suite à sinistre ; le propriétaire, l'Etat, les assurances ?"

→ Mme Dubois et M. Picot répondent conjointement à la présente question comme suit :

#### En cas de sinistre lié à une catastrophe naturelle :

- par exemple les effondrements de cavités souterraines entrent dans le champ de la déclaration de catastrophes naturelles. La déclaration de CATNAT est faite par le Maire et une demande de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle est transmise au Préfet. Lorsque l'état de CATNAT est déclaré, l'État peut engager des procédures d'acquisition des biens sinistrés présentant un danger. C'est par exemple ce qui a été fait pour les maisons situées à St Germain-du-Puch. L'État a pris en charge les frais de relogement des personnes sinistrées durant une année et a engagé les procédures d'acquisition des habitations sinistrées.

#### La responsabilité du propriétaire

- dans le cas d'un effondrement, la stabilisation, la consolidation reviennent au propriétaire de la carrière, le cas échéant par le biais de son assurance. le propriétaire du terrain de surface étant également propriétaire du sous-sol, sauf acte en disposant autrement : le propriétaire de la surface du terrain est donc, dans une grande majorité des cas, responsable du sous-sol et des dommages occasionnés en cas d'effondrement.

Une précision est apportée quant à la majoration des franchises qui s'éteint dès lors qu'un PPR est approuvé.

→ Un riverain demande si les cartes historiques sont communicables.

→ Mme Dubois répond qu'elles le sont sous la forme projet.

→ Une question relative à l'obligation d'informer un acquéreur potentiel ou un locataire de la prescription d'un PPR est posée.

→ Mme Dubois précise qu'il existe une obligation d'information des Acquéreurs et des locataires de biens situés sur une commune couverte par un PPR prescrit ou approuvé. Il s'agit de l'IAL (Information des Acquéreurs et des Locataires). Donc, en cas de vente, le futur acquéreur est obligatoirement informé de l'existence du risque. De même un bailleur se doit d'informer ses locataires de l'existence d'un PPR.

→ A ce propos, un riverain se demande si l'existence d'aléa connu sur son terrain est un empêchement à la vente ; question à laquelle Mme Dubois répond non mais par contre, l'information doit être obligatoirement donnée via le notaire notamment.

→ Un riverain de Dagnac fait part d'un constat à l'assistance. Il sait qu'il n'est pas propriétaire du tréfond puisque son acte d'achat le stipule ainsi mais il ne sait pas où commence le tréfonds. M. Picot répond qu'en général, le haut et le bas appartiennent au même propriétaire mais dans certains cas, le bas peut appartenir à un autre ; ce qui est le cas de ce monsieur. Monsieur le maire apporte une réponse en disant qu'il s'agit d'une société de négoce en vin qui est propriétaire de 42 hectares. Mme DUBOIS précise que cet exemple illustre ce qui vient d'être dit : la règle est qu'en l'absence d'acte précisant le contraire, le propriétaire du dessus est également propriétaire du dessous.

→ Un riverain de Branne se propose d'apporter son aide au bureau d'études pour la suite.

→ Mme Dubois invite les riverains à s'adresser à leurs communes respectives si elles souhaitent faire remonter des informations qui pourraient être précieuses notamment dans la phase "caractérisation de l'aléa".

→ M. le Maire de Nérigean confirme la nécessité de confirmer la présence de rivières souterraines et s'engage à donner à M. Picot les éléments dont il a connaissance.

→ Mme Dubois conclut qu'en fin d'année, les phases relatives aux études des aléas et des enjeux devraient être finalisées.

Mme Dubois remercie l'assistance et lève la réunion publique à 20h45.

LE SOUS-PREFET

  
Patrick MARTINEZ



SOUS-PRÉFECTURE DE LIBOURNE

*Direction départementale  
des territoires et de la mer  
de la Gironde*

LIBOURNE, LE 30 MAI 2013

*Service Risques et Gestion de Crise*

*Unité Plans de Prévention des Risques  
Terrestres et Technologiques*

*Affaire suivie par : Marie-Hélène Lapeyre-Hamoire  
[marie-helene.lapeyre-hamoire@gironde.gouv.fr](mailto:marie-helene.lapeyre-hamoire@gironde.gouv.fr)  
Tel : 05.56.24.82.41*

Objet : PPRMT de l'Entre-Deux-Mers  
Compte rendu de la réunion publique du 25 avril 2013

La présente réunion publique se déroule dans la commune de Saint-Quentin-de-Baron. Elle est coanimée par les services de l'État et le bureau d'études, Alp'géoriques ; tous deux assistés par une société spécialisée en communication ; Francom qui assure le lien entre l'assistance et les intervenants.

Elle a pour objectif de présenter à la population les sujets suivants :

- ☐ l'élaboration et les objectifs du Plan de prévention des Risques Mouvements de Terrain sur le secteur de l'Entre-Deux-Mers (PPRMT).
- ☐ la méthodologie d'élaboration du PPRMT
- ☐ les phénomènes naturels de mouvements de terrain pris en compte dans le document,
- ☐ les phénomènes historiques marquants inventoriés sur la zone d'étude et leur affichage,
- ☐ le calendrier.

→ En préambule, Mme Dubois, responsable à la DDTM33 de l'unité chargée des plans de prévention des Risques Naturels et Technologiques, a d'abord remercié la commune de Saint-Quentin-de-Baron pour la mise à disposition de ses locaux et a excusé Monsieur le Sous-Préfet de Libourne pris par d'autres obligations. Mme Dubois a brièvement présenté ce qu'est un plan de prévention des risques ainsi que les rôles et les missions de chacun (l'État élabore et approuve les PPR, sous la responsabilité du Préfet de Département). Un bureau d'études a été sélectionné et le Bureau des Carrières du Conseil Général de la Gironde est étroitement associé à la procédure d'élaboration du PPRMT.

L'élaboration du PPRMT de l'Entre-Deux-Mers a été prescrite par arrêté préfectoral du 04 juillet 2011. Le maître d'ouvrage est l'État en collaboration avec le Bureau des Carrières du Conseil Général de la Gironde et le maître d'œuvre est le bureau d'études mandaté pour élaborer ce PPRMT. Le Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles (PPRn) est un outil réglementaire de prévention et de réduction du risque élaboré dans un objectif d'intérêt général de protection des biens et des personnes.

L'objectif majeur d'un PPRn est la prise en compte des risques dans les décisions d'aménagement du territoire et la réduction de la vulnérabilité des personnes et des biens.

.../...

→ La parole a ensuite été donnée à M. Picot du bureau d'études Alp'Géorisques, pour la présentation de la démarche d'élaboration du PPRMT de l'Entre-Deux-Mers.

M. Picot rappelle la définition du risque puis énonce la liste des documents constituant le PPRMT soient :

- la note de présentation,
- la cartographie (aléas, enjeux),
- le règlement qui autorise avec des prescriptions et interdit.

M. Picot fait part à la population des différentes phases d'élaboration soient :

- celle de l'élaboration,
- celle de la consultation (administrative et publique) avec modifications éventuelles suite à la tenue d'une enquête publique,
- celle de l'approbation.

M. Picot rappelle le rôle des concertations entre l'État et les communes. Elles s'effectuent par le biais des comités de pilotage qui valident chaque étape.

Lorsque le PPRMT est approuvé, il devient une servitude d'utilité publique annexée au document d'urbanisme.

M. Picot énonce la suite des actions à mener par les communes concernées suite à l'approbation d'un PPRMT. Ces dernières doivent réaliser des réunions d'information tous les 2 ans. Elles se doivent également de réaliser des Plans Communaux de Sauvegarde (P.C.S.) dont la finalité est d'organiser au mieux les secours.

M. Picot fait un rappel de l'accident survenu sur la commune de Saint-Germain-du-Puch en février 2011 dû à un effondrement soudain d'une carrière sur plusieurs centaines de mètres carrés. Sur les 11 communes concernées par ce projet de PPRMT, 2 ne sont pas concernées par le risque d'effondrement des carrières souterraines ; il s'agit de Branne et de Cabara.

M. Picot rappelle la nature des aléas comme les chutes de pierres et de blocs, les glissements de terrain ainsi que les effondrements et les tassements. Après avoir défini les aléas et les enjeux, la gravité du risque est appréhendée.

M. Picot présente le déroulement du travail d'élaboration d'un PPRMT et précise l'état d'avancement du PPRMT de l'Entre-Deux-Mers : la collecte des phénomènes historiques est achevée. M. Picot rappelle, à ce propos, le rôle du bureau des carrières précisément dans cette phase et la méthodologie sur laquelle le Bureau d'études s'est appuyé.

M. Picot apporte une précision sur la carte des phénomènes historiques : "elle revêt uniquement une valeur pédagogique".

M. Picot présente ensuite, commune par commune, la situation en terme d'emprise de carrières souterraines et piliers, des zones de glissements de terrain actifs et de zones de chutes de blocs actives.

Avant de donner la parole aux riverains, M. Picot énonce les étapes à venir soient :

- la qualification de l'aléa avec l'évaluation des risques potentiels ainsi que le dressage de la cartographie,
- l'identification des enjeux.

Il rappelle l'échéancier de l'étude soit la présentation de l'aléa et sa hiérarchisation en comité de pilotage en juillet prochain et l'identification des enjeux en réunion de comité de pilotage en fin d'année 2013.

Un dossier réglementaire devrait être présenté en réunion de COPIL en septembre 2014 avec une présentation en réunion publique en septembre 2014. A cela, suivront une période d'enquête publique et une phase d'approbation d'ici mai 2015.

**La parole est donnée à l'assistance :**

→ Une famille de la commune de Camarsac habitant près du terrain de foot a confirmé le risque élevé d'effondrement de ce quartier. Elle a également indiqué qu'elle s'est vue refuser un permis de construire par le Conseil Général pour un garage.

→ A Camarsac, le propriétaire relate l'effondrement d'un puits d'eau sur lui même ainsi que les fissurations constatées sur sa maison. D'après l'expertise qui a été réalisée, il s'agirait d'un problème de retrait/gonflement d'argile. Il fait également état d'un de ses voisins qui aurait eu un problème similaire il y a une dizaine d'années.

→ Une personne a demandé si le PPR ne fera pas double emploi avec l'information déjà délivrée par le Conseil Général ; question à laquelle Mme Dubois répond par la négative car le PPR apporte en plus une réponse juridique en affichant officiellement le risque et les interdictions qui en découlent. Cette personne a également expliqué longuement le mode de prise en compte des carrières préconisé par le Conseil Général dans la réalisation des documents d'urbanisme. Il est identique à ce qui sera réalisé dans le cadre du PPR.

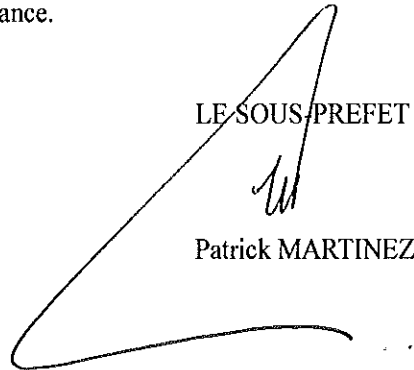
→ Un habitant de Saint-Quentin-de-Baron s'est vu délivrer un permis de lotir à proximité d'une zone sous-cavée avec l'avis favorable du Bureau des Carrières du Conseil Général. Le Conseil Général lui a indiqué des marges de recul par rapport aux carrières. Elle a demandé si le PPR allait remettre en question ce permis. La réponse apportée est "non", a priori étant entendu que les marges de recul données par le Conseil Général soient les mêmes que celles qui seront appliquées dans le PPR.

→ Mme Dubois conclut qu'en fin d'année, les phases relatives aux études des aléas et des enjeux devraient être finalisées et remercie l'assistance avant de lever la séance.

LE SOUS-PREFET



Patrick MARTINEZ







SOUS-PRÉFECTURE DE LIBOURNE

*Reçu par mail le 20/6/14*

Direction départementale  
des territoires et de la mer  
de la Gironde

Bordeaux, le

Service risques et gestion de crise  
Unité PPR terrestres et technologiques

Affaire suivie par : marie-hélène Lapeyre-Hamoir  
marie-helene.lapeyre-hamoir@gironde.gouv.fr  
Tél. 05.56.24.82.41

Objet : PPRMT de l'Entre Deux Mers  
Compte rendu des réunions publiques des 09 et 10  
avril 2014.

**Contexte**

Les deux réunions publiques respectivement en date des 09 et 10 avril 2014 se sont déroulées dans les communes de Branne et Saint-Quentin-de-Baron. Elles ont chacune fait l'objet d'une co-présentation entre le bureau d'études ALP'GEORISQUES et la DDTM de la Gironde.

Le compte rendu ci-après s'articule en 2 parties :

- l'une portant sur la présentation commune dans les mairies de Branne et de Saint-Quentin-de-Baron,
- l'autre relatant par commune les questions posées par les riverains et les réponses apportées.

**Visite de terrain en marge de la réunion publique :**

Monsieur le maire de la commune de Cabara a signalé au bureau d'études Alp'Géorisques qu'un glissement de terrain s'est produit à l'amont du village en mars 2014. Une visite en sa compagnie a été effectuée pour prendre note de ce phénomène et pour l'intégrer au PPRMT. Il a ainsi été ajouté au volet des phénomènes historiques (localisation sur la carte des phénomènes historiques et intégration à la note accompagnant ce document graphique). Le phénomène a également été intégré à la carte des aléas, ce qui a entraîné de légères modifications de cette dernière. Monsieur le Maire a également souhaité que la limite supérieure de l'aléa faible de glissement de terrain qui caractérise la partie sommitale du coteau dominant le village soit légèrement étendue vers l'amont de sorte à afficher une bande d'aléa faible plus large qu'actuellement. Enfin, une autre visite de terrain effectuée suite à l'intervention d'un habitant de Cabara en réunion publique (voir la suite du compte-rendu) a conduit à élargir très localement cette même limite d'aléa au niveau du lotissement présent en bordure du plateau de Jalet pour intégrer une combe.

**Rappel des travaux exécutés et évolutions depuis leur présentation**

➔ Après les présentations d'usage, Mme Dubois rappelle les objectifs d'un PPR, ses portées et enfin fait un point depuis les réunions publiques d'avril 2013 relatives à la phase 1 du PPRMT soit le recensement des phénomènes historiques. Sur les 4 phases d'études que compte un PPR ; les réunions publiques sus nommées correspondent à la phase 2 soit la caractérisation de l'aléa qui a par ailleurs fait l'objet d'une présentation aux membres du COPIL le 06 février 2013. Les phases 3 et 4 à venir porteront respectivement

sur le recensement des enjeux et l'élaboration du règlement.

Quant aux étapes de concertation finale à venir, à savoir la consultation officielle des communes puis la tenue d'une enquête publique avec une approbation du projet de PPR par arrêté préfectoral, il est prévu comme terme le mois de décembre 2015.

→ M. Picot fait un bref rappel des précédentes réunions publiques d'avril 2012 relatives aux phénomènes historiques et expose divers compléments apportés à cette première phase du PPRMT, suite à des informations obtenues en retour des précédentes réunions. En effet, certains témoignages d'habitants ont rapporté la survenance de fontis très importants sur la commune de Daignac en secteur dépourvu de carrière souterraine. De nouvelles visites de terrain ont permis de constater ces phénomènes et des recherches plus approfondies étendues à divers services tels que le BRGM et le CETE et à une association de spéléologie ont conduit à identifier un autre territoire potentiellement exposé au mêmes phénomènes sur la commune de Saint-Quentin-de-Baron. Des explications ont été apportées sur l'origine probable de ces fontis en décrivant les mécanismes pouvant conduire à leur apparition. Ces phénomènes ont été définis comme étant liés à des circulations d'eaux souterraines se développant à la faveur de fissures karstiques présentes à l'interface substratum / terrain de recouvrement et / ou en empruntant des niveaux drainants de la couche de terrain meuble de surface. Sous l'effet de leur circulation, ces eaux entraînent avec elles une partie de la fraction meuble du sol (phénomène de soutirage). Il s'en suit l'apparition de cavités dont le toit cède sous son propre poids ou au passage d'un véhicule. Un affaissement lent et régulier peut également s'instaurer et conduire au même résultat mais sur une durée plus longue. Le terme désignant ce phénomène est la suffosion.

Le second complément d'information important concerne l'exploitation d'archives anciennes du Bureau des Carrières du Conseil Général de La Gironde. En cours d'étude, le COPIL a eu connaissance de l'existence d'un volume d'archives relativement importants non formellement dépouillés. Ces documents se composent de minutes de terrain dressées au gré de diverses visites de cavités menées par le Bureau des Carrières mais non remises au propre. Ils ont été consultés dans le cadre du PPRMT, ce qui a permis d'identifier de nombreuses zones de carrières géotechniquement dégradées mais sans impact en surface. Cette information, qui n'apparaissait jusqu'alors pas sur les documents du PPRMT, a été exploitée et reportée sur les cartes de phénomènes historiques. Elle est précieuse pour la suite du dossier, notamment pour la qualification de l'aléa.

→ M. Picot poursuit en faisant un bref rappel de la nature des aléas observés puis donne des précisions sur la carte de représentation des aléas en fonction du niveau d'intensité.

→ M. Thomaïdis apporte des précisions sur la caractérisation de l'aléa des carrières, notamment en ce qui concerne les bandes d'influence périphériques appliquées à chaque cavité et en particulier lorsque les limites sont qu'estimées faute d'accès permettant de les déterminer précisément (application de bandes supplémentaires de 50 mètres). Il a entre autres fait part de son expérience lors d'une visite de terrain à Latresnes, où après avoir pu accéder à un secteur de carrière jusqu'alors condamné il a pu constater un débordement du front de taille pouvant atteindre 120 mètres par rapport à ce qui était jusqu'alors estimé.

→ Concernant le présent PPRMT, M. Picot fait part de ses observations sur l'aléa soit un débordement de ce dernier de quelques mètres à une quinzaine de mètres voire un peu plus dans certains cas lorsque seul un angle d'influence est appliqué, et de 50 mètres en plus lorsque le périmètre des carrières est défini imprécisément. Pour les autres phénomènes, (glissement de terrain et chutes de blocs) il est également souligné que l'affichage de l'aléa tient compte de marges périphériques correspondant au risque de régression du sommet de versant et de recouvrement par des matériaux respectivement en tête et en pied de versant. Ces marges sécuritaires sont estimées selon la configuration des versants.

→ M. Picot donne quelques pistes de traduction réglementaire du PPRMT avec différents types de zones réglementaires et ce, en fonction de l'aléa constaté. En présence d'un aléa faible, les constructions seront admises ; par contre si l'aléa est moyen ou fort, les constructions ne seront pas autorisées à moins qu'il

s'agisse d'autorisations relatives à la production agricole sans occupation humaine.

→ Avant de laisser la place aux questions de l'assemblée, M. Picot énonce le calendrier à venir soit la phase « enjeux », à laquelle succédera la traduction réglementaire comme énoncé ci-dessus ; le règlement constituant une pièce opposable. Suivront ensuite comme énoncé par Mme Dubois, la tenue d'une consultation des communes puis d'une enquête publique avec enfin, une approbation du document.

#### **Questions des riverains et réponses apportées par la DDTM et le bureau d'études.**

Une riveraine de Saint Germain du Puch, géologue de métier, demande à quelle hauteur l'Etat intervient dans le cadre de travaux imposés par un PPR. et qu'en est-il de la surveillance des piliers. Cette riveraine poursuit en annonçant que plusieurs habitants dont elle-même vont se regrouper en un syndicat destiné à surveiller l'évolution des mouvements de terrains sur le périmètre des 11 communes. A ce titre, elle demande si l'Etat octroiera une aide.

→ Dans le cadre de travaux prescrits par le règlement de PPR, le taux de participation de l'Etat sur les fonds Barnier est de 30 % maximum ; le reste du financement étant à la charge des propriétaires. Quant à la surveillance des ouvrages, elle n'est pas prise en charge.

→ Concernant la question de la surveillance, M. Picot précise que les phénomènes vont être réglementés en fonction de leur intensité, mais que globalement une surveillance périodique des carrières sera demandée par le règlement du PPRMT. La charge en incombera aux propriétaires concernés par des carrières et il est préférable que ces derniers se constituent en syndicat pour que cette mission de surveillance soit cohérente et menée de façon globale. La constitution d'un syndicat ou d'une association comme évoqué par la personne habitant Saint-Germain-du-Puch est plutôt bienvenue car cela montre qu'une prise de conscience forte de part la population est possible.

→ Un autre riverain s'interroge sur le rôle des assurances concernant des constructions qui auraient été réalisées avant l'approbation d'un PPR.

→ Mme Dubois répond que, dans le cas évoqué ci-dessus, les assurances doivent jouer leur rôle. Il est clair que si, après approbation d'un PPR, des constructions non légales ont vu le jour, les compagnies d'assurances ont la possibilité de se soustraire à leurs obligations.

→ Cette même riveraine de la commune de Saint Germain du Puch, fait part à l'assemblée d'un constat. Il s'agit du passage de camions transportant de gros tonnages sur la RD 936 avec selon elle, des carrières en deçà.

→ M. Thomaïdis rassure l'assemblée dans le sens où aucune carrière n'existerait à l'endroit indiqué.

→ Un autre riverain demande si les plans présentés soit ceux des aléas sont consultables en ligne

→ Mme Dubois indique le portail internet de la Préfecture dispose d'une rubrique intitulée « Prévention des Risques » qui est en cours de construction. Les informations devront être mises en ligne prochainement. Par ailleurs, ces mêmes plans sont consultables dans chacune des communes du présent PPRMT.

→ Une autre question sur « qu'en est-il de la vérification des carrières bouchées par certains propriétaires ?

→ M. Picot et Mme Dubois rassurent l'assemblée en avançant que le PPRMT établira une réglementation qui interdira ce type de pratique de même que celle du stockage des ordures. Pour ce qui est du comblement, il sera permis mais de façon encadrée (étude par un bureau d'étude accrédité, travaux respectant strictement les préconisations de l'étude, suivi de chantier et établissement d'un certificat de conformité de travaux).

→ Une question complémentaire relative au recours que tout un chacun peut tenter dans le cas d'un non respect des règles réglementaires édictées.

→ Une question posée par Monsieur Dupuy du bureau d'études Métropolis relative aux documents du PPR qui peuvent servir de base à l'élaboration des documents d'urbanisme et notamment l'élaboration du PLU de Daignac. Monsieur Dupuy constate une certaine évolution positive dans la situation du bourg de Daignac. Il indique que les contours de carrière en sa possession pour l'élaboration du PLU s'étendent bien au-delà de ceux présentés par le PPRMT. Il lui a été répondu que les fichiers utilisés par le PPRMT intègrent les connaissances actuelles des carrières et qu'il ont évolué depuis ceux qu'il lui ont été initialement communiqués. Ce sont ceux du PPRMT qu'il devra retenir pour la poursuite du PLU de la commune.

→ Mme Dubois renchérit en rappelant que lorsque le PPR sera approuvé, il s'imposera en tant que servitude d'utilité publique. En attendant, les cartes de travail présentées ce jour sont les cartes à prendre en compte pour l'élaboration du dit PLU.

→ M. Dupuy posait cette question car au préalable, des cartes communiquées par le bureau des carrières du conseil général faisait état d'une inconstructibilité du centre bourg alors que les cartes réalisées dans le cadre du PPR, l'infirmes

→ M. Thomaïdis confirme les réponses apportées en demandant au bureau d'études de bien prendre comme base de travail les cartes d'aléas du PPR ; actualisées par rapport à celles communiquées précédemment.

→ Un habitant de Cabara s'interroge sur les causes des désagréments soit des fissures intervenues sur son habitation de 5 ou 6 ans d'âge. Il ne sait s'il s'agit d'un défaut de construction, de mouvements de terrains ou bien encore le retrait gonflement des argiles et demande à M. Picot et Mme Dubois s'ils ont connaissance d'un référent afin de l'accompagner dans ses démarches. Seule piste d'évolution à ce jour, dans son dossier ; le mandatement d'un assureur qui va nommer un expert.

Suite à l'intervention de cette personne habitant Cabara, M. PICOT s'est rendu sur place pour constater les dégâts subis par l'habitation, et le cas échéant actualiser la carte des aléas de la commune. L'habitation montre en effet des fissures sur son pignon sud-est avec propagation sur ses façades latérales. Un départ de combe est présent au sud-est de l'habitation et forme une entaille dans le terrain. Cet accident géomorphologique correspond à un axe d'écoulement potentiellement exposé au ravinement que peuvent engendrer des ruissellements (phénomène hydraulique très probable non pris en compte par le PPRMT). Aucun signe de glissement de terrain n'est visible à son niveau et les fissures de l'habitation ne sont pas liées à sa présence. Une observation attentive de la propriété amène les observations suivantes :

L'habitation a été très probablement fondée à faible profondeur sur un terrain d'assise initial situé à une cote inférieure au terrain fini. Une partie du terrain a été ensuite remblayée à l'exception du pignon sud-est. Un masque d'étanchéité posé contre cette façade montre qu'un remblaiement devait être fait mais ce dernier n'a pas été effectué. De ce fait, la semelle de la fondation du pignon sud-est se trouve enfouie probablement à très faible profondeur, et donc exposée aux variations de teneur en eau du sol (phénomènes de retrait / gonflement de sol argileux). Les fissures montrent que la moitié sud-est de la maison tend à s'affaisser, ce qui peut être interprété comme un défaut de portance lié à un retrait du sol sous la fondation (tassements différentiels liés à l'apparition de vides sous les fondations suite au retrait du sol).

Un rapport d'expert commandé par le propriétaire tend vers cette même conclusion. Il précise que les premières fissures seraient apparues au cours d'une période ayant fait l'objet d'un arrêté de catastrophe naturelle de retrait / gonflement d'argile, ce qui renforce les convictions.

Ce dommage ne relève pas des phénomènes traités par le PPRMT. Le propriétaire doit s'adresser à son assurance qui jugera, sur la base de conclusions d'experts, s'il s'agit d'une malfaçon de la part du constructeur (défaut de fondations et de remblaiement alors que celui était manifestement prévu) et/ou si ce sinistre relève d'un phénomène de retrait gonflement d'argile. Il peut également se rapprocher de la mairie

qui pourra l'épauler dans d'éventuelles démarches administrative si un dossier devait être constitué dans le cadre de la problématique argile.

Précisons que ce constat est réalisé dans le cadre du PPRMT pour justifier le zonage aléa du PPRMT et qu'il ne peut être mis en avant dans le cadre d'un règlement juridique de ce dommage.

→ M. Thomaïdis dit qu'un expert du BRGM peut passer dans le cas d'un retrait/gonflement d'argile. Il remet au riverain les coordonnées du site soit argiles.fr

→ Une question adressée à M. Picot suite à la présentation de la diapo sur l'aléa effondrement en page 33 du diaporama. Pour cet habitant, le calcul devrait s'effectuer de la façon suivante : « le total du volume effondré devrait être égal ou inférieur au volume de la carrière », ce qui lui fait contester le mode d'affichage de l'aléa.

→ M. Picot répond que le raisonnement ne s'entend pas si simplement et qu'en cas d'effondrement le volume de la cavité effondrée ne se répercutera pas en surface car il faut tenir compte d'un certain foisonnement du sol (désorganisation du sol par le mouvement de terrain, ce qui entraîne son décompactage et une augmentation de son volume). Un effondrement peut donc se traduire en surface par un net affaissement du sol avec apparition de décrochements de plusieurs mètres et une emprise supérieure à celle de la cavité, d'où la prise en compte d'angle d'influence pour l'affichage de l'aléa, ou par un simple tassement du sol d'amplitude plus faible. Le résultat de l'impact en surface de l'effondrement d'une cavité souterraine ne peut être prévu à l'avance. Face à toutes ces incertitudes, des marges doivent être prises et le PPRMT se doit impérativement de tenir compte des cavités connues à la date de sa réalisation.

→ M. Thomaïdis demande alors au requérant quel degré serait-il juste de prendre ?

→ Le requérant avance qu'en présence de piliers través, ce n'est pas la même chose !

→ M. Thomaïdis acquiesce. Toutefois d'autres paramètres sont alors à prendre en compte, dont le dimensionnement et l'espacement des éléments porteurs par rapport aux charges à supporter. Ainsi, même en présence d'un édifice souterrain bien organisé, si la résistance des piliers s'avère inférieure aux charges à supporter car de trop petite taille et trop espacés, le risque de rupture devient alors inéluctable dans le temps, ce qui impose l'affichage d'un aléa en conséquence. C'est pour cela que la grille d'aléa prévoit au-delà d'une certaine profondeur, lorsque le taux de défrèvement est supérieur à 75 %, une augmentation du niveau d'aléa alors que l'épaisseur de cerveau pourrait laisser croire au premier abord que la cavité dispose de conditions de stabilité plutôt favorables.

→ Concernant les angles d'influence adoptés, M. Picot apporte une dernière précision en disant que le calcul s'effectue sur la base d'une valeur d'angle moyenne. Il considère que ce n'est pas une variation de quelques degrés qui modifiera de façon notable l'emprise de l'aléa et en aucun cas son intensité.

→ Ce même habitant fait un constat d'appréciation sur la façon de travailler des maires ; ce à quoi répond Mme le maire de Saint Germain du Puch.

→ Mme Viandon, Maire de Saint Germain du Puch, affirme que le PLU a été établi sur la base de données communiquées par le bureau des carrières du conseil général et que son zonage se pense en fonction de celui du PPR en cours d'élaboration.

→ Un habitant d'Espiet se demande si le PLU sera modifié en fonction du PPRMT.

→ Mme Dubois rappelle que le PPR est une servitude d'utilité publique et qu'à ce titre, il s'impose aux documents d'urbanisme.

➔ Mme Dubois informe l'assistance d'une prochaine réunion publique à l'horizon d'une année. Cette dernière portera sur la présentation des enjeux et du règlement. Elle demande à la population si elle trouve judicieux d'associer les enjeux et le règlement ; ce sur quoi elle consent.

Mme Dubois remercie l'assistance et lève les réunions publiques aux alentours de 20h45.



PRÉFET DE LA GIRONDE

Sous-Préfecture de Libourne

LIBOURNE, LE 12 juin 2015

Direction Départementale des Territoires  
et de la Mer de la Gironde

Service Risques et Gestion de Crise

Unité Plans de Prévention des Risques  
Terrestres et Technologiques

Affaire suivie par :  
[marie-helene.lapeyre-hamoir@gironde.gouv.fr](mailto:marie-helene.lapeyre-hamoir@gironde.gouv.fr)  
Tél. 05.56.24.82.41

Pôle Urbanisme/Environnement  
[mireille.dumolet@gironde.gouv.fr](mailto:mireille.dumolet@gironde.gouv.fr)  
Tél. : 05.35.00.24.32

LE SOUS-PRÉFET  
DE L'ARRONDISSEMENT DE LIBOURNE

à

Mesdames et Messieurs les membres  
du comité de pilotage

(voir liste des destinataires in fine)

--==

**OBJET :** PPRMT de l'Entre-Deux-Mers  
Compte rendu de la réunion publique du 11 juin 2015 à la salle polyvalente de Grézillac

Ce compte rendu s'articule en trois parties ; tout d'abord le contexte dans lequel il s'inscrit, puis l'exposé des thématiques « enjeux » et « règlement » puis sont consignées les questions posées par les riverains et les réponses apportées par l'Etat, le Département ainsi que par le bureau d'études Alp'Géorisques.

**Contexte et Préambule**

La présente réunion publique qui s'est tenue dans la salle polyvalente de Grézillac fait suite aux réunions publiques d'avril 2013 et 2014 où les phases « recensement des phénomènes historiques » et « aléas » avaient été présentées à la population des 11 communes qui composent ce PPRMT.

En raison de l'indisponibilité de M. le Sous-Préfet de Libourne, cette réunion est présidée par M. Alain Guesdon, représentant le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer (DDTM) de la Gironde. Il s'agit d'une présentation conjointe entre Mme Dubois représentant l'unité risques naturels et technologiques de la DDTM et M. Eric Picot du bureau d'études Alp'Géorisques.

La séance débute à 18h45. Le nombre de riverains présents est de 30.

**Déroulement de la séance**

En préambule, les représentants de la DDTM récapitulent les phases passées comme dénommées ci-dessus. M. Picot complète cette introduction en évoquant les modifications en cours en terme d'aléas sur les communes de Baron, Grézillac, Camarsac et Nérigean et ce, en vue d'affiner la connaissance.

L'objet de la présente réunion porte sur le recensement, des enjeux humains et matériels, commenté par M. Picot sur la base des 11 cartes ainsi que sur les grands principes réglementaires, présentés par Mme Dubois.

Mme Dubois précise que ces cartes sont consultables dans chacune des mairies.

M. Picot poursuit en expliquant que le recensement des enjeux influe sur la traduction réglementaire de l'aléa et que le volet réglementaire du PPRMT se compose des cartes de zonage réglementaires et d'un règlement. Ces deux pièces qui sont indissociables constituent les documents opposables du PPRMT.

→ 2 zones réglementaires de couleur rouge ou bleue ont été définies en fonction de l'intensité de l'aléa (fort, moyen, faible ou résiduel) et du type d'enjeux présents.

→ M. Picot explique comment lire les cartes de zonage ; chaque zone est pourvue d'un indice alpha -numérique permettant de l'identifier et de se reporter au règlement correspondant. Le choix des indices permet également de reconnaître les types d'aléa (phénomène et intensité) et d'occupation du sol présents. Un tableau récapitule l'ensemble des cas de figure rencontrés. Il commente chacune des 11 cartes.

→ Mme Dubois expose ensuite les règles réglementaires applicables aux zones définies en fonction de l'aléa répertorié. Aux règles de nature urbanistique, s'ajoutent celles de nature constructive en terme de prescriptions et de recommandations. Enfin, des mesures notamment en terme de surveillance des carrières par les propriétaires en zones RF1, RF2 et BF1 viennent compléter le projet de règlement du PPRMT.

### Questions/Réponses

→ Les cartes d'aléas sont-elles accessibles au public ?

- Mme Dubois informe l'assistance que les citoyens peuvent se rendre dans leurs communes respectives afin de les consulter ; il n'en demeure pas moins qu'il s'agit de dossiers remis aux élus et non mis à disposition du public.

→ Quand une surface avec carrières est mise en vente, que faut-il prévoir ?

- Mme Dubois rappelle qu'il est du devoir du vendeur d'en informer l'acheteur potentiel. Par ailleurs les professionnels ; notaire, agences immobilières, doivent conformément à l'IAL (Information, Acquéreur, Locataire) informer les futurs acquéreurs de l'existence d'un PPR qu'il soit approuvé ou simplement à l'état de prescription. Par conséquent, ils doivent indiquer aux acquéreurs et locataires le type de risque auquel est soumise la propriété.

→ L'association Carrières et Falaises fait part de son étonnement au cours de la présentation du diaporama de l'absence du report des périmètres de carrière sur les cartes et d'absence d'informations sur la mise en place de financements.

- La DDTM demande à l'association de se présenter au public. Le Président de l'association enchaîne donc en exposant les objectifs de l'association. Il indique que le but est de mieux gérer le risque lié aux carrières et aux falaises, qu'il ne l'est actuellement, et de ne pas se réfugier derrière le principe de précaution. Il souhaite rediscuter de la réglementation des PPRN.

- Concernant le premier point, M. Picot rappelle que l'objet de la première réunion publique a été d'informer la population sur les phénomènes historiques à savoir le recensement le plus exhaustif possible des carrières existantes et de l'affichage de leur périmètre. Par ailleurs, le PPR dispose de plusieurs cartes car il n'est pas approprié de compiler l'ensemble des informations (aléas, enjeux, zonage) sur un même jeu de cartes. Le document serait illisible. Chaque carte a une fonction bien précise dans l'élaboration du PPR. Ainsi, le périmètre des carrières figure sur la carte des phénomènes historiques qui compile l'ensemble de l'information historique existante. Le PPR répond donc à la demande de l'association.

- Concernant le second point, M. Guesdon prend la parole et rappelle que la vocation première d'un PPR n'est pas de répertorier les financements disponibles même si cette information peut être consignée.

→ L'association soulève un autre manquement soit l'absence d'information sur le taux de défruitement ; par ailleurs, le président s'engage à reconsidérer les prescriptions énoncées estimant que le présent PPR ne remplit pas sa fonction de prévention. Il conclut que l'ensemble des points qui, selon lui, font défaut devraient être repensés pour ne pas vivre la phase judiciaire qui touche des communes du PPR de Bourg.

- Un échange entre le public et le comité de pilotage du PPRN s'est engagé et le déroulement de la réunion n'a pas permis d'apporter de réponse sur les taux de défruitement. Le Président de l'association s'est donc à nouveau adressé à Alp'Géorisques à ce sujet, à l'issue de la réunion. Il lui a été répondu que la qualification de l'aléa tient compte des critères taux de défruitement, profondeur des cavités, état géotechnique connu et phénomènes historiques. Les règles de classification de l'aléa sont présentées dans le rapport de présentation. Il est précisé que les taux de défruitement ont bien été pris en compte lorsqu'ils sont disponibles. Cela dépend si les piliers sont reportés sur les plans topographiques des carrières. Lorsque cela est le cas, on dispose généralement que de relevés partiels des piliers ne couvrant pas l'intégralité des carrières. Mais on sait que l'agencement des piliers est généralement régulièrement organisé dans les carrières. Donc, lorsqu'un relevé partiel de piliers permet de calculer un taux de défruitement, ce dernier peut être extrapolé à l'ensemble de la carrière. Ce dernier point a reçu l'aval du Bureau des Carrières du Département de Gironde.

- Le Président de l'association s'est dit insatisfait de cette réponse. Il souhaiterait voir figurer sur la carte des aléas les valeurs des taux de défruitement et la profondeur des cavités pour pouvoir vérifier leur réelle prise en compte et leur juste interprétation. Sinon, il ne peut pas faire confiance au document. Il lui a été répondu qu'une telle représentation est impossible graphiquement car cela reviendrait à afficher des valeurs ponctuelles qui surchargeront les cartes et seront interprétées différemment par chaque lecteur. Le PPRN qualifie l'aléa sous la forme d'un zonage en tenant compte des critères énumérés ci-dessus, donc pas seulement en fonction des taux de défruitement et des profondeurs. Il s'attache à interpréter les caractéristiques physiques des carrières avec un regard plus large que le point de mesure indiquant la profondeur ou le taux de défruitement. De plus, logiquement, il faudrait également afficher sur la carte des aléas les indications liées aux caractéristiques géotechniques et aux phénomènes historiques. Cela conduirait à un document touffu et ce n'est pas la vocation de la carte des aléas de ré-afficher toute l'information collectée.

→ Un riverain s'interroge sur l'objectif poursuivi par cette association.

- La réponse apportée par le président est de s'engager à traiter le risque en tant que tel et de défendre la possibilité de poursuivre l'urbanisation dans les zones exposées aux risques, en tenant compte des aléas identifiés.

→ L'obligation de surveillance et sa fréquence sont soulevées ; question à laquelle M. Guesdon, Mme Dubois et M. Picot répondent.

- M. Guesdon rappelle tout d'abord que conformément à l'article 552 du code civil, il en va de la responsabilité du propriétaire de contrôler le tréfonds. Parallèlement à cette obligation, lorsqu'un effondrement se produit, la solidarité nationale se met en place ; l'État rachetant le cas échéant les biens sinistrés.

- M. Picot poursuit dans ce sens en ajoutant que le propriétaire d'une carrière se doit de détecter toute évolution défavorable de cette dernière avec une fréquence qui reste à affiner dans le règlement de PPR à venir.

- Concernant la fréquence, Mme Dubois rappelle que la doctrine préconise tous les 2 ans mais il est possible que dans le présent règlement cette règle évolue.

- M. Picot complète cette question sur la fréquence en suggérant qu'un suivi global soit mis en place ; l'idéal serait que l'ensemble des propriétaires fédèrent à cette hypothèse et en assument tous la charge à concurrence bien entendu du pourcentage de propriété impactée de chacun d'eux. Il est évident que le coût financier supporté par chacun sera moindre dans le cas d'une mutualisation des moyens.

- Information est ensuite apportée par Mme Dubois sur le financement d'études ou de travaux dans le cadre d'un PPR approuvé : le taux de subvention en fonds Barnier alloué aux propriétaires en matière d'études et de travaux imposés par un PPR approuvé oscille entre 20 et 40 %.

→ Un riverain se demande s'il doit se lancer dans des travaux de consolidation de son bien situé au dessus d'une carrière. Il demande également quel sera le coût d'une visite de contrôle de carrière.

- M. Thomaïdis lui suggère de se rapprocher d'un entrepreneur en vue de l'obtention d'un devis qui notifiera un coût estimatif de travaux. Il ajoute qu'en fonction du volume de la carrière, cela peut s'avérer financièrement avantageux sur le long terme, comparé au cumul du coût des visites périodiques qui seront à réaliser à vie.

- Il n'est pas possible de chiffrer actuellement le coût des visites de contrôle. Cela dépendra entre autres du cahier des charges qui instaurera ces visites et des conditions de leur réalisation. Alp'Géorisques saisit cette occasion pour à nouveau insister sur l'importance de mutualiser les moyens pour ces visites, aussi bien en termes techniques que financiers. Si chacun fait faire ce contrôle individuellement, le coût sera très supérieur à des visites collectives et les rendus techniques (appréciations géotechniques, compte-rendus, etc.) risquent d'être très disparates. Ainsi, la personne se déplaçant pour un particulier visitera uniquement le secteur qui lui est demandé alors que si elle se déplace pour une zone plus large elle couvrira une superficie plus importante dans quasiment le même laps de temps (amortissement du déplacement et optimisation du temps passé). Dans le premier cas, le temps passé est à supporter par une seule personne. Dans le second cas, il est réparti entre tous les propriétaires concernés par la zone visitée.

→ Une personne demande si la réglementation présentée s'applique à toute la région.

- Le dossier présenté concerne les 11 communes comprises dans le périmètre d'étude du PPRMT de l'Entre Deux Mers.

→ Une riveraine se demande si le contenu réglementaire de tous les PPR en vigueur est identique d'un PPR à l'autre.

- Bien qu'une doctrine nationale apporte un cadrage de mise en œuvre, Mme Dubois lui explique que chaque PPR est spécifique ; répondant ainsi aux particularités de chaque département.

→ Une question sur l'autorisation des piscines en zone rouge.

- Mme Dubois répond qu'elles sont accordées mais des contraintes techniques s'imposent aux pétitionnaires notamment en terme d'étude préalable de faisabilité et de mise en œuvre.

→ Une question sur le nombre de fois qu'il est possible d'agrandir un bien existant.

- Mme Dubois répond qu'il est possible d'agrandir un bien existant de 40 m2 une seule fois.

→ Une question sur la menace éventuelle qui pèse sur les carrières en Gironde.

- M. Thomaïdis du bureau des carrières du Département prend la parole et explique que c'est le rapport entre la profondeur et le taux de défrètement qui détermine la présomption d'effondrement à venir. Des paramètres connexes induisent sur la fragilité des carrières comme : la géométrie, la profondeur, le cerveau (présence de roche, de grave,...), la fluctuation des nappes phréatiques,

- les bactéries comme le lichen et enfin la ventilation.

M. Thomaïdis souligne que dans la région ce sont les zones de roche tendre qui ont été exploitées, que la résistance à la compression de la roche est très faible (environ 2 MPa soit bar) et que celle ci diminue fortement en milieu humide. Il insiste donc sur l'importance de ventiler les carrières car si elles ne le sont pas ou pas suffisamment, les taux d'humidité augmentent et les piliers se dégradent mécaniquement. Il conclut en demandant aux riverains détenteurs de carrières de ne pas en obturer les accès.

→ Une personne demande comment faire si on ne peut pas accéder à la carrière située sous sa maison car l'entrée est chez un voisin ou est trop éloignée.

- M. Thomaïdis précise que si certains propriétaires doivent emprunter l'accès unique d'un autre propriétaire pour pénétrer dans leur(s) carrière(s), ce dernier doit leur donner la possibilité de le faire.

→ Cette même personne demande si les assurances vont couvrir les dommages en cas d'effondrement au niveau d'une carrière non visitable et est-ce qu'un assureur peut refuser d'assurer un bien situé au-dessus d'une carrière.

- M. Guesdon rappelle que si le propriétaire remplit la partie du contrat qui lui incombe, un assureur ne peut refuser d'assurer le bien présumé «à risque» . Si l'assureur n'honore pas sa part du contrat, l'État va se substituer au manquement de l'assureur et ce, dans le cadre de la prise d'un arrêté de «catastrophe naturelle». Il ajoute que si les assurances refusent d'assurer un bien, il existe le fond de ré-assurance mis en place par l'État qui peut obliger les assurances à assurer les biens.

→ Un habitant de Dagnac demande ce qu'il en est du suivi de 2 carrières.

- M. Thomaïdis rappelle les travaux de comblement déjà réalisés dans le village de Dagnac, notamment sous la route départementale passant dans le bourg.

→ Une intervention sur la remise en activité des champignonnières, une personne demande si cela est possible et si ce ne serait pas un bon moyen de suivre plus attentivement l'évolution des carrières.

- Le PPR autorise l'exploitation des carrières en champignonnières, après un avis favorable pour l'établissement d'une telle activité et en demandant un suivi périodique de l'état des carrières. Pour information, il est rappelé que les champignonnières autrefois présentes ont cessé leur activité face à la concurrence en provenance des pays de l'Est et qu'il est difficile pour un artisan de faire perdurer son activité.

→ Un habitant évoque le cas d'une carrière qui passe sous la route et se demande à qui son entretien revient. Son propos est repris par M. le Maire de Grézillac.

- M. Thomaïdis répond que la commune paie sa part ainsi que le département étant entendu que ce dernier accorde une subvention de 20 % ; le montant de travaux étant plafonné à 500 000 €.

- M. Guesdon clos la séance par l'annonce de la suite du calendrier soit la consultation des Personnes Publiques Associées ainsi que la tenue d'une consultation avec la population dans le cadre d'une enquête publique. Il complète son propos en précisant que le projet de PPRMT est encore en cours de discussion avec les membres du COPIL et que des évolutions sont encore possibles.

Avant de remercier l'assistance et de lever la séance à 21h00, il informe les riverains de la possibilité de consulter le diaporama présenté ce jour sur le site de la Préfecture de la Gironde.



**Mesdames, Messieurs les membres du comité de pilotage du Plan de Prévention  
des Risques de Mouvements de Terrain du secteur de l'Entre-Deux-Mers**

Mme Catherine VIANDON, maire de Saint-Germain-du-Puch,  
M. Frédéric COUSSO, maire de Croignon,  
M. Emmanuel LE BLOND du PLOUY, maire de Baron,  
M. Jean-Marie DUPONT, maire de Branne,  
M. Thierry BLANC, maire de Cabara,  
M. Bernard CROS, maire de Camarsac,  
M. Eric LACOUME, maire de Daignac,  
M. Bernard PIOT, maire d'Espiet,  
M. Claude NOMPEIX, maire de Grézillac,  
M. Jean-Luc LAMAISON, maire de Nérigeau,  
M. Jack ALLAIS, maire de Saint-Quentin-de-Baron,

M. Jean-Luc LAMAISON, Président de la Communauté de Communes du Brannais,  
Mme Mathilde FELD, Présidente de la Communauté de Communes du Créonnais,  
M. Jean-Pierre SOUBIE, Président de la Communauté de Communes des Coteaux  
Bordelais,  
M. Jacques LEGRAND, Président de la Communauté de Communes du Sud Libournais,

M. Jean-Luc GLEYZE, Président du Conseil Départemental de la Gironde,  
M. Cyrille THOMAS, Bureau des Carrières – Conseil Départemental de la Gironde,  
Mme Camille ZVENIGORODSKY, Service Départemental d'Architecture et du Patrimoine  
de la Gironde,  
M. Bernard ARTIGUE, Président de la Chambre d'Agriculture de la Gironde,  
M. Bernard FARGES, Président ODG Syndicat Viticole Régional des AOC Bordeaux,  
M. Stéphane DEFRAINE, Président du Syndicat Viticole/Organisme de Défense et de  
Gestion de l'Entre-Deux-Mers,

M. Eric de WISPELAERE, Sous-Préfet de Libourne,  
M. le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de la Gironde – Unité Plan de  
Prévention des Risques Naturel et Terrestres et Technologiques – Service Risques et  
Gestion de Crise : Messieurs PAINCHAULT, BART, GRANDCOING et  
Mmes DUBOIS et LAPEYRE HAMOIR,  
M. Gérard GUEGAN, Responsable du Service d'Aménagement Rural – DDTM – Unité  
d'Aménagement du Libournais.

M. Éric PICOT, Bureau d'études ALP'Géorisques.



PRÉFET DE LA GIRONDE

Sous-Préfecture de Libourne

LIBOURNE, LE 1<sup>er</sup> juillet 2016

Direction Départementale des Territoires  
et de la Mer de la Gironde

Service Risques et Gestion de Crise

Unité Plans de Prévention des Risques  
Terrestres et Technologiques

Affaire suivie par :  
[anna.dubois@gironde.gouv.fr](mailto:anna.dubois@gironde.gouv.fr)  
Tél. 05.56.93.31.87

LE SOUS-PRÉFET  
DE L'ARRONDISSEMENT DE LIBOURNE

à

Mesdames et Messieurs les membres  
du comité de pilotage

(voir liste des destinataires in fine)

-=-=-=-

OBJET : PPRMT de l'Entre-Deux-Mers

Compte rendu de la réunion publique du 26 mai 2016

P.J. : 1 diaporama de présentation

Une réunion publique d'information sur l'élaboration d'un Plan de Prévention des Risques Mouvements de Terrain (PPRMT) du bassin de risques de l'Entre-Deux-Mers s'est tenue dans la salle des fêtes de la commune de Daignac le 26 mai 2016 sous la présidence de M. Eric de WISPELAERE, Sous-Préfet de Libourne. La DDTM de la Gironde est représentée par M. Alain GUESDON, adjoint au directeur et Mme Anna DUBOIS, responsable d'unité, tous deux accompagnés par M. Eric PICOT du bureau d'études Alp Géorisques. Cette réunion publique portait sur la présentation par les services de l'État, des évolutions cartographiques et réglementaires du projet de PPRMT présenté au cours des précédentes réunions publiques, notamment celle du 11 juin 2015.

M. le Sous-Préfet de Libourne ouvre la réunion à 18H00, rappelant les différentes étapes de la procédure d'élaboration du PPRMT de l'Entre-Deux-Mers et les raisons de sa prescription. Il rappelle les conséquences humaines et matérielles de l'effondrement de Saint-Germain-du-Puch en février 2011 et les différentes actions de l'État dans la prise en charge des sinistrés et des mesures d'acquisition des propriétés sinistrées.

M. le Sous-Préfet précise en outre que le PPR est un outil de prévention du risque dans l'aménagement du territoire, en vue de protéger les personnes et les biens.

Mme DUBOIS, Responsable de l'unité en charge de l'élaboration des PPR naturels et technologiques au sein du service Risques et Gestion de crise, est invitée à présenter la procédure d'élaboration du PPR. Elle rappelle les étapes clés de la concertation avec la population, les dates et l'objet des réunions publiques précédentes et précise que le projet de PPRMT a été modifié de façon substantielle depuis la dernière réunion publique de juin 2015. C'est la raison pour laquelle les services de l'État ont souhaité revenir vers la population pour présenter l'ensemble des modifications du projet avant que le dossier soit mis en consultation des élus et du public. Une large place sera laissée aux questions/réponses avec les participants.

Mme Dubois procède à la présentation des modifications cartographiques et réglementaires du projet de PPRMT. Les modifications sont les suivantes :

- Reconsidération des zones d'incertitude de 50 mètres liées à la présomption de vide souterrain. Ces zones ont été matérialisées sur les plans de zonage réglementaires (RF3 et RF2-3) et des dispositions spécifiques ont été introduites dans le règlement. Ces dispositions réglementaires permettent de faire évoluer le zonage en cas d'information complémentaire permettant de lever l'incertitude liée aux cavités souterraines, par le biais d'une procédure de modification du PPRMT. La modification du PPRMT sera réalisée par les services de l'État sur la base d'une étude complémentaire fournie par toute personne publique ou privée (levé topographique et diagnostic géotechnique).

- Modification de l'étendue des zones de surveillance obligatoires des carrières souterraines. Le projet initial prévoyait une généralisation de l'obligation de surveillance des carrières en zone Rouge et Bleue du PPRMT. Compte tenu des difficultés liées à la mise en œuvre de cette prescription et des enjeux présents, il a été décidé de limiter l'obligation de surveillance aux secteurs les plus urbanisés, c'est-à-dire là où les effondrements risquent d'affecter des constructions existantes (parcelles bâties et non bâties). Ces zones ont été matérialisées sur le plan de zonage en vert. A l'extérieur de ces zones «vertes», le PPRMT ne rend pas obligatoire la surveillance des carrières souterraines.

- Réduction des zones rouges liées à l'incertitude. Des investigations complémentaires ont permis de préciser certains contours de carrières et de lever ainsi des zones d'incertitudes sur le plan de zonage. De nouvelles carrières ont aussi été découvertes et les cartes ont été mises à jour.

- Contrôle des documents cartographiques à partir des tables SIG (fichiers informatiques des carrières). Des corrections ont été apportées aux cartes avec correction de l'attribution aléa de quelques secteurs et de leur correspondance réglementaire (modification du zonage réglementaire conformément à la grille de traduction réglementaire de l'aléa au niveau des secteurs ayant fait l'objet d'une modification de l'aléa).

Toutes les cartes modifiées ont été présentées par M. PICOT du bureau d'études Alp Géorisques. La présentation des modifications cartographiques a été réalisée en détail, commune par commune et toutes les cartes d'aléas et de zonage réglementaire ont été présentées et commentées par M. PICOT avec des zooms «avant modification» / «après modification» (voir diaporama joint).

M. PICOT présente le contenu du dossier de projet de PPRMT qui sera disponible à l'enquête publique. Il est précisé que les seules pièces opposables du PPRMT seront la carte de zonage réglementaire et le règlement ; ces deux pièces sont indissociables. Les cartes des phénomènes historiques, des aléas et des enjeux sont des documents non opposables. La carte des enjeux du PPRMT ne se substitue pas aux documents d'urbanisme des communes.

A l'issue de ces présentations, un large temps est consacré aux échanges avec le public présent dans la salle. De nombreuses questions sont posées et des réponses sont apportées par les services de l'État.

#### Synthèse des échanges avec le public présent dans la salle

1. Une personne souhaite savoir qui doit supporter le coût de la surveillance d'une carrière souterraine. Les personnes qui seront concernées par cette surveillance obligatoire ont parfois acheté leur bien sans connaître l'existence des carrières et ne souhaitent pas assumer la charge financière ni même la responsabilité en cas de dégâts. Cette personne souhaite des précisions sur la responsabilité des propriétaires de terrains sous cavés. Elle demande également si l'on peut faire combler une carrière en faisant déverser des remblais inertes.

M. le Sous-Préfet rappelle que la responsabilité du sol emporte celle du sous sol (article 552 du code civil). En conséquence, sauf acte notarié contraire, la responsabilité financière et matérielle des carrières souterraines appartient aux propriétaires du sol. L'État a le devoir de fournir et de mettre à la disposition des personnes, toute la connaissance dont il dispose sur ces cavités. L'objet d'un plan de prévention du risque est d'une part de porter à la connaissance du public l'ensemble des données existantes et d'autre part de réglementer la constructibilité des secteurs à risque. Il peut également imposer des mesures de protection du bâti existant afin de préserver la sécurité des personnes et des biens. Les mesures de surveillance des carrières sont une action visant à préserver et à prévenir le risque. La responsabilité financière et juridique de cette surveillance appartient aux propriétaires des cavités.

- Concernant la seconde question, M. PICOT précise que le comblement des carrières est autorisé par le PPRMT, mais il doit être encadré par un bureau d'études compétent et la réalisation des travaux doit être faite par une entreprise spécialisée (prescription du PPRMT).

2. M. HOGUET, président de l'association CaFaP 33 souhaite présenter son association et dénoncer le fait de ne pas avoir été intégré au comité de pilotage chargé du suivi de la procédure d'élaboration de ce projet de PPRMT, malgré l'accord de principe de la préfecture.

- M. le Sous-Préfet soulève le faible intérêt pour la CAFaP33 d'être intégrée au sein du comité de pilotage à ce stade d'avancement de la procédure d'élaboration du PPRMT. Il précise en outre que ses engagements pris lors de sa rencontre avec la CAFAP33 en août 2015 ont tous été tenus. D'abord le comité de pilotage programmé en octobre 2015 a été annulé pour permettre une réunion de travail avec la CaFaP33 et plusieurs réunions techniques ont été organisées avec la DDTM de la Gironde.

- Sur la question du volet financier, M. le Sous-Préfet rappelle que le PPRMT est un outil de prévention et non pas de réalisation de travaux. A travers cet outil l'État délimite en l'état des connaissances, les zones directement ou indirectement exposées à un ou plusieurs aléas. Il s'agit d'une part d'un état de la connaissance du risque et d'autre part d'une réglementation de l'urbanisation future dans les zones à risque. Le PPRMT n'a pas vocation à intervenir directement sur le traitement des carrières mais il peut imposer des mesures de prévention sur les biens existants (surveillance, mise en sécurité, etc.). Le PPRMT n'est pas un outil de financement des travaux de mise en sécurité toutefois les études et travaux de réduction de la vulnérabilité qu'il impose peuvent faire l'objet d'une subvention de l'État, appelée «fonds Barnier». D'autres participations financières de l'État existent dans le domaine de la prévention des risques ; elles concernent notamment :

- les opérations de reconnaissance et les travaux de comblement ou de traitement des cavités souterraines lorsqu'il existe une menace grave pour les vies humaines.

- Les études de travaux et de prévention réalisées sous la maîtrise d'ouvrage des collectivités territoriales sur une commune couverte par un PPR.

M. GUESDON soulève l'importance d'avoir une collectivité territoriale porteuse d'un programme d'investissement sur les territoires exposés, permettant de réduire la vulnérabilité des biens et des personnes et s'inscrivant prioritairement dans une démarche globale de prévention des risques.

Sur la question de la bande de 50 mètres d'incertitude, Mme DUBOIS rappelle le principe de cette bande qui résulte de l'absence d'information relatives aux contours des carrières. Face à une forte présomption et en l'absence de précision sur le périmètre de la carrière, c'est le principe de précaution qui s'applique. Une bande rouge de 50 mètres est dessinée autour des limites supposées de la carrières. La largeur de cette bande a été définie sur la base de divers retours d'expérience sur le territoire girondin.

M. HOGUET est invité à transmettre la liste de ses observations aux services de l'État afin de ne pas monopoliser la parole et de laisser une large place aux questions/réponses avec la population présente.

3. Une question est posée au sujet du rejet des eaux usées et pluviales dans les carrières.

- Les services de l'État confirment que le rejet des eaux dans les carrières est interdit car c'est un facteur de dégradation important. Pour les constructions existantes, le projet de règlement impose une mise en conformité des systèmes de rejet des eaux pour tout projet de construction nouveau (extension...), préalablement à toute cession et en cas de réhabilitation du système d'assainissement. Le raccordement aux réseaux collectifs sera obligatoire dès lors qu'il en existe un. M. PICOT ajoute que pour les projets nouveaux autorisés, les rejets d'eau sont interdits dans les zones rouges et bleues du PPRMT (rejets directs dans les cavités et infiltrations au droit des cavités interdits). Les rejets d'eau doivent être raccordés aux réseaux collectifs lorsqu'ils existent. A défaut, les systèmes de traitement doivent être installés hors zone de risque. Un système de traitement étanche en zone de risque avec infiltration des eaux épurées hors zone de risque ou drainage vers un émissaire de surface existant est possible.

4. M. le Maire de Croignon soulève le cas particulier de l'usine KP1 qui n'est pas propriétaire de la carrière située sous son terrain. Il souhaite que ce cas de figure soit pris en compte dans les prescriptions relatives aux visites périodiques obligatoires.

5. Un habitant de Saint-Germain-du-Puch regrette que le champ d'intervention du bureau des carrières du Département soit limité aux carrières situées sous les routes départementales. Il souligne en outre la perte de valeur vénale des biens situés en zone de PPR.

Mme Dubois précise que le risque existe par la seule existence des carrières et que le PPRMT est un recensement des zones directement ou indirectement exposées ; il constate un état de fait.

6. Une habitante de Saint-Germain-du-Puch regrette l'absence d'information relative à l'existence d'une carrière dans le cadre de son acquisition il y a 7 ans. Aucune mention n'a été portée sur son acte notarié concernant l'existence de cette carrière souterraine. Elle regrette que personne ne l'ait informée de la présence d'une carrière sous son terrain (rien n'est inscrit sur son acte de vente) alors que 6 mois plus tard l'information était donnée à son voisin. Elle demande des explications et une prise en charge par l'État des conséquences de cette absence d'information.

- M. THOMAIDIS précise qu'une vingtaine de carrières sont découvertes chaque année. En quelques dizaines d'années, l'état de la connaissance est passé d'environ 500 carrières connues à près de 2000. Toute la difficulté du recensement des carrières résulte du fait que de nombreuses carrières n'étaient pas cartographiées à l'époque de leur exploitation, voire non déclarées. Il n'existe donc pas de recensements exhaustifs des cavités du département.

- M. le Sous-Préfet précise que les demandes d'informations et de permis de construire sont instruits en fonction de l'état de la connaissance du moment. L'absence d'information n'est donc pas forcément liée à un manquement dans l'instruction de la demande de permis de construire.

7. Une conseillère municipale de Saint-Germain-du-Puch pose la question de la responsabilité des propriétaires en cas de non surveillance des carrières malgré la prescription du PPRMT. Elle souhaite savoir si en cas d'effondrement, les subventions de l'État seront mobilisées.

- M. GUESDON répond que la surveillance des carrières est instituée dans un but de prévention et pour permettre des évacuations, par exemple, si des signes de mouvements de terrain sont détectés. Il ajoute que si une carrière s'effondre, le fonds Barnier indemniserait les sinistrés.



8. M. le Maire de Saint-Quentin-de-Baron invite la personne de Saint-Germain-du-Puch à engager une action en justice pour rechercher la responsabilité liée au manque d'information dans le cadre de son acquisition. En outre, il encourage à la création d'associations visant à accompagner les propriétaires privés dans la mise en œuvre et le financement de la surveillance obligatoire et le traitement des carrières souterraines.

- M. le Sous-Préfet remercie M. le Maire pour son intervention constructive.

9. Une personne appelle l'attention des services de l'État sur la situation d'un terrain situé dans le secteur «Laubes» à Camarsac et classé en zone rouge du PPRMT. Il rappelle avoir fourni aux services de l'État une étude réalisée par un bureau d'études spécialisée dans le cadre d'une procédure contentieuse afin qu'elle soit prise en compte dans la caractérisation de l'aléa. Il souhaite avoir des précisions sur la prise en compte des conclusions de l'étude qui conclut favorablement sur l'état de la carrière et qui décrit une carrière en excellent état et parfaitement stable.

- M. PICOT indique que le classement de l'aléa répond à une grille de critères spécifiques et que le cas de cette carrière sera ré-examiné au regard des conclusions de l'étude.

10. Une personne souhaite savoir pourquoi le contrôle périodique des carrières ne peut pas se faire sur la base de levés topographique de type Lidar.

- M. PICOT répond qu'effectivement les levés radar permettent de disposer d'une topographie extrêmement précise. Mais cela a un coût très élevé. D'autre part, se pose la question de savoir comment interpréter les variations d'altitude qui pourront être détectées, en excluant celles liées à l'activité humaine de surface (terrassement de terrain par exemple). Enfin, ce procédé ne permettra pas de détecter les signes avant-coureurs d'un effondrement, comme cela sera possible en identifiant des fissures sur les piliers et les voûtes de cavités, mais plutôt de constater des mouvements de terrain survenus (mouvement de terrain effectif constaté à partir de l'enregistrement de variations altimétriques en surface). Si une méthode uniquement topographique de surface est appliquée, le contrôle perdrait son sens préventif.

- M. THOMAIDIS indique qu'il connaît un cas de suivi d'anciennes mines en Lorraine réalisé depuis la surface à partir d'une méthode expérimentale : l'interférométrie radar. Il s'agit d'un procédé mis en œuvre par Géodéris et le BRGM consistant à établir des mesures sur des zones définies en surface. Son principe est de mesurer les déformations du sol liées aux mouvements de terrain d'origine souterraine. Son coût est élevé et la méthode est à ses débuts.

11. Un habitant d'Espiet s'interroge sur l'affichage récent d'une nouvelle vaste carrière dans le secteur de l'église d'Espiet.

- Mme Dubois répond qu'effectivement une personne s'intéressant à l'histoire des carrières de Gironde a mis à jour des rapports d'époque décrivant une carrière au lieu-dit «Le Bourg» sur la commune d'Espiet. D'après les cartes, le lieu-dit «Le Bourg» se situe dans le quartier de l'église or, par recoupement avec d'autres informations relevant du cadastre notamment, cette localisation s'avère erronée. Il y aurait eu une erreur de dénomination du lieu-dit dans les archives. Le terme «bourg» aurait été utilisé pour désigner plutôt un secteur proche du quartier de la mairie.

12. La CaFaP33 dénonce une différence de traitement entre les PPRMT de Gironde et les PPRMT des autres départements.

- M. GUESDON précise tout d'abord qu'au sein du département de la Gironde les PPRMT sont élaborés selon les mêmes règles et les mêmes principes, sur la base des directives nationales. Des différences peuvent parfois être observées d'un dossier à l'autre. Elles peuvent résulter des évolutions réglementaires, des retours d'expérience et de la concertation et de l'association (échanges constructifs au fil des réunions, etc.).

- M. le Sous-Préfet ajoute que l'élaboration d'un PPR doit tenir compte des spécificités locales et qu'il appartient aux services de l'État d'en tenir compte. La procédure d'association et de concertation poursuit cette finalité de prise en compte des particularités locales.

- M. THOMAIDIS souligne qu'en région parisienne les PPRMT sont plus restrictifs sur certains points comme par exemple les piscines qui sont interdites en zone de carrière, alors qu'elles sont autorisées en Gironde. On ne peut donc pas dire que les PPRMT de Gironde sont «punitifs».

13. Une habitante de Saint-Germain-du-Puch propose qu'il soit fait appel à des universités pour exercer les contrôles périodiques imposés par le PPRMT, et plus généralement collaborer dans la surveillance des carrières. Elle ajoute qu'il serait judicieux que cette proposition soit faite à des associations.

- M. le Sous-Préfet précise que cette piste semble intéressante.

14. Un habitant de Cabara demande si en cas de glissement de terrain les mêmes modalités d'indemnisations seront mises en œuvre. Il s'interroge également pour sa propriété qui s'est fissurée et qui est a priori concernée par des retraits / gonflements de sols argileux.

- M. PICOT lui répond par l'affirmative. Il n'y a pas de différence entre les différents types de mouvements de terrain traités par le PPRMT. En cas de sinistre sur un bien ou un équipement, une procédure de catastrophe naturelle sera engagée et le fonds Barnier pourra être débloqué pour l'indemnisation des sinistrés.

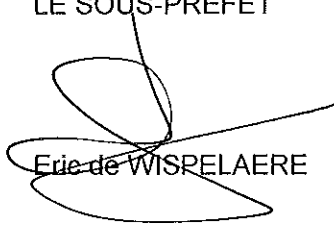
Concernant la problématique retrait/gonflement des argiles, le PPRMT ne les traite pas. Cet aspect des mouvements de terrain est considéré par ailleurs à l'échelle départementale. Pour plus d'information on peut consulter le site «[www.argiles.gouv.fr](http://www.argiles.gouv.fr)». Dans son cas, il faut qu'il fasse reconnaître que l'origine des fissures est liée à la nature argileuse de son terrain et que leur apparition soit corrélée avec un arrêté de catastrophe naturelle sécheresse.

15. Le Département souhaite que lui soit précisé le principe de délimitation des zones de surveillance. Il s'étonne que les zones vertes concernent des parcelles non bâties.

- M. PICOT explique que les zones vertes ont été définies sur la base de la carte des enjeux du PPRMT. L'objectif était de limiter la surveillance obligatoire des carrières aux zones urbanisées identifiées dans la carte des enjeux, c'est-à-dire les propriétés bâties ou situées à proximité. Les zones de contrôles obligatoires (zones vertes) sont affichées sous ces zones bâties (habitations et terrains attenants) en incluant une bande périphérique supplémentaire de 30 mètres.

L'assistance ne formulant plus de questions, M. le Sous-Préfet lève la séance à 21h00.

LE SOUS-PRÉFET



Eric de WISPELAERE

**Mesdames, Messieurs les membres du comité de pilotage  
du Plan de Prévention des Risques de Mouvements de Terrain du Secteur de l'Entre -Deux-Mers**

Mme Catherine VIANDON, maire de Saint-Germain-du-Puch,  
M. Frédéric COUSSO, maire de Croignon,  
M. Emmanuel LE BLOND du PLOUY, maire de Baron,  
M. Jean-Marie DUPONT, maire de Branne,  
M. Thierry BLANC, maire de Cabara,  
M. Bernard CROS, maire de Camarsac,  
M. Eric LACOUME, maire de Daignac,  
M. Bernard PIOT, maire d'Espiet  
M. Claude NOMPEIX, maire de Grézillac,  
M. Jean Luc LAMAISON, maire de Nérigeau,  
M. Jack ALLAIS, maire de Saint-Quentin-de-Baron,

M. Jean-Luc LAMAISON, Président de la Communauté de Communes du Brannais,  
Mme Mathilde FELD, Présidente de la Communauté de Communes du Créonnais,  
M. Jean SOUBIE, Président de la Communauté de Communes des Coteaux Bordelais,  
M. Jacques LEGRAND, Président de la Communauté de Communes du Sud Libournais,

M. Jean-Luc GLEYZE, Président du Conseil Départemental de la Gironde,  
M. Cyrille THOMADIS, Bureau des Carrières – Conseil Départemental de la Gironde,  
Mme Camille ZVENIGORODSKY, Service Départemental d'Architecture et du Patrimoine de la Gironde,  
M. Bernard ARTIGUE, Président de la Chambre d'Agriculture de la Gironde,  
M. Hervé GRANDEAU, Président ODG Syndicat Viticole Régional des AOC Bordeaux,  
M. Stéphane DUPUCH, Président du Syndicat Viticole/Organisme de Défense et de Gestion de l'Entre-Deux-Mers

M. le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de la Gironde – Unité Plan de Prévention des Risques Naturels et Technologiques – Service Risques et Gestion de Crise  
M. Gérard GUEGAN, Responsable du Service d'Aménagement Rural – DDTM – Unité d'Aménagement du Libournais

M. Eric PICOT, Bureau d'Etudes ALP'Géorisques



## **Observations CaFaP33 suite à la réunion publique du 26 mai 2016**





## **Mémoire J LHoguet à l'attention de m. le Sous-Préfet de Libourne.**

Le projet de PPRMT de l'Entre-Deux-Mers appelle de nombreuses observations de notre part :

### **-rappel des principaux objectifs des prescriptions du 04/07/2011 :**

- \*délimiter les zones exposées aux risques en vue d'y interdire tout type de construction ou si construction autorisée de prescrire les conditions de réalisation

- \*définir en tant que de besoin les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde dans ces zones

- \*introduire des dispositions en matière de réduction de la vulnérabilité des constructions existantes

### **-rappel des dispositions du CCTP :**

- \*seuls trois des objectifs mentionnés dans la prescription ont été repris, le quatrième a été supprimé !

- \*observations de terrains systématiques requises sur l'ensemble du périmètre d'étude

- \*caractérisation de l'aléa en référence au type de phénomène, à la probabilité d'occurrence, l'intensité et l'extension spatiale

- \*le comité de pilotage pourra être élargi à toute personne dont les compétences seraient recherchées

### **- analyse de la démarche :**

- \***pas de visites in situ du bureau d'études**, recours au Bureau des Carrières du département, notamment dans la phase de finalisation, à notre demande, afin de corriger ou de préciser les tracés non certifiés. Les évolutions notées au cours de la dernière réunion publique démontrent, s'il en était besoin, l'insuffisance manifeste du travail effectué depuis 2012. Il est loin d'être terminé, d'autant qu'il a été interrompu prématurément.

**\*caractérisation des aléas** : le bureau d'études écrit « qu'il ne dispose quasiment pas d'expertise géotechnique des carrières permettant d'établir une grille de classification des aléas, seules des épaisseurs de cerveau minimum et maximum sont connues pour la plupart des cavités..nous disposons de **relevés partiels de piliers**, ce qui permet d'estimer les **taux de défrètement de certaines carrières**...l'aléa s'attache donc à tenir compte de l'épaisseur du cerveau, des taux de défrètement... »

Nous n'avons pas pu obtenir les éléments de référence de la définition même des degrés d'aléa : carte des cerveaux, taux de défrètement, pas davantage les caractéristiques structurelles des cavités, les calculs de stabilité des piliers et des toits des carrières (très variables), aucune information sur les désordres prévisibles au niveau du sol, pas plus que le taux de foisonnement des matériaux en cas d'effondrement. Ce manquement est sérieux.

**Les cartes d'aléas ne sont en rien certifiées.**

**\*zonage rouge d'interdiction** : **zonage rouge quasi général en matière d'effondrement**, à l'exception du secteur urbanisé d'aléa faible.

Ce principe est contraire aux dispositions réglementaires, au règlement lui-même (dispositions générales p.8), aux définitions données dans d'autres PPRMT girondins, à savoir : inconstructibilité assortie d'exceptions explicites en zone rouge d'aléa fort et en zone agricole et naturelle d'aléa moyen, **constructibilité sous conditions en zone bleue d'aléa moyen** et constructibilité sous conditions simples en zone bleue d'aléa faible.

Le caractère punitif du zonage du PPRMT E2M doit être reconsidéré. Faut-il rappeler qu'aucun signalement n'a été opéré pointant des risques pour les vies humaines, fort heureusement. Quoiqu'il en soit, l'absence de hiérarchie des risques n'est pas acceptable.

De surcroît, le zonage rouge quasi systématique de la bande de suspicion de 50m est contraire à la grille des aléas arrêtée. Cette bande confirme la méconnaissance des cavités soulevée précédemment.

Nos propositions écrites, dont vous n'avez, semble-t-il, pas eu connaissance, demandaient qu'une différence claire et lisible soit établie entre les **secteurs inconstructibles (zones d'aléas très forts)** dont le principe ne saurait être remis

en cause et les **secteurs à constructibilité limitée (zones d'aléas forts)** et plus généralement les **secteurs constructibles sous réserve de la réalisation d'une étude géotechnique favorable (zones d'aléa moyens)**.

Nos propositions n'ont pas été traitées avec attention et ont été détournées de leur objectif par la multiplication des zonages rouges sans réelles différences (la véranda et le garage préfabriqué !). La lisibilité s'en est trouvée fortement altérée, l'information du public en rien assurée (les secteurs d'aléas fort ne sont même pas repérables !), les modifications à la parcelle soumis à une révision du PPRMT, voire dans la zone de suspicion à une modification, alors que celles-ci devraient relever de la gestion des autorisations d'urbanisme.

**\*surveillance des carrières** : l'obligation faite aux propriétaires de visiter leur carrière tous les deux ans a fait l'objet d'un recadrage de dernière minute. Il reste que même circonscrite à des secteurs prioritaires, cette disposition pose problème. L'article 552 du code civil ne suffit pas à la justifier. Elle sera inopérante, se heurtera à de nombreuses difficultés de mise en œuvre.

Outre que la responsabilité de la situation en matière de risques carrières est partagée, la surveillance requiert un dispositif de portage collectif. Responsabilité partagée par l'Etat, pour des raisons historiques liées à certaines exploitations, aux autorisations d'urbanisme qu'il a délivré en connaissance de l'existence des carrières et falaises, à la solidarité intergénérationnelle dont il a la charge, par le département au nom de la solidarité territoriale alors même que des villes entières ont été construites avec cette ressource du sous-sol avec ou sans l'autorisation des propriétaires !

Quelle suite est attendue de ces visites ?

Ces considérations de fond et la prise en compte du principe de réalité doivent conduire à travailler et à négocier un dispositif collectif au niveau local, voire départemental. Le recours à un organisme habilité, dans des conditions financières négociées et acceptables pour les particuliers doit être arrêté.

D'autres mesures préventives en termes de compléments d'études et de surveillance éventuelles devraient être précisées afin de faire l'objet également de demandes de financement auprès du FPRNM.

**\*comité de suivi** : des évolutions seront à gérer dans la durée, en prolongement du PPRMT approuvé. Engagement avait été pris de mettre en place un tel comité dont nous serions membres. Cette disposition ne figure pas dans le projet de règlement présenté et doit être intégrée.

-le caractère strictement réglementaire du projet, l'insuffisance des connaissances en l'état, l'absence d'engagement d'études géologiques et géotechniques conduisent à faire valoir indument le principe de précaution visant à déresponsabiliser l'Etat

## **Comptes rendus des réunions techniques**





Direction départementale  
des territoires et de la mer  
de la Gironde

Bordeaux, le

02 NOV. 2015

Service risques et gestion de crise  
Unité PPR terrestres et technologiques

Monsieur Alain Guesdon - DDTM

à

Affaire suivie par : *marie-hélène Lapeyre-Hamoir*  
*marie-helene.lapeyre-hamoir@gironde.gouv.fr*  
Tél. 05.56.24.82.41

Messieurs  
(voir liste des destinataires in fine)

Objet : PPRMT de l'Entre Deux Mers - Relevé de décision de la réunion du 06 octobre 2015

Cette réunion s'est tenue dans les locaux de la DDTM de Bordeaux sous la présidence de Monsieur Guesdon, adjoint au Directeur départemental des territoires et de la Mer. Son ordre du jour portait sur l'analyse des remarques formulées par cinq communes de la zone d'étude (Nérigean, Espiet, Daignac, Camarsac et Croignon), représentées par l'association CaFaP33. Il est à noter que les 11 communes du secteur d'étude du PPRMT ont été invitées par la CaFaP33 à formuler leurs observations.

Les remarques formulées concernent plusieurs volets du PPRN, dont la précision du contour des carrières, l'affichage de bandes périphériques d'incertitude de 50 mètres de large lorsque les contours sont imprécis, les taux de défrètement retenus dans la classification de l'aléa et la traduction réglementaire des aléas fort moyen en zone rouge en secteur déjà urbanisé.

Les remarques ont été examinées commune par commune.

L'Adjoint au Directeur

  
Alain GUESDON

**Secteurs 1 : « Le Capin » et 2 : « le Gay »**



**Réponse :** Les plans de carrières intégrés dans le PPR montrent au contraire une carrière plus vaste que celles décrites par Monsieur le Maire. Il est répondu qu'une superposition de deux étages n'est pas à écarter. Le Conseil Départemental sera interrogé sur ce point pour savoir s'il dispose de plus d'informations et, le cas échéant, il lui sera demandé si un complément de visite est envisageable.

**Réponse :** Au niveau du secteur 2 il y a effectivement une petite carrière de moins de 200 m<sup>2</sup> qui pourrait être classée en zone bleue. Toutefois, cette dernière est impactée par la bande périphérique de 50 mètres qui concerne une carrière voisine aux contours imprécis, ce qui explique que la petite cavité ne puisse être prise en compte et traduite en zone bleue. Le Conseil-Départemental sera interrogé pour savoir s'il dispose de plus d'information sur la grande carrière voisine. Le cas échéant, il lui sera demandé si un complément de visite est possible.

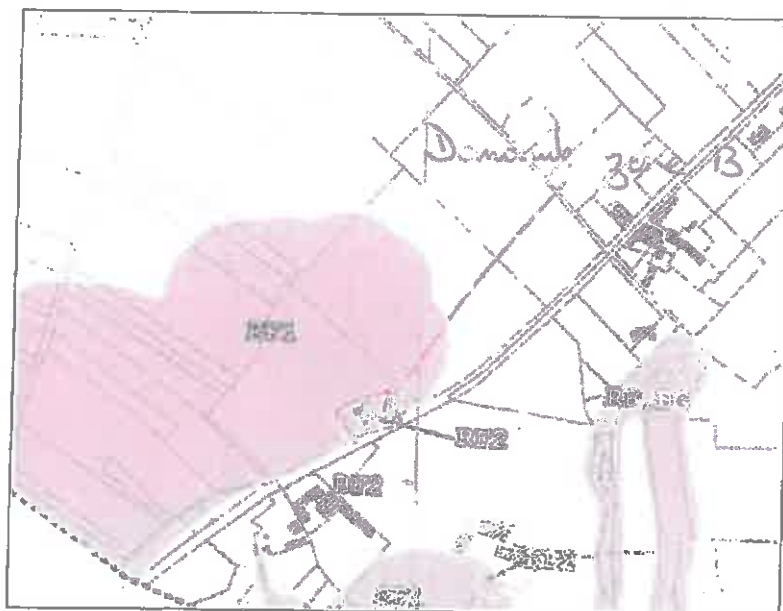
**Secteur 3 : « le Village »**



**Demande :** Monsieur le Maire indique que cette carrière présente un très bon état de stabilité et que le taux de défragement est très faible. Une étude géotechnique a été commandée à ANTEA par un particulier en vue d'une vente (parcelle 278). Cette étude conclurait à un risque faible à moyen d'effondrement à ce niveau ce qui permettrait de revoir l'aléa.

**Réponse :** Il est demandé à Monsieur le Maire de se procurer l'étude ANTEA et de la communiquer à la DDTM qui la fera suivre à Alp'Géorisques. Parallèlement, le Conseil Départemental sera interrogé au sujet de cette carrière pour confirmer le calcul de l'aléa.

**Secteur 4 : « Busquet »**

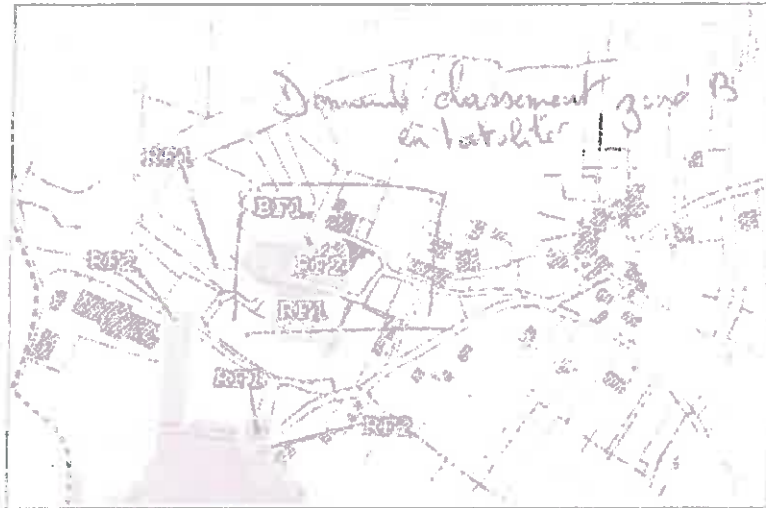


**Demande :** Monsieur le Maire demande des investigations complémentaires permettant de définir plus précisément les contours de la cavité afin d'éviter l'affichage d'une bande périphérique de 50 mètres, ce qui permettrait de réduire

l'impact du zonage réglementaire. Il souhaiterait que la maison sorte de l'emprise du zonage du PPRN ou, si cela n'est pas possible, que la zone rouge évolue en zone bleue.

**Réponse :** Le Conseil Départemental sera interrogé à ce sujet pour savoir si le contour de la carrière peut être connu plus précisément.

#### Secteur 5 : « Quantin »



**Demande :** Monsieur le Maire indique qu'une étude géotechnique réalisée par le bureau Géotech a été réalisée sur le secteur 5. Cette étude expertise la cavité et définit son taux de défrètement. Elle signale une cavité peu profonde.

**Réponse :** Lorsqu'une étude apporte des éléments complémentaires d'information, ces éléments sont pris en compte dans le PPRMT et notamment dans le calcul de l'aléa. Il est donc demandé à Monsieur le Maire de transmettre cette étude à la DDTM afin qu'elle soit prise en compte dans le PPR.

#### Secteur 6



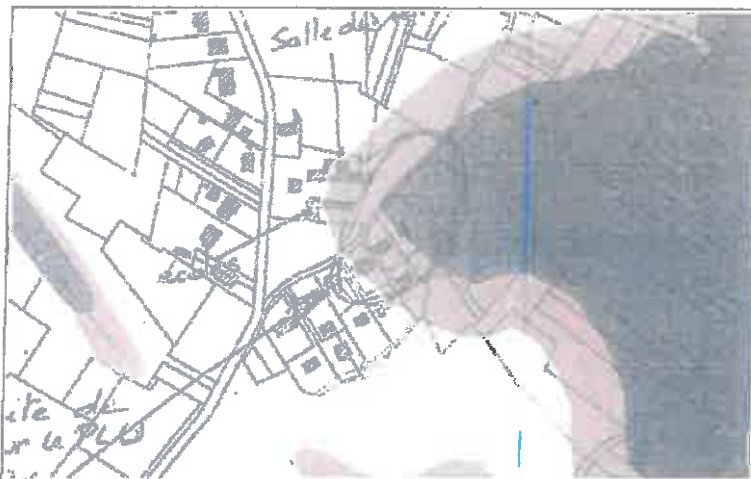
Secteur

**Demande :** La commune demande un reclassement de cette zone.

**Réponse :** Il sera examiné avec le Bureau des Carrières si le secteur peut être levé plus précisément pour reconsidérer la bande périphérique de 50 mètres.

## **Commune d'Espiet**

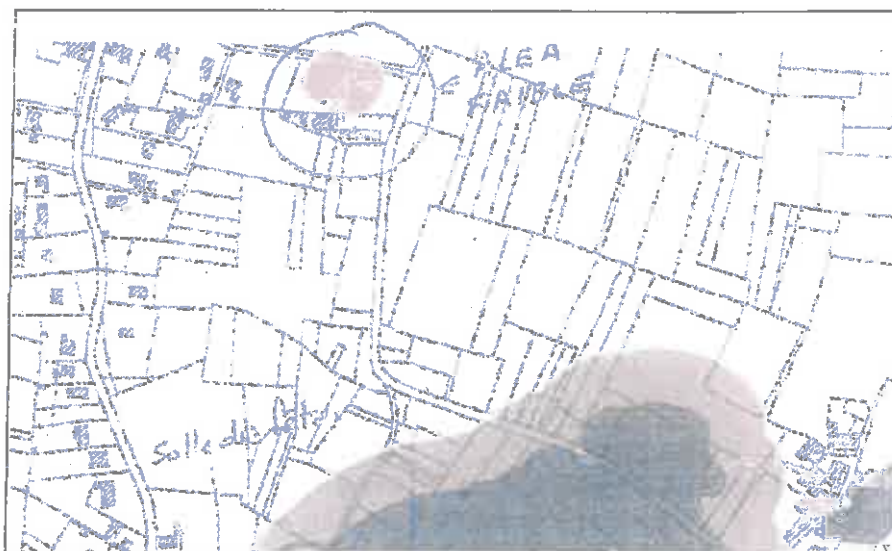
### **Secteur 1 : « la Grangeotte centre bourg »**



**Demande :** Monsieur le Maire demande un relevé précis de la carrière dans le secteur du village pour éviter l'affichage d'une bande périphérique de 50 mètres d'aléa supplémentaire. Une partie de son village, dont l'école et plusieurs autres bâtiments publics sont pénalisés par cet affichage. Il lui est indiqué que ce secteur est réputé inondé par une importante lame d'eau, ce qu'il a confirmé en indiquant qu'il y a environ 2 mètres d'eau dans cette partie de la carrière.

**Réponse :** Une telle lame d'eau pose un réel problème car elle ne permet pas de stationner avec du matériel de relevé topographique et que des mesures de sécurité spécifiques doivent être prises pour évoluer dans ce type de milieu hostile. Ce point sera abordé avec le Conseil Départemental pour savoir s'il dispose de moyens adaptés.

### **Secteur 2 : Nord de « la Grangeotte »**



**Demande :** Monsieur le Maire demande le classement de ce secteur en aléa faible en faisant valoir l'étroitesse de la cavité.

**Réponse :** Il s'agit en effet d'une cavité très étroite composée d'une galerie d'environ 5 mètres de large. Cette cavité

va être ré-étudiée afin de vérifier le niveau d'aléa. Il est également demandé à Monsieur le Maire s'il est possible de préciser la profondeur de la cavité en la mesurant depuis l'un des puits présents.

### Secteur 3



**Demande :** Une nouvelle carrière a été récemment signalée.

**Réponse :** Le Conseil Départemental a programmé son relevé topographique pour le 22 octobre 2015. Cette nouvelle cavité sera ensuite intégrée aux cartes du PPR.

### Secteur 4 : « Merlet »



**Demande :** Monsieur le Maire formule la même demande que pour le secteur 1, à savoir la réalisation d'un relevé plus précis de la bordure de la cavité, afin de réduire l'impact généré par la bande périphérique de 50 mètres.

**Réponse :** La faisabilité du relevé sera évaluée avec le Conseil Départemental.



## Commune de Daignac



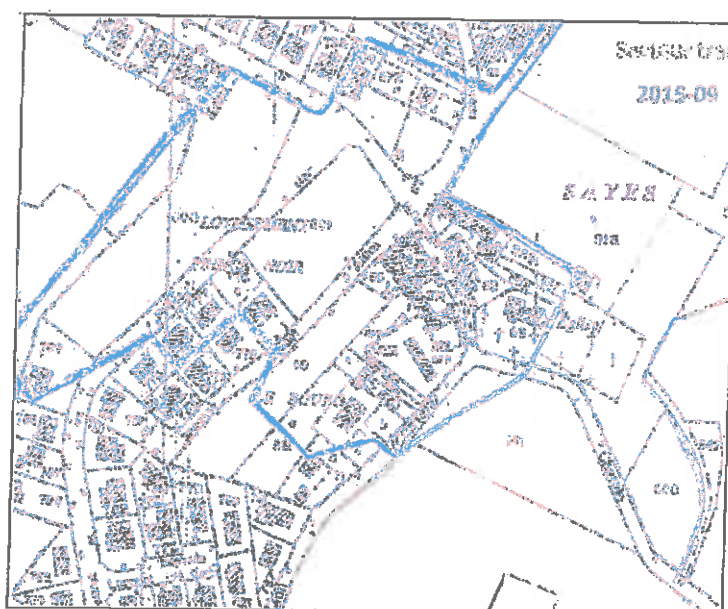
**Demande :** Monsieur le Maire demande la vérification de la bande périphérique d'influence (angle d'influence et bande de 50 mètres supplémentaire) appliquée autour de cette carrière car elle lui paraît beaucoup plus large qu'elle ne le devrait. Il a en effet mesuré une bande d'influence de 120 mètres enveloppant l'emprise de la carrière qui est dessinée sur la carte des phénomènes historiques.

**Réponse :** La bande périphérique d'influence de cette carrière sera vérifiée et corrigée si nécessaire.

## Commune de Camarsac

La commune de Camarsac a été représentée par Monsieur Hoguet, Président de l'Association CaFaP33.

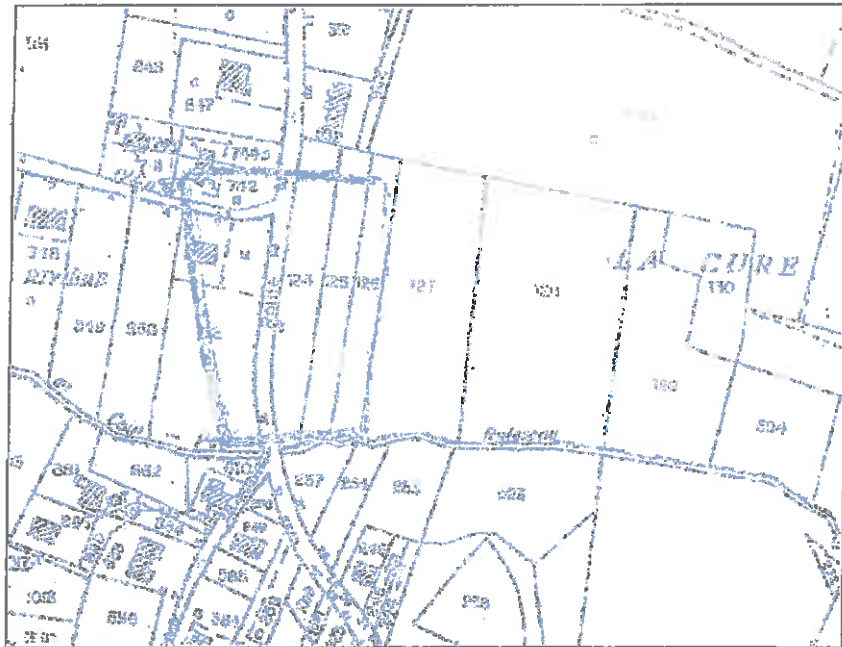
**Secteur 1 :** « Prince Noir »



**Demande :** La commune demande le classement de ce secteur en zone bleue afin d'y permettre un projet d'urbanisation. L'association appuie cette demande en proposant que ce secteur soit traduit en zone bleue et que sa constructibilité soit rendue effective sous condition de réaliser préalablement des travaux de confortement pour sécuriser les lieux.

**Réponse :** Le traitement d'une cavité d'une telle ampleur ne peut pas être réalisé à la parcelle et la constructibilité de la zone doit être examinée dans son ensemble. Il s'agit d'une opération globale qui nécessite un traitement d'ensemble. Une fois les travaux de confortement réalisés, le PPRMT pourra être modifié ou révisé dans les conditions prévues par la circulaire du 28 novembre 2011 qui précise notamment que « Dans le cadre de l'élaboration d'un PPRN, des travaux de protection peuvent être envisagés voire prescrits par le PPRN dans le but de réduire le risque sur les constructions existantes et de protéger les lieux fortement urbanisés. Dans certains cas, si ces travaux de sécurisation permettent à terme d'envisager une adaptation de la zone bleue et du règlement qui s'y applique (sonage réglementaire), le choix peut être fait d'en afficher le principe dans le PPRN, par exemple par l'affichage d'un repérage alpha numérique particulier pour identifier l'espace concerné. L'affichage de cette constructibilité conditionnelle dans un PPRN ne donne pas la possibilité aux collectivités de construire mais elle indique qu'elles peuvent se lancer dans les démarches globales de prévention et de réduction de la vulnérabilité de leur territoire. C'est au terme de ce processus que le changement de zonage réglementaire devra obligatoirement passer par une procédure de révision du PPRN qui ne pourra être approuvée par arrêté préfectoral qu'une fois les travaux de protection réalisés ».

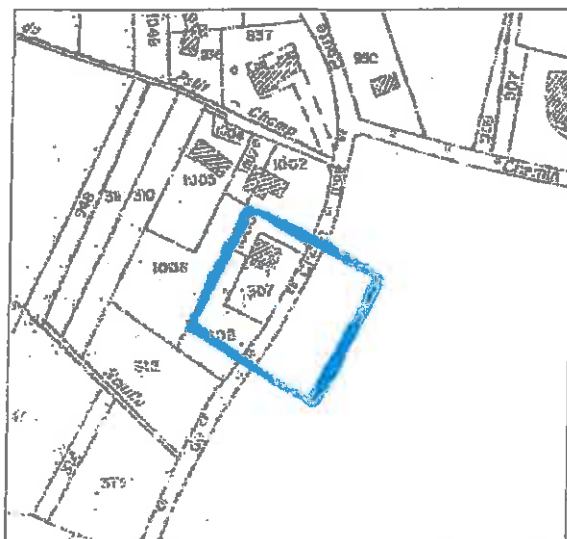
#### **Secteur 2 : « la Rivière »**



**Demande :** La commune demande plus de précision sur la carrière qui est signalée dans ce secteur, afin de réduire l'aléa qui en découle.

**Réponse :** Cette carrière est à priori inaccessible car ses accès ont été condamnés. Ce point sera confirmé auprès du Conseil Départemental.

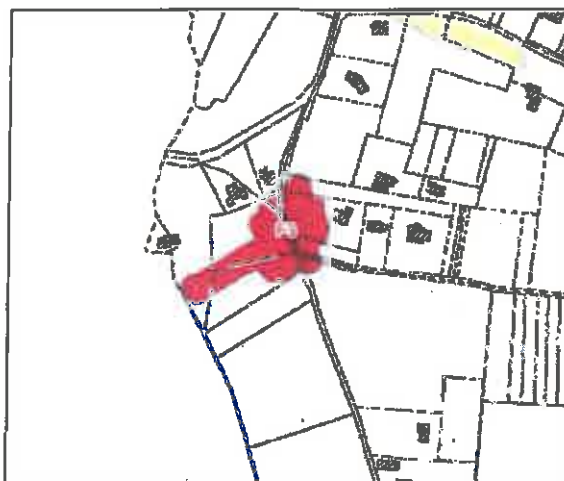
### Secteur 3 « Laubes »



**Demande : La commune demande une révision de l'aléa pour ce secteur.**

**Réponse :** Des précisions seront demandées au Conseil Départemental au sujet de l'état de la carrière.

## Commune de Croignon



**Demande :** La commune de Croignon signale qu'un complément d'étude a été fait par le bureau Géotech sur ce secteur. Ce complément d'étude précise le contour de la carrière, ce qui permet d'ajuster le zonage de l'aléa. Elle demande de le prendre en compte dans le PPR.

**Réponse :** Cette étude Géotech a été prise en compte par le bureau d'études Alpes Géorisque dans le projet de PPR, ce qui a effectivement permis de réduire l'emprise de l'aléa sur ce secteur. Les cartes de la commune de Croignon ont été mises à jour.

Demandes diverses :

- ☒ L'association CaFaP33 demande l'affichage des taux de défructement qui ont conduit à la détermination de l'aléa effondrement.

Il est expliqué que les taux de défructement ont été estimés pour chaque carrière sur la base d'un échantillonnage extrait des secteurs où l'on dispose d'un relevé des piliers. Les taux ainsi évalués ont ensuite été extrapolés au reste des cavités.

Les taux de défructement seront affichés sur la carte des phénomènes historiques qui a une vocation informative. Il est précisé que les taux de défructement sont calculés en tenant compte des situations les plus défavorables, ce qui signifie que le choix de la zone d'échantillonnage vise les secteurs les plus excavés.

- ☒ L'association CaFaP33 revient sur sa demande de traduire des zones d'aléas fort et moyen en zone bleue au droit de secteurs urbanisés. La constructibilité de ces zones serait conditionnée à un confortement préalable des carrières générant l'aléa.

Outre les éléments de réponse déjà apportés, il est ajouté que le PPR permet le comblement des carrières sous réserve de la réalisation d'une étude spécifique par un bureau d'étude spécialisé. L'étude doit définir les modalités du comblement à réaliser, les matériaux à mettre en œuvre, etc. Le chantier de comblement doit ensuite être confié à une entreprise spécialisée et doit être assorti d'une maîtrise d'œuvre, ce qui permettra la délivrance d'un certificat de conformité.

Le PPRMT pourra prévoir les zones où des travaux de confortement sont envisagés en vue d'une modification du zonage une fois les travaux réalisés et constatés.

Au terme de la séance, il est convenu d'organiser une nouvelle réunion de travail afin d'apporter des réponses concrètes notamment sur la précision de certains contours de carrière et sur le contrôle de certaines zones d'aléas.

Cette prochaine réunion se tiendra dans les locaux de la DDTM à 14h00 – salle 2401

**Mesdames, Messieurs les destinataires**

Monsieur Frédéric COUSSO, maire de Croignon,  
Monsieur Bernard CROS, maire de Camarsac,  
Monsieur Eric LACOUME, maire de Daignac,  
Monsieur Jean Luc LAMAISON, maire de Nérigeau,  
Monsieur bernard PIOT, maire d'Espiet

Monsieur PAINCHAULT et Mme DUBOIS - Service Risques et Gestion de Crise de la Direction Départementale  
des Territoires et de la Mer de la Gironde  
Messieurs Gérard GUEGAN et RAILLARD - Service d'Aménagement Rural - DDTM de la Gironde

Monsieur HOGUET - Président de l'association CaFap33

Monsieur Eric PICOT, Bureau d'Etudes ALP'GEORIQUES



Direction départementale  
des territoires et de la mer  
de la Gironde

Bordeaux, le 04 MARS 2016

Service risques et gestion de crise  
Unité PPR terrestres et technologiques

Monsieur Alain Guesdon - DDTM

à

Affaire suivie par : *marie-hélène Lapeyre-Hamoir*  
*marie-helene.lapeyre-hamoir@gironde.gouv.fr*  
Tél. 05.56.24.82.41

Messieurs  
(voir liste des destinataires in fine)

Objet : **PPRMT de l'Entre Deux Mers** – Relevé de décisions de la réunion du 24 novembre 2015 avec la CaFap 33 et les communes de Nérigean, Espiet, Croignon, Daignac et Camarsac

Cette deuxième réunion de travail avec la CaFap33 et les élus des communes de Nérigean, Espiet, Croignon, Daignac et Camarsac portait sur la présentation des résultats des investigations menées depuis la réunion du 06 octobre 2015. Chaque point soulevé lors de la précédente réunion a fait l'objet d'un examen approfondi et des réponses ont été apportées.

Le compte rendu détaillé des discussions est disponible ci-après.

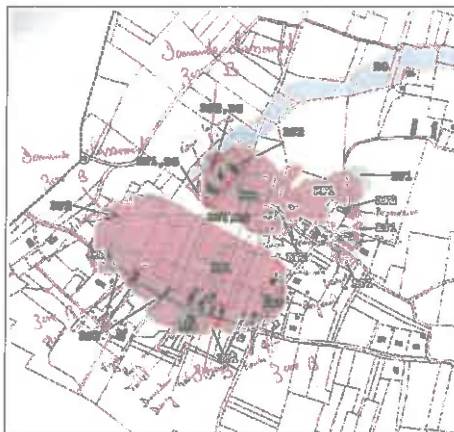
P/Le Directeur Départemental  
L'Adjoint au Directeur

Alain GUESDON



## Commune de Nérigean

### Secteurs 1 : « Le Capin » et 2 : « le Gay »



#### Echanges en réunion du 6 octobre 2015 :

**Demande :** Monsieur le Maire indique qu'au niveau du **secteur 1** plusieurs petites cavités individuelles sont présentes. Chacune possède une entrée située au niveau des propriétés présentes. Il ne comprend donc pas l'étendue du zonage dans ce secteur puisque les cavités sont parfaitement observables. Il demande un reclassement de ce secteur en procédant à une nouvelle visite de terrain afin de permettre de préciser les contours et réduire ainsi l'incertitude.

**Réponse :** Les plans de carrières intégrés dans le PPR montrent au contraire une carrière plus vaste que celles décrites par Monsieur le Maire. Il est répondu qu'une superposition de deux étages n'est pas à écarter. Le Conseil Départemental sera interrogé sur ce point pour savoir s'il dispose de plus d'informations et, le cas échéant, il lui sera demandé si un complément de visite est envisageable.

**Demande :** Monsieur le Maire décrit au niveau du **secteur 2 « le Gay »**, une petite cavité servant d'abri pour garer du matériel. Il ne comprend pas l'étendue de la zone rouge et demande sa reconsidération.

**Réponse :** Au niveau du secteur 2 il y a effectivement une petite carrière de moins de 200 m<sup>2</sup> qui pourrait être classée en zone bleue. Toutefois, cette dernière est impactée par la bande périphérique de 50 mètres qui concerne une carrière voisine aux contours imprécis, ce qui explique que la petite cavité ne puisse être prise en compte et traduite en zone bleue. Le Conseil Départemental sera saisi pour savoir s'il dispose de plus d'information sur la grande carrière voisine. Le cas échéant, il lui sera demandé si un complément de visite est possible.

#### Investigations et réponses apportées :

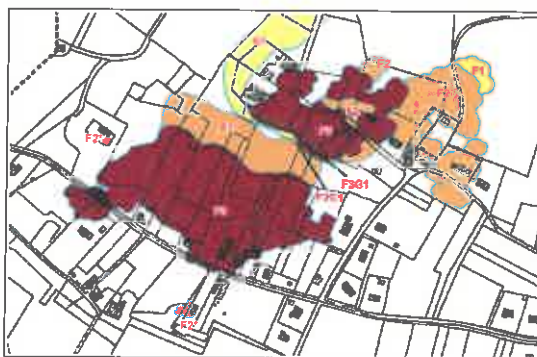
Une campagne de visites complémentaires a été effectuée et a permis de préciser le contour des deux grandes carrières, et par conséquent de réduire par endroit la bande périphérique de 50 mètres. Par contre, au niveau de la carrière du secteur 2 dite du Gay, la limite nord de la cavité se décale vers le nord. Cette partie de la cavité n'a pas été relevée. La bande de 50 mètres est donc maintenue et décalée d'autant que la nouvelle limite de cavité. Une zone naturelle est concernée par ce déplacement de limite.

Les nouveaux contours des 2 cavités permettent d'exclure une partie du bâti de la zone rouge du PPR. Ils permettent également de dégager une carrière de moins de 200 m<sup>2</sup> et de la classer en aléa moyen traduit réglementairement en zone bleue.

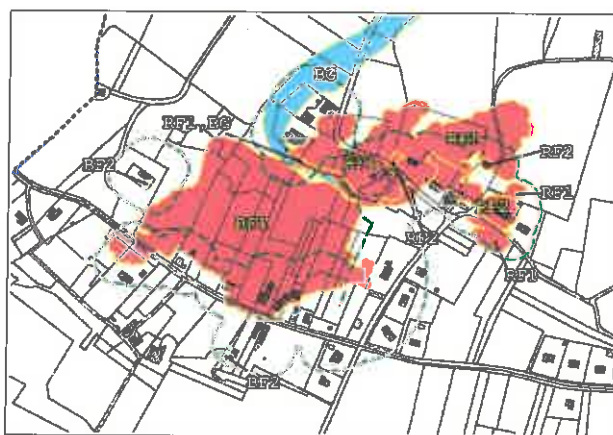
Ces nouvelles investigations ont également conduit à la découverte d'une nouvelle cavité de moins de 200 m<sup>2</sup> au droit d'un bâtiment, au sud du secteur 2. Cette cavité située en zone dite urbanisée a été traduite en zone bleue.

Enfin, une erreur de traduction réglementaire a été remarquée à l'extrémité nord-est du Caplin. De l'aléa faible d'effondrement était traduit en zone bleue en zone non urbanisée alors que, conformément aux règles de traduction, il doit être traduit en zone rouge. Cette erreur a été corrigée.

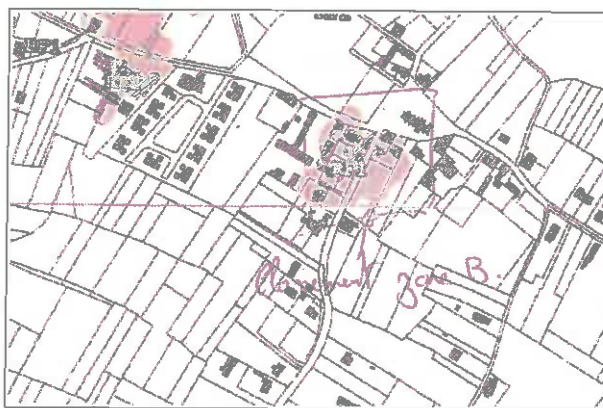
### Carte des aléas modifiée



### Carte de zonage réglementaire modifiée



### Secteur 3 : « le Village »



### Echanges en réunion en réunion du 6 octobre 2015 :

Demande : Monsieur le Maire indique que cette carrière présente un très bon état de stabilité et que le taux de défrètement est très faible. Une étude géotechnique a été commandée à Antéa par un particulier en vue d'une vente (parcelle 278). Cette étude conclurait à un risque faible à moyen d'effondrement à ce niveau ce qui permettrait de revoir l'aléa.

Réponse : Il est demandé à Monsieur le Maire de se procurer l'étude Antéa et de la communiquer à la DDTM qui la fera suivre à Alp'Géorisques. Parallèlement, le Conseil Départemental sera saisi au sujet de cette carrière pour confirmer le calcul de l'aléa.

#### **Investigations et réponses apportées :**

Le Conseil Départemental confirme le bon état de cette carrière. Il indique qu'un stot est présent dans la partie est de la carrière et que, de ce fait, le taux de défrètement de la cavité est très faible à ce niveau.

Le ré-examen des fichiers montre qu'en effet la partie est de la carrière dispose d'un stot imposant et que le taux de défrètement est très faible. La profondeur de la cavité est d'environ 25 mètres. Ces éléments permettent de traduire la partie de cavité située à l'est de la route en aléa faible et de la traduire en zone bleue constructive en considérant que le secteur est une zone déjà urbanisée.

La partie ouest présente un taux de défrètement moyen d'environ 55 % et le cerveau de la cavité est de 25 mètres. La carrière est décrite en bon état. Dans ces conditions, la moitié ouest de la cavité peut être classée en aléa moyen. Sa traduction réglementaire est maintenue en zone rouge, conformément aux règles de traduction adoptées. La catégorie de la zone rouge peut être indicée RF2 au droit du secteur déjà urbanisé (aléa moyen croisé avec une zone urbanisée).

La zone dite urbanisée de la carte des enjeux a été corrigée, une erreur de classement s'étant glissée dans le document initial (affichage d'une zone non urbanisée sur la carte des enjeux initiale, alors que le secteur est urbanisé).

#### **Carte des aléas modifiée**



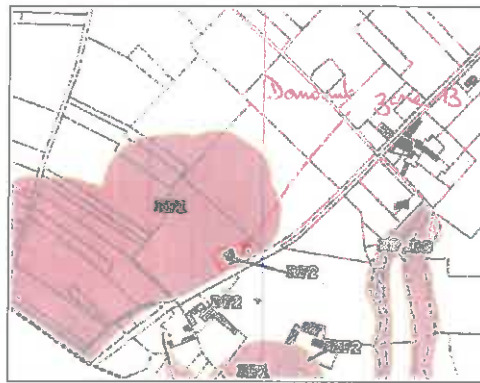
#### **Carte de zonage réglementaire modifiée**



### Carte des enjeux modifiée



#### Secteur 4 : « Busquet »



**Echanges en réunion du 6 octobre 2015 :**

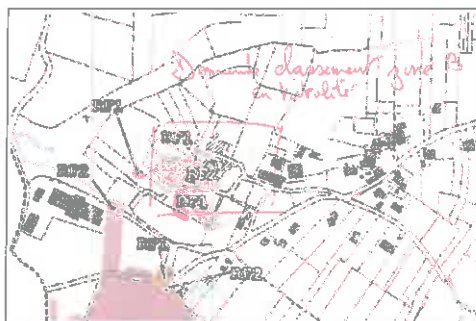
**Demande :** Monsieur le Maire demande la réalisation d'investigations complémentaires permettant de définir plus précisément les contours de la cavité afin d'éviter l'affichage d'une bande périphérique de 50 mètres et ainsi permettre de réduire l'impact du zonage réglementaire. Il souhaiterait que la maison sorte de l'emprise du zonage du PPRN ou, si cela n'est pas possible, que la zone rouge évolue en zone bleue.

Réponse : Le Conseil Départemental sera saisi à ce sujet pour savoir si le contour de la carrière peut être connu plus précisément.

### Investigations et réponses apportées :

Compte tenu du plan de charge, la programmation des visites doit privilégier les secteurs à enjeux multiples. Ce secteur n'est pas retenu comme prioritaire.

## Secteur 5 : « Quantin »



### Echanges en réunion du 6 octobre 2015 :

Demande : Monsieur le Maire indique qu'une étude géotechnique menée par le bureau Géotec a été réalisée sur le secteur 5. Cette étude expertise la cavité et définit son taux de défrèvement. Elle signale une cavité peu profonde.

Réponse : Lorsqu'une étude apporte des éléments complémentaires d'information, ces éléments sont pris en compte dans le PPRMT et notamment dans le calcul de l'aléa. Il est donc demandé à Monsieur le Maire de transmettre cette étude à la DDTM afin qu'elle soit prise en compte dans le PPR.

### Investigations et réponses apportées :

Il est décidé d'attendre le rendu de l'étude Géotec qui devrait livrer une connaissance plus précise de la carrière. Le Conseil Départemental partage cet avis.

## Secteur 6 : « Bernard Guilhem »



### Echanges en réunion du 6 octobre 2015 :

Demande : La commune demande un reclassement de cette zone.

Réponse : Il sera examiné avec le Bureau des Carrières si le secteur peut être levé plus précisément pour reconsidérer la bande périphérique de 50 mètres.

### Investigations et réponses apportées :

Le Conseil Départemental indique que ce secteur est en partie effondré, donc difficile d'accès. Il ajoute que 2 étages existent localement et confirme l'aléa fort et la bande périphérique de 50 mètres. On ne peut donc pas répondre favorablement à cette demande.

## Réactions de l'association et de la commune de Nérigean

Monsieur le Maire de Nérigean approuve les modifications apportées aux secteurs 1, 2 et 3, dits de « Capin », du « Gay » et du « village ».

Monsieur le Maire réagit sur l'absence d'investigations complémentaires au niveau du secteur 4 dit « Busquet ». Il regrette la différence de traitement entre des secteurs dits à enjeux et des secteurs à faibles enjeux. Il demande qu'un complément d'étude soit fait au niveau de la maison isolée située dans l'emprise de la bande périphérique de 50 mètres de la carrière.

Pour le secteur 5 « Quantin », Monsieur le Maire est surpris que l'étude Géotec, envoyée par messagerie, ne soit pas parvenue à la DDTM. Il remet en mains propres un exemplaire papier de cette étude pour qu'elle soit intégrée au PPRMT, dans le but de voir évoluer le zonage appliqué à la carrière du secteur 5. Cette étude sera examinée et, le cas échéant, elle sera prise en compte dans le PPRN.

Bien que Monsieur le Maire reconnaisse la dangerosité du site abritant la carrière du secteur 6 « Bernard Guilhem », il s'interroge sur son éventuelle inaccessibilité car elle a fait l'objet d'une visite en octobre 2011. Il précise que cette carrière dispose d'un cerveau de faible épaisseur et qu'en hiver elle est en partie inondée par 1,8 mètres d'eau. Il demande qu'une visite et un levé complémentaire soient faits au niveau de cette carrière. La DDTM se rapprochera du Conseil Départemental à ce sujet.

**Il est décidé** d'examiner à nouveau les demandes de visites complémentaires avec topographies à l'appui seraient réalisées dans les secteurs suivants :

- Secteur 4 « Busquet » : la carrière sera visitée afin de réaliser un levé du contour au sud ;
- Secteur 5 « Quantin » : l'étude sera examinée et le PPRN actualisé le cas échéant ;
- Secteur 6 « Bernard Guilhem » : le Conseil Départemental sera de nouveau saisi sur ce sujet afin d'évaluer une nouvelle fois l'accessibilité de la carrière dont des éléments complémentaires doivent être transmis à la DDTM par Monsieur le Maire.



**Secteur 1 : « la Grangeotte centre bourg »**



**Echanges en réunion du 6 octobre 2015 :**

**Demande :** Monsieur le Maire demande un relevé précis de la carrière dans le secteur du village pour éviter l'affichage d'une bande périphérique de 50 mètres d'aléa supplémentaire. Une partie de son village, dont l'école et plusieurs autres bâtiments publics sont pénalisés par cet affichage. Il lui est indiqué que ce secteur est réputé inondé par une importante lame d'eau, ce qu'il a confirmé en indiquant qu'il y a environ 2 mètres d'eau dans cette partie de la carrière.

**Réponse :** Une telle lame d'eau pose un réel problème car elle ne permet pas de stationner avec du matériel de relevé topographique et que des mesures de sécurité spécifiques doivent être prises pour évoluer dans ce type de milieu hostile. Ce point sera abordé avec le Conseil Départemental pour savoir s'il dispose de moyens adaptés.

**Investigations et réponses apportées :**

Le Conseil Départemental confirme qu'il n'est pas possible de faire un levé plus précis de la carrière à ce niveau compte-tenu du niveau d'eau élevé (plus de 2 mètres d'eau). Cela demanderait des moyens trop lourds non disponibles. Il confirme que le contour de la carrière, tel que représenté actuellement, doit être conservé, y compris la bande périphérique de 50 mètres.

Le Conseil Départemental précise que ce secteur a été visité en bateau en 2008. Cela a permis d'afficher la limite actuelle de la cavité, mais avec une grande incertitude compte-tenu des conditions de relevé. Une extension du périmètre réel au-delà de la limite actuellement représentée est très possible. La bande périphérique de 50 mètres est donc justifiée.

A titre d'information, il ajoute que l'accès à cette carrière peut se faire à partir d'une entrée en cavage et d'un puits situé au niveau des anciennes cimenteries. Un autre puits est également présent au niveau du village mais il est tubé jusqu'au sol de la carrière, ce qui empêche de pénétrer à l'intérieur de la cavité à partir de ce dernier. Sachant que la carrière est ennoyée à son niveau, l'accessibilité de ce puits serait de toute façon inutile.

**Secteur 2 : Nord de « la Grangeotte »**





### Echanges en réunion du 6 octobre 2015 :

**Demande :** Monsieur le Maire demande le classement de ce secteur en aléa faible en faisant valoir l'étroitesse de la cavité.

**Réponse :** Il s'agit en effet d'une cavité très étroite composée d'une galerie d'environ 5 mètres de large. Cette cavité va être ré-étudiée afin de vérifier le niveau d'aléa. Il est également demandé à Monsieur le Maire s'il est possible de préciser la profondeur de la cavité en la mesurant depuis l'un des puits présents.

### Investigations et réponses apportées :

Le Conseil Départemental indique que la cavité se situe à 25 mètres de profondeur et que sa hauteur sous plafond est de 2 mètres. Il ne dispose pas du plan précis de cette cavité mais il sait qu'il s'agit d'une galerie étroite.

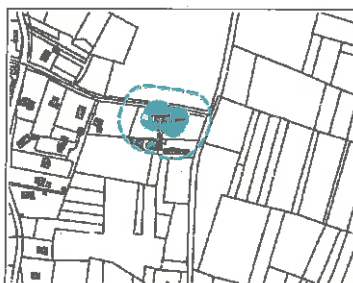
Après ré-examen de cette cavité, Alp'Géorisques estime que l'étroitesse décrite de la cavité est équivalente à un taux de défrèvement faible, voire très faible. La grille d'aléa prévoit pour une cavité profonde de 25 mètres et dotée d'un taux de défrèvement compris entre 50 % et 75 % l'affichage d'un aléa moyen. Dans le cas présent le taux de défrèvement pourrait être considéré inférieur à 50 %, ce qui peut faire admettre un risque faible d'effondrement. Si l'on tient compte du foisonnement du terrain, les répercussions d'un éventuel effondrement jusqu'en surface devraient être très faibles voire insignifiantes.

Ce cas de figure unique n'est pas prévu dans la grille de caractérisation de l'aléa. Toutefois, pour ce cas particulier et en tenant compte des enjeux bâtis de surface, nous pensons que la cavité peut être reconsidérée en aléa faible et traduite réglementairement en zone bleue.

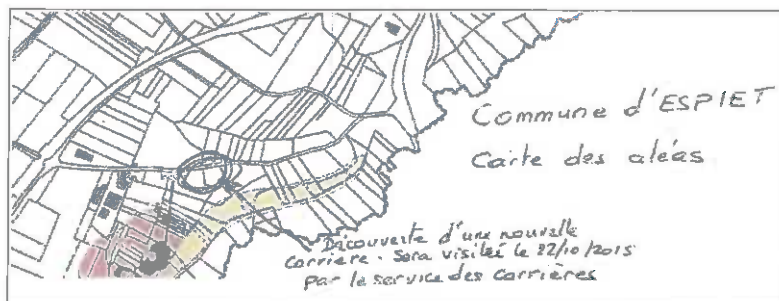
### Modification de la carte des aléas



### Modification de la carte de zonage réglementaire



### **Secteur 3**



### Echanges en réunion du 6 octobre 2015 :

Demande : Une nouvelle carrière a été récemment signalée.

Réponse : Le Conseil Départemental a programmé son relevé topographique pour le 22 octobre 2015. Cette nouvelle cavité sera ensuite intégrée aux cartes du PPR.

### Investigations et réponses apportées :

Les investigations menées par le Conseil Départemental ont révélé une cavité à environ 6,5 mètres de profondeur (4,5 mètres d'épaisseur de cerveau et 2 mètres de hauteur de galerie). L'épaisseur de cerveau implique l'affichage d'un aléa fort traduit en zone rouge.

### Modification de la carte informative



### Modification de la carte des aléas



### Modification de la carte de zonage réglementaire



#### Secteur 4 : « Merlet »



#### Echanges en réunion du 6 octobre 2015 :

**Demande** : Monsieur le Maire formule la même demande que pour le secteur 1, à savoir la réalisation d'un relevé plus précis de la bordure de la cavité, afin de réduire l'impact généré par la bande périphérique de 50 mètres.

**Réponse** : La faisabilité du relevé sera évaluée avec le Conseil Départemental.

#### Investigations et réponses apportées :

Le Conseil Départemental indique que cette carrière est inondée, donc inaccessible pour les mêmes raisons que le secteur 1.

Par conséquent, dans ces conditions de niveau de nappe, le périmètre de la carrière ne peut pas être ajusté plus précisément. Les contours de l'aléa et du zonage réglementaire sont donc maintenus.

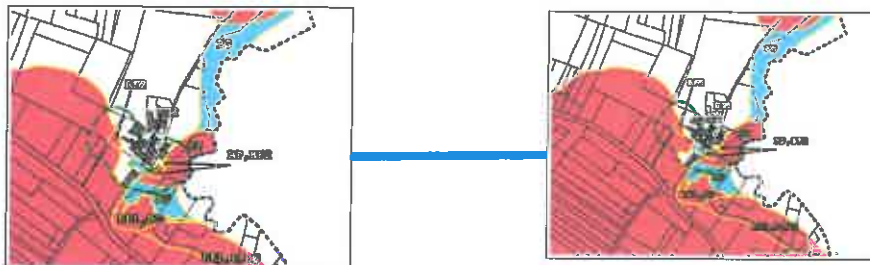
#### Autre complément de zonage :

Une liaison entre deux carrières a été mise à jour par le Conseil Départemental lors de ses investigations de terrain. Elle a été classée en aléa fort et traduite en zone rouge.

#### Modification de la carte des aléas



#### Modification de la carte de zonage réglementaire



## Réactions de l'association et de la commune de Espiet

Concernant le couloir reliant deux cavités (autre complément de zonge), il est expliqué que contrairement à la modification représentée ci-dessus, le couloir sera classé en aléa moyen plutôt que fort. Il restera traduit en zone rouge.

Monsieur le Maire d'Espiet approuve les réponses apportées à ses demandes du 6 octobre, notamment celles portant sur l'inaccessibilité des secteurs 1 et 4 dits de la Grangeotte et du Merlet.

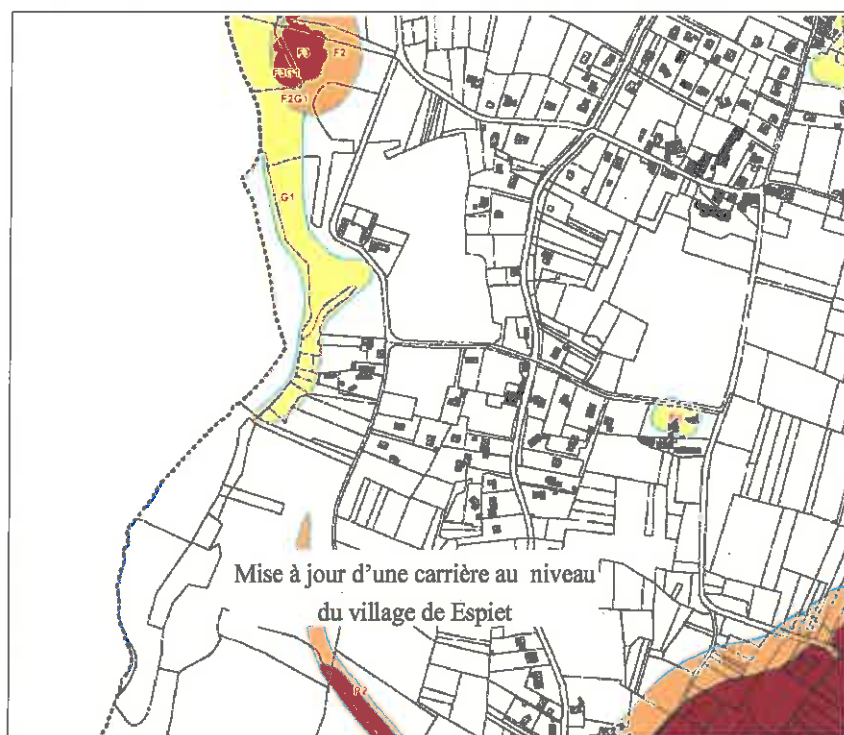
Il indique que la nouvelle carrière relevée au secteur 3 est en très mauvais état. L'état très dégradé de certaines carrières lui ont fait prendre conscience du danger que font courir les cavités présentes sur sa commune. Concernant sa commune, il ne conteste pas l'aléa et la traduction réglementaire qui lui sont présentés.

Il est indiqué à Monsieur le Maire que le Conseil Départemental a signalé la découverte d'une nouvelle grande carrière au niveau du village (secteur de l'église). Monsieur le Maire confirme qu'un habitant de la commune (Monsieur Damien Delanghe) a mis en évidence la présence d'une carrière jusqu'alors non officiellement répertoriée.

Monsieur le Maire exprime le souhait d'en savoir plus sur cette découverte et notamment sur la carte qui en découle.

**Il est décidé que :**

- des éléments de réponses seront apportés quant à cette découverte. Par ailleurs, cette nouvelle carrière devra figurer au PPRN. L'intégration de cette découverte est d'autant importante qu'elle se situe dans un secteur à forts enjeux bâtis ;
- la poursuite des investigations dans ce secteur soit discutée avec le Conseil Départemental.



Mise à jour d'une carrière au niveau du village d'Espiet



#### Echanges en réunion du 6 octobre 2015

**Demande :** Monsieur le Maire demande la vérification de la bande périphérique d'influence (angle d'influence et bande de 50 mètres supplémentaire) appliquée autour de cette carrière car elle lui paraît beaucoup plus large qu'elle ne le devrait. Il a en effet mesuré une bande d'influence de 120 mètres enveloppant l'emprise de la carrière qui est dessinée sur la carte des phénomènes historiques.

**Réponse :** La bande périphérique d'influence de cette carrière sera vérifiée et corrigée si nécessaire.

#### Investigations et réponses apportées

La bande périphérique d'influence, liée au calcul des angles d'influence et à la bande périphérique supplémentaire de 50 mètres, a été vérifiée. La première mesure 14 mètres. Elle est liée à la profondeur du sol de la carrière. La seconde fait bien 50 mètres. L'affichage total de l'influence périphérique est donc de 64 mètres. La représentation graphique correspondante est correcte.

Le Conseil Départemental confirme que cette carrière est inaccessible et que son levé est imprécis. Il valide l'affichage d'une bande périphérique supplémentaire de 50 mètres.

#### Réactions de l'association et de la commune de Daignac

Monsieur le Maire ré-affirme que la bande périphérique d'influence caractérisant la carrière Est est exagérée. Il mesure une bande de 120 mètres de large. Cette bande a été vérifiée par Alp'Géorisques. Sa largeur totale est de 64 mètres (14 mètres définis par les angles d'influence et 50 mètres supplémentaires liés à l'imprécision du périmètre de la carrière). Pour s'assurer de l'exactitude des plans édités, la bande totale d'influence a été mesurée en réunion sur le plan remis à la commune. Son affichage apparaît juste.

Monsieur le Maire estime que la carrière Ouest est accessible ne partageant pas l'avis du Conseil Départemental.

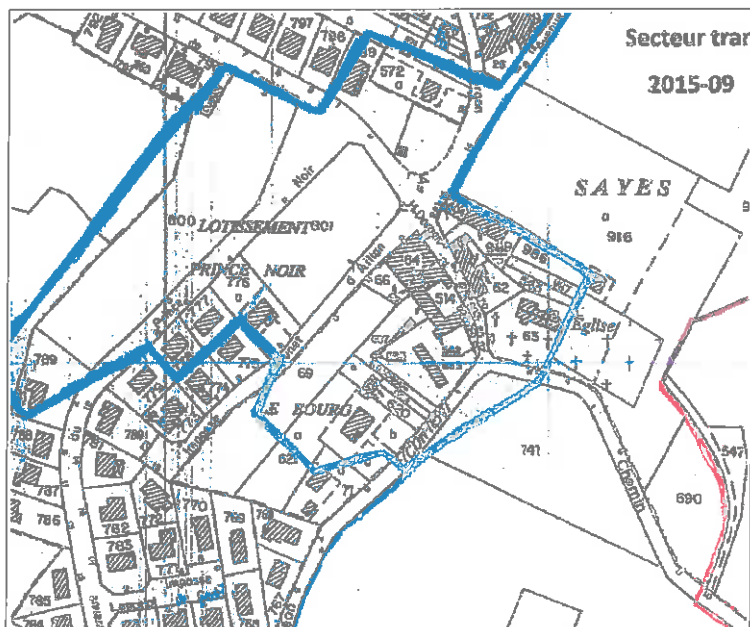
**Il est décidé** de réexaminer ce point avec le Conseil Départemental.



## Commune de Camarsac

La commune de Camarsac a été représentée par Monsieur Hoguet, Président de l'Association CaFaP33.

### Secteur 1 : « Prince Noir »



#### Echanges en réunion

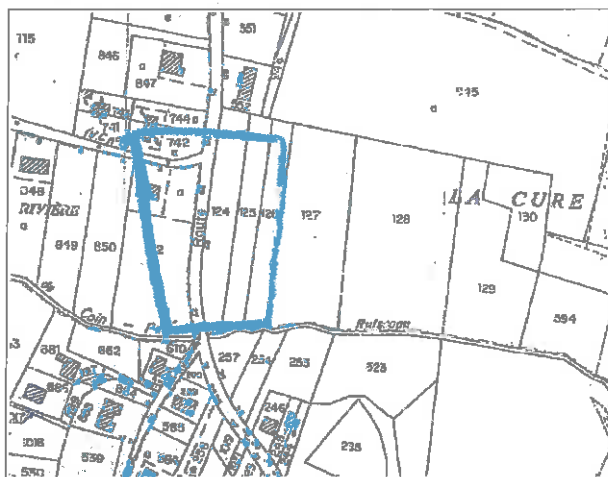
**Demande :** La commune demande le classement de ce secteur en zone bleue afin d'y permettre un projet d'urbanisation. L'association appuie cette demande en proposant que ce secteur soit traduit en zone bleue et que sa constructibilité soit rendue effective sous condition de réaliser préalablement des travaux de confortement pour sécuriser les lieux.

**Réponse :** Le traitement d'une cavité d'une telle ampleur ne peut pas être réalisé à la parcelle et la constructibilité de la zone doit être examinée dans son ensemble. Il s'agit d'une opération globale qui nécessite un traitement d'ensemble. Une fois les travaux de confortement réalisés, le PPRMT pourra être modifié ou révisé dans les conditions prévues par la circulaire du 28 novembre 2011 qui précise notamment que « Dans le cadre de l'élaboration d'un PPRN, des travaux de protection peuvent être envisagés voire prescrits par le PPRN dans le but de réduire le risque sur les constructions existantes et de protéger les lieux fortement urbanisés. Dans certains cas, si ces travaux de sécurisation permettent à terme d'envisager une adaptation de la zone bleue et du règlement qui s'y applique (zonage réglementaire), le choix peut être fait d'en afficher le principe dans le PPRN, par exemple par l'affichage d'un repérage alpha numérique particulier pour identifier l'espace concerné. L'affichage de cette constructibilité conditionnelle dans un PPRN ne donne pas la possibilité aux collectivités de construire mais elle indique qu'elles peuvent se lancer dans les démarches globales de prévention et de réduction de la vulnérabilité de leur territoire. C'est au terme de ce processus que le changement de zonage réglementaire devra obligatoirement passer par une procédure de révision du PPRN qui ne pourra être approuvée par arrêté préfectoral qu'une fois les travaux de protection réalisés ».

#### Investigations et réponses

En complément de la discussion ci-dessus, le Conseil Départemental indique que, sur ce secteur, une étude a été commandée à Antéa par un particulier. L'étude conclut à un bon état de cette partie de la carrière. Elle indique que la constructibilité serait possible moyennant un confortement de la carrière (comblement de la carrière).

## Secteur 2 : « la Rivière »

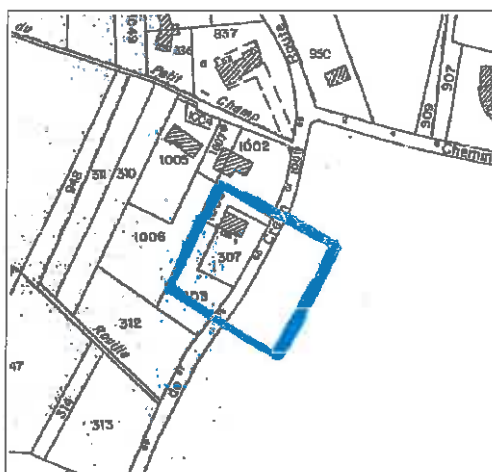


Réponse : Cette carrière est à priori inaccessible car ses accès ont été condamnés. Ce point sera confirmé auprès du Conseil Départemental.

Le Conseil Départemental confirme que le seul accès à cette carrière est un puits qui a été bouché par le propriétaire. Cette carrière est donc inaccessible. Elle ne peut pas être étudiée plus précisément sans déblayer son entrée.

**Le zonage actuel doit donc être maintenu.**

### Secteur 3 : « Laubes »





### **Echanges en réunion**

**Demande** : La commune demande une révision de l'aléa pour ce secteur.

**Réponse** : Des précisions seront demandées au Conseil Départemental au sujet de l'état de la carrière.

### **Investigations et réponses**

Le Conseil Départemental indique que cette cavité présente une hauteur importante et qu'elle est dégradée en certains endroits. Elle dispose d'un cerveau d'environ 9 mètres. D'après sa connaissance de cette carrière, il estime que l'aléa et sa traduction réglementaire sont justes.

### **Réactions de l'association et de la commune de Camarsac**

Monsieur le Maire valide la réponse apportée au secteur 1 dit de Prince Noir. Ce secteur pourra voir sa réglementation évoluer qu'après traitement de la carrière, sur la base d'une étude spécifique et de travaux encadrés par une maîtrise d'oeuvre, et révision du PPRN.

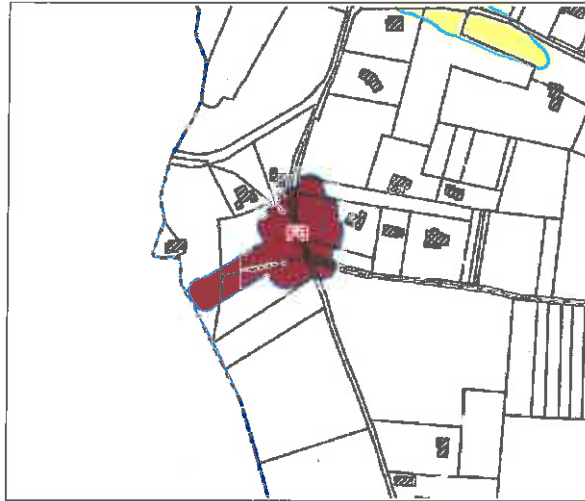
Concernant le secteur 2 (la Rivière), Monsieur le Maire comprend que l'accès à la carrière a été bouché par le propriétaire du terrain où se situait l'entrée (puits). Il indique que la mairie envisage de demander au propriétaire de faire déblayer le puits qu'il a bouché, pour permettre l'exploration de la carrière. Il ajoute que le zonage actuel impacte un terrain de la commune potentiellement constructible, alors que la carrière ne s'étend probablement pas jusqu'à lui.

Concernant le secteur 3 (Laubes), Monsieur le Maire indique que la carrière est connue et qu'une étude a été faite par le bureau Antéa. La cavité pourrait donc être précisée. Il précise que le propriétaire actuel, Monsieur Grangé, est en procès avec son vendeur qui lui a caché l'existence de la carrière.

### **Il est décidé :**

- **Secteur 2** « la Rivière » : Monsieur le Maire se charge d'obtenir du propriétaire l'accès à la carrière ;
- **Secteur 3** « Laubes » : Monsieur le Maire demandera l'expertise à Monsieur Grangé afin d'évaluer l'état de la carrière et de vérifier l'aléa défini.

## Commune de Croignon



### Echanges en réunion

**Demande :** La commune de Croignon signale qu'un complément d'étude a été fait par le bureau Géotec sur ce secteur. Ce complément d'étude précise le contour de la carrière, ce qui permet d'ajuster le zonage de l'aléa. Elle demande de le prendre en compte dans le PPR.

**Réponse :** Cette étude Géotec a été prise en compte par le bureau d'études Alp'Géorisques dans le projet de PPR, ce qui a effectivement permis de réduire l'emprise de l'aléa sur ce secteur. Les cartes de la commune de Croignon ont été mises à jour.

### Investigations et réponses

Comme précisé en réunion, l'étude Géotec a été prise en compte par le PPR, ce qui a effectivement permis de réduire l'emprise de l'aléa sur ce secteur. Les cartes de la commune de Croignon, dont l'extrait de carte des aléas joint ci-dessus, sont à jour.

## Réactions de l'association et de la commune de Croignon

Monsieur le Maire valide le zonage intégrant l'étude Géotec.

Monsieur le Maire demande si la réalisation d'un parking est possible en zone rouge au niveau de l'usine KP1. L'entreprise vise un terrain situé en limite communale avec Camarsac. Le règlement permet les travaux d'infrastructures et d'aménagements urbains qui peuvent comprendre ce cas de figure. La réalisation d'un parking sera soumise aux prescriptions du PPRN (études géotechnique, confortements, etc.).

## Autres points abordés

- L'association CaFaP33 demande de différencier, en zone dite urbanisée, les zones rouges d'aléa fort et les zones rouges d'aléa moyen.

La DDTM indique que ces zones sont déjà différenciées par l'étiquetage d'indices spécifiques (RF1 en cas d'aléa fort et RF2 en cas d'aléa moyen). Pour clarifier cet affichage la DDTM envisage de traduire en rouge clair l'aléa moyen des zones urbanisées et de conserver les indices, ce qui permettra d'identifier plus facilement ces secteurs.

- La DDTM s'engage à poursuivre la réflexion sur le traitement des limites de zones.

- L'association CaFaP33 demande si les taux de défrètement ont été calculés.

Alp'Géorisques répond que les taux de défrètement ont été calculés à partir d'un échantillonnage défavorable, comme convenu lors de la réunion du 6 octobre, ce qui permet d'intégrer ce paramètre en toute sécurité. Les valeurs ont ensuite été extrapolées au reste des cavités. Elles ont été affichées sous la forme d'un étiquetage sur un document de travail (carte informative regroupant toutes les communes).

L'association demande que pour chaque carrière une valeur moyenne des taux de défrètement soit calculée et répercutée aux carrières. Alp'Géorisques répond que tous les membres étaient d'avis le 6 octobre pour retenir une valeur défavorable, face à l'inconnue qui frappe les secteurs de carrières non renseignés en terme de piliers. Il n'est pas possible de prendre en compte une valeur moyenne de taux de défrètement car cela faussera la détermination de l'aléa. En effet, la probabilité qu'un effondrement survienne est plus forte lorsque les taux de défrètement sont élevés. Donc prendre en compte un taux de défrètement moyen revient à minimiser la réalité des taux de défrètement dans les secteurs où ils sont en réalité élevés, donc à minimiser la probabilité d'effondrement de ces secteurs. Il convient donc de ne pas s'écarter de cette ligne de conduite, compte tenu des enjeux humains impactés par le risque d'effondrement.

### **Participants à la réunion.**

Monsieur Frédéric COUSSO, maire de Croignon,  
Monsieur Bernard CROS, maire de Camarsac,  
Monsieur Eric LACOUME, maire de Daignac,  
Monsieur Jean Luc LAMAISSON, maire de Nérigean,  
Monsieur bernard PIOT, maire d'Espiet

Monsieur Guesdon, adjoint au Directeur départemental des territoires et de la Mer de la Gironde  
Mme DUBOIS - Service Risques et Gestion de Crise de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de la Gironde  
Messieurs RAILLARD - Service d'Aménagement Rural – DDTM de la Gironde

Monsieur HOGUET – Président de l'association CaFap33

Monsieur Eric PICOT, Bureau d'Etudes ALP'GEORIQUES



**Courrier du 22 septembre 2015**





PRÉFET DE LA GIRONDE

Sous-Préfecture de Libourne

LIBOURNE, LE 22 SEP. 2015

Direction Départementale des Territoires  
et de la Mer de la Gironde

Service Risques et Gestion de Crise

Unité Plans de Prévention des Risques  
Terrestres et Technologiques

Affaire suivie par :  
[marie-helene.lapeyre-hamoir@gironde.gouv.fr](mailto:marie-helene.lapeyre-hamoir@gironde.gouv.fr)  
Tél. 05.56.24.82.41  
[mireille.dumolet@gironde.gouv.fr](mailto:mireille.dumolet@gironde.gouv.fr)  
Tél. : 05.35.00.24.32

LE SOUS-PRÉFET  
DE L'ARRONDISSEMENT DE LIBOURNE

à

Mesdames et Messieurs les membres  
du comité de pilotage

(voir liste des destinataires in fine)

-----

**OBJET** : Annulation de la réunion du 06 octobre 2015 du 6ème comité de pilotage d'élaboration du Plan de Prévention des Risques de Mouvements de Terrain (PPRMT) sur les communes de Saint-Germain-du-Puch, Croignon, Baron, Branne, Cabara, Camarsac, Daignac, Espiet, Grézillac, Nérigeon et Saint-Quentin-de-Baron

**P.J.** : 1

Je vous informe que j'ai pris la décision de reporter la sixième réunion du comité de pilotage initialement prévue le **6 octobre prochain** afin de permettre aux services de l'État d'analyser les demandes formulées par l'association CaFaP33 dans le cadre de l'élaboration du projet de PPRMT. Actuellement, 4 communes du secteur d'étude sont membres de cette association qui sollicite une prise en compte plus fine des enjeux du territoire dans le règlement du PPRMT.

J'ai donc demandé à la DDTM de recevoir la CaFaP33 dans le cadre d'une réunion technique visant à travailler sur les points qui seront présentés par l'association. Des pistes d'évolution pourront ainsi vous être présentées lors d'un prochain comité de pilotage qui pourrait se tenir en novembre prochain et qui aurait pour objet la finalisation du projet de PPRMT.

Cette décision n'entend pas remettre en cause le travail jusqu'alors effectué en parfaite concertation avec le comité de pilotage mais elle vise à apporter des réponses concrètes aux sollicitations d'amélioration du document.

Vous trouverez en pièce jointe un compte rendu de la réunion qui s'est tenue en Sous-Préfecture le 18 août dernier avec les représentants de la CaFaP33.

LE SOUS-PRÉFET



Eric de WISPELAERE

**Mesdames, Messieurs les membres du comité de pilotage du Plan de Prévention des Risques  
de Mouvements de Terrain du secteur de l'Entre-Deux-Mers**

Mme Catherine VIANDON, maire de Saint-Germain-du-Puch,  
M. Frédéric COUSSO, maire de Croignon,  
M. Emmanuel LE BLOND du PLOUY, maire de Baron,  
M. Jean-Marie DUPONT, maire de Branne,  
M. Thierry BLANC, maire de Cabara,  
M. Bernard CROS, maire de Camarsac,  
M. Eric LACOUME, maire de Daignac,  
M. Bernard PIOT, maire d'Espiet,  
M. Claude NOMPEIX, maire de Grézillac,  
M. Jean-Luc LAMAISON, maire de Nérigeau,  
M. Jack ALLAIS, maire de Saint-Quentin-de-Baron,

M. Jean-Luc LAMAISON, Président de la Communauté de Communes du Brannais,  
Mme Mathilde FELD, Présidente de la Communauté de Communes du Créonnais,  
M. Jean-Pierre SOUBIE, Président de la Communauté de Communes des Coteaux Bordelais,  
M. Jacques LEGRAND, Président de la Communauté de Communes du Sud Libournais,

M. Jean-Luc GLEYZE, Président du Conseil Départemental de la Gironde,  
M. Cyrille THOMADIS, Bureau des Carrières – Conseil Départemental de la Gironde,  
Mme Camille ZVENIGORODSKY, Service Départemental d'Architecture et du Patrimoine de la Gironde,  
M. Bernard ARTIGUE, Président de la Chambre d'Agriculture de la Gironde,  
M. Bernard FARGES, Président ODG Syndicat Viticole Régional des AOC Bordeaux,  
M. Stéphane DEFRAINE, Président du Syndicat Viticole/Organisme de Défense et de Gestion de l'Entre-Deux-Mers,

M. Eric de WISPELAERE, Sous-Préfet de Libourne,  
M. le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de la Gironde – Unité Plan de Prévention des Risques Naturel et Terrestres et Technologiques – Service Risques et Gestion de Crise :  
Messieurs PAINCHAULT, BART, GRANDCOING et Mmes DUBOIS et LAPEYRE HAMOIR,  
M. Gérard GUEGAN, Responsable du Service d'Aménagement Rural – DDTM – Unité d'Aménagement du Libournais.

M. Éric PICOT, Bureau d'études ALP'Géorisques.

## **Consultations des PPA**



PRÉFET DE LA GIRONDE

Sous-Préfecture de Libourne

LIBOURNE, LE 29 juillet 2016

Direction Départementale des Territoires  
et de la Mer de la Gironde

Service Risques et Gestion de Crise

Unité Plans de Prévention des Risques  
Terrestres et Technologiques

Affaire suivie par :  
[marie-helene.lapeyre-hamoir@gironde.gouv.fr](mailto:marie-helene.lapeyre-hamoir@gironde.gouv.fr)  
Tél. 05.56.24.82.41  
[mireille.dumolet@gironde.gouv.fr](mailto:mireille.dumolet@gironde.gouv.fr)  
Tél. : 05.35.00.24.32

LE SOUS-PRÉFET  
DE L'ARRONDISSEMENT DE LIBOURNE

à

Mesdames et Messieurs les Maires

(voir liste des destinataires in fine)

-==--

**OBJET :** Demande d'avis sur le projet de Plan de Prévention des Risques de Mouvements de Terrains (PPRMT) du secteur de l'Entre-Deux-Mers (communes de Baron, Branne, Cabara, Camarsac, Croignon, Daignac, Espiet, Grézillac, Nérigeau, Saint-Germain-du-Puch et Saint-Quentin-de-Baron)

**P.J. :** Dossier PPRMT de «consultation des P.P.A.»

L'élaboration d'un plan de prévention des risques de mouvements de terrains a été prescrite par arrêté préfectoral du 4 juillet 2011 sur le bassin de risques de l'entre-deux-mers regroupant 11 communes à savoir Baron, Branne, Cabara, Camarsac, Croignon, Daignac, Espiet, Grézillac, Nérigeau, Saint Germain-du-Puch et Saint-Quentin-de-Baron.

Le travail d'élaboration de ce PPRMT a été mené par les services de la DDTM de la Gironde assistés par le bureau d'études Alp Géorisques, en large association avec les membres du comité de pilotage et en concertation avec la population (6 réunions du Comité de Pilotage, plusieurs réunions techniques et 6 réunions publiques).

Les demandes et les observations émises par les membres du COPIL et par la population ont été examinées et le projet a été modifié chaque fois que cela s'avérait compatible avec la doctrine nationale en matière de PPR mouvement de terrain.

Aujourd'hui, le projet de PPRMT est stabilisé et l'avis officiel des personnes publiques associées doit être recueilli conformément aux dispositions de l'article R.562-7 du code de l'environnement.

.../...

J'ai donc le plaisir de vous adresser en pièce jointe le projet de PPRMT tel qu'il sera présenté à l'enquête publique qui sera ouverte à l'automne prochain.

Vous voudrez bien solliciter l'**avis de votre conseil municipal** dans un délai de 2 mois qui suit la réception du présent courrier. Cet avis sera adressé sous 2 mois dès réception de ce courrier, à l'adresse suivante :

**DDTM de la Gironde  
Service Risques Gestion de Crise  
1 rue Jules Ferry  
33090 Bordeaux Cedex**

La Direction Départementale des Territoires et de la Mer de la Gironde se tient naturellement à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

LE SOUS-PRÉFET

A handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke extending to the right.

Eric de WISPELAERE

Mesdames, Messieurs les Maires  
du PPRMT de l'Entre-Deux-Mers

-==-

Mme Catherine VIANDON, maire de Saint-Germain-du-Puch,  
M. Frédéric COUSSO, maire de Croignon,  
M. Emmanuel LE BLOND DU PLOUY, maire de Baron,  
M. Jean-Marie DUPONT, maire de Branne,  
M. Thierry BLANC, maire de Cabara,  
M. Bernard CROS, maire de Camarsac,  
M. Eric LACOUME, maire de Daignac,  
M. Bernard PIOT, maire d'Espiet,  
M. Claude NOMPEIX, maire de Grézillac,  
M. Jean Luc LAMAISON, maire de Nérigean,  
M. Jack ALLAIS, maire de Saint-Quentin-de-Baron,





PRÉFET DE LA GIRONDE

Sous-Préfecture de Libourne

LIBOURNE, LE 29 juillet 2016

Direction Départementale des Territoires  
et de la Mer de la Gironde

Service Risques et Gestion de Crise

Unité Plans de Prévention des Risques  
Terrestres et Technologiques

Affaire suivie par :  
[marie-helene.lapeyre-hamoir@gironde.gouv.fr](mailto:marie-helene.lapeyre-hamoir@gironde.gouv.fr)  
Tél. 05.56.24.82.41  
[mireille.dumolet@gironde.gouv.fr](mailto:mireille.dumolet@gironde.gouv.fr)  
Tél. : 05.35.00.24.32

LE SOUS-PRÉFET  
DE L'ARRONDISSEMENT DE LIBOURNE

à

Mesdames, Messieurs les Présidents  
de Communautés de Communes

*Liste des destinataires in fine*

-----

**OBJET :** Demande d'avis sur le projet de Plan de Prévention des Risques de Mouvements de Terrains (PPRMT) du secteur de l'Entre-Deux-Mers (communes de Baron, Branne, Cabara, Camarsac, Croignon, Daignac, Espiet, Grézillac, Nérigeon, Saint-Germain-du-Puch et Saint-Quentin-de-Baron)

**P.J. :** Dossier PPRMT de «consultation des P.P.A.»

L'élaboration d'un plan de prévention des risques de mouvements de terrains a été prescrite par arrêté préfectoral du 4 juillet 2011 sur le bassin de risques de l'entre-deux-mers regroupant 11 communes à savoir Baron, Branne, Cabara, Camarsac, Croignon, Daignac, Espiet, Grézillac, Nérigeon, Saint-Germain-du-Puch et Saint-Quentin-de-Baron.

Le travail d'élaboration de ce PPRMT a été mené par les services de la DDTM de la Gironde assistés par le bureau d'études Alp Géorisques, en large association avec les membres du comité de pilotage et en concertation avec la population (6 réunions du Comité de Pilotage, plusieurs réunions techniques et 6 réunions publiques).

Les demandes et les observations émises par les membres du COPIL et par la population ont été examinées et le projet a été modifié chaque fois que cela s'avérait compatible avec la doctrine nationale en matière de PPR mouvement de terrain.

Aujourd'hui, le projet de PPRMT est stabilisé et l'avis officiel des personnes publiques associées doit être recueilli conformément aux dispositions de l'article R.562-7 du code de l'environnement.

.../...


J'ai donc le plaisir de vous adresser en pièce jointe le projet de PPRMT tel qu'il sera présenté à l'enquête publique qui sera ouverte à l'automne prochain.

Vous voudrez bien solliciter l'avis de votre conseil municipal dans un délai de 2 mois qui suit la réception du présent courrier. Cet avis sera adressé sous 2 mois dès réception de ce courrier, à l'adresse suivante :

**DDTM de la Gironde  
Service Risques Gestion de Crise  
1, rue Jules Ferry  
33090 Bordeaux Cedex**

La Direction Départementale des Territoires et de la Mer de la Gironde se tient naturellement à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

LE SOUS-PRÉFET



Eric de WISPELAERE

Mesdames, Messieurs les Présidents de Communautés de Communes  
PPRMT de l'Entre-Deux-Mers

M. Jean-Luc LAMAISON, Président de la Communauté de Communes du Brannais,

Mme Mathilde FELD, Présidente de la Communauté de Communes du Créonnais,

M. Jean SOUBIE, Président de la Communauté de Communes des Coteaux Bordelais,

M. Jacques LEGRAND, Président de la Communauté de Communes du Sud Libournais



PRÉFET DE LA GIRONDE

Sous-Préfecture de Libourne

LIBOURNE, LE 29 juillet 2016

Direction Départementale des Territoires  
et de la Mer de la Gironde

Service Risques et Gestion de Crise

Unité Plans de Prévention des Risques  
Terrestres et Technologiques

Affaire suivie par :  
[marie-helene.lapeyre-hamoir@gironde.gouv.fr](mailto:marie-helene.lapeyre-hamoir@gironde.gouv.fr)  
Tél. 05.56.24.82.41  
[mireille.dumolet@gironde.gouv.fr](mailto:mireille.dumolet@gironde.gouv.fr)  
Tél. : 05.35.00.24.32

LE SOUS-PRÉFET  
DE L'ARRONDISSEMENT DE LIBOURNE

à

Mesdames, Messieurs les membres  
des Personnes Publiques Associées

*Liste des destinataires in fine*

-----

**OBJET :** Demande d'avis sur le projet de Plan de Prévention des Risques de Mouvements de Terrains (PPRMT) du secteur de l'Entre-Deux-Mers (communes de Baron, Branne, Cabara, Camarsac, Croignon, Daignac, Espiet, Grézillac, Nérigeon, Saint-Germain-du-Puch et Saint-Quentin-de-Baron)

**P.J. :** Dossier PPRMT de «consultation des P.P.A.»

L'élaboration d'un plan de prévention des risques de mouvements de terrains a été prescrite par arrêté préfectoral du 4 juillet 2011 sur le bassin de risques de l'entre-deux-mers regroupant 11 communes à savoir Baron, Branne, Cabara, Camarsac, Croignon, Daignac, Espiet, Grézillac, Nérigeon, Saint-Germain-du-Puch et Saint-Quentin-de-Baron.

Le travail d'élaboration de ce PPRMT a été mené par les services de la DDTM de la Gironde assistés par le bureau d'études Alp Géorisques, en large association avec les membres du comité de pilotage et en concertation avec la population (6 réunions du Comité de Pilotage, plusieurs réunions techniques et 6 réunions publiques).

Les demandes et les observations émises par les membres du COPIL et par la population ont été examinées et le projet a été modifié chaque fois que cela s'avérait compatible avec la doctrine nationale en matière de PPR mouvement de terrain.

Aujourd'hui, le projet de PPRMT est stabilisé et l'avis officiel des personnes publiques associées doit être recueilli conformément aux dispositions de l'article R.562-7 du code de l'environnement.

.../...

J'ai donc le plaisir de vous adresser en pièce jointe le projet de PPRMT tel qu'il sera présenté à l'enquête publique qui sera ouverte à l'automne prochain.

Vous voudrez bien solliciter l'**avis de votre conseil municipal** dans un délai de 2 mois qui suit la réception du présent courrier. Cet avis sera adressé sous 2 mois dès réception de ce courrier, à l'adresse suivante :

**DDTM de la Gironde  
Service Risques Gestion de Crise  
1, rue Jules Ferry  
33090 Bordeaux Cedex**

La Direction Départementale des Territoires et de la Mer de la Gironde se tient naturellement à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

LE SOUS-PRÉFET

A handwritten signature in black ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke extending to the right.

Eric de WISPELAERE



Mesdames, Messieurs les membres des Personnes Publiques Associées

P.P.R.M.T. de l'Entre-Deux-Mers

-=-=-=-

M. Jean-Luc GLEYZE, Président du Conseil Départemental de la Gironde,  
M. Cyrille THOMAIDIS, Bureau des Carrières, Conseil Départemental de la Gironde,  
Mme Camille ZVENIGORODSKY, Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine de la Gironde,  
M. Bernard ARTIGUE, Président de la Chambre d'Agriculture de la Gironde,  
M. Hervé GRANDEAU, Président ODG, Syndicat Viticole Régional des AOC Bordeaux,  
M. Stéphane DUPUCH, Président du Syndicat Viticole/Organisme de Défense et de Gestion de l'Entre-Deux-Mers,



## **Délibérations des communes**





R é p u b l i q u e   f r a n ç a i s e

COMMUNE DE SAINT QUENTIN DE BARON

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre membres élus :	19	<b>SEANCE DU 05 septembre 2016</b>
Nombre membres élus en exercice :	19	L'an deux mil seize, le 05 septembre à 19 heures
présents :	14	Le Conseil Municipal de Saint Quentin de Baron,
représentés :	02	Vu les articles L.2121-09 et suivant du Code Général des
Votants :	16	Collectivités Territoriales,
Absents :	03	Dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie
		sous la Présidence de Jack ALLAIS, Maire.

Date de la convocation :  
30 août 2016



Certifié exécutoire  
Compte tenu de la  
réception en Préfecture  
Le : 06/09/2016

Et de l'affichage en mairie  
ou la notification  
le : 06/09/2016

Le Maire,

**DELIBERATION  
N° 2016-09-05-37**

**ETAIENT PRESENTS :**

Jack ALLAIS, maire,  
Marc CHERRIER, Stéphanie DUPUY, ~~Marie-Françoise DUMAIL-LUREAU~~, adjoints au maire ;  
Philippe GRACIEUX, ~~Nadia DEMPTOS-COUSSIRAT~~, Jean-Claude JOUBERT, Sylvie MARIONNAUD, ~~Alain DURAND~~, Sylvie CABONI, Pascal TRONCA, Fabiola ARLET, ~~Marie-Céline FREDEFON~~, Ludovic TEYCHENEY, Cyril LUBOUCHKINE, ~~Jean-Christophe BRICARD~~, Nathalie MAHEVAS, Hervé LAROCHE, Hélène ANGUENOT, conseillers municipaux.

**PROCURATION :**

Marie-Françoise DUMAIL-LUREAU donne procuration à Sylvie MARIONNAUD,  
Nadia DEMPTOS-COUSSIRAT donne procuration à Marc CHERRIER

**SECRETAIRE DE SEANCE :**

Jean-Claude JOUBERT

**DIRECTION GENERALE DES SERVICES – PLAN DE  
PREVENTION DES RISQUES DE MOUVEMENTS DE  
TERRAINS (PPMRT) – AVIS DU CONSEIL  
MUNICIPAL SUR LE PROJET**

\*\*\*\*\*

Le Préfet de Gironde a prescrit l'élaboration d'un Plan de Prévention des Risques de Mouvements de Terrains (PPMRT) par arrêté préfectoral du 4 juillet 2011 sur le bassin de risques de l'Entre-Deux-Mers regroupant onze communes (Baron, Branne, Cabara, Camarsac, Croignon, Daignac, Espiet, Grézillac, Nérigeau, Saint-Germain-du-Puch et Saint-Quentin-de-Baron)

Le travail d'élaboration de ce PPMRT a été mené par les services de la DDTM de la Gironde assistés par le bureau d'études Alp Géorisques.

Les membres du comité de pilotage ont été largement associés (6 réunions du comité de pilotage et plusieurs réunions techniques) et la population associée (6 réunions publiques).

Les demandes et les observations émises par les membres du COPIL et par la population ont été examinées et le projet a été modifié chaque fois que cela s'avérait compatible avec la doctrine nationale en matière de PPR mouvement de terrain.

Conformément aux dispositions de l'article R.562-7 du code de l'environnement, l'avis officiel des personnes publiques associées doit être recueilli préalablement à l'enquête publique qui sera ouverte à l'automne prochain.

C'est pourquoi, l'avis du conseil municipal est sollicité.

LE CONSEIL MUNICIPAL  
APRES EN AVOIR DELIBERE  
A L'UNANIMITE

- EMET un avis favorable au projet de Plan de Prévention des Risques de Mouvements de Terrains (PPMRT).

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.  
Au registre sont les signatures.

Pour expédition conforme.  
Le 06 septembre 2016

Le Maire,

Jack ALLAIS





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Département de la GIRONDE

Arrondissement de LIBOURNE

Canton de BRANNE

Téléphone : 05.57.84.52.10

Télécopie : 05.57.84.67.51

Ouverture du Mardi au Vendredi  
de 13 h 30 à 17 h 30

1er et 3e Samedi de 9 h à 12 h

Nombre de Membres

en exercice : 15

présents : 14

représentés : 00

votants : 14

MAIRIE de GREZILLAC

33420

EXTRAIT

## DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

L'an deux mille seize le 6 septembre à 20 heures 30, le CONSEIL MUNICIPAL dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire à la mairie, lieu habituel de ses séances sous la présidence de M. Claude NOMPEIX - Maire

Date de convocation : 1<sup>er</sup> septembre 2016

**PRESENTS** : C. NOMPEIX, F. COUTUREAU, P. DARJO, C. AUDY, L. FRAINEAU, M-C ROUBINEAU, F. DARAN, S. COUSINEY, S. MIO, R. PREVOT, C. FERIGNAC, M.H BOUSQUET, A.GREIL, J-L VACHER

**ABSENTS** : S. GONZALEZ

**SECRETAIRE** : F. COUTUREAU

**Objet** : Projet de Plan de Prévention des Risques de Mouvements de Terrains (PPRMT) – avis du conseil municipal

**Délibération n° 16.09.06.06**

Le Préfet de Gironde a prescrit l'élaboration d'un Plan de Prévention des Risques de Mouvements de Terrains (PPRMT) par arrêté préfectoral du 4 juillet 2011 sur le bassin de risques de l'Entre-Deux-Mers regroupant onze communes (Baron, Branne, Cabara, Camarsac, Croignon, Daignac, Espiet, Grézillac, Nérigeau, Saint-Germain-du-Puch et Saint-Quentin-de-Baron).

Le travail d'élaboration de ce PPRMT a été mené par les services de la DDTM de la Gironde assistés par le bureau d'études Alp Géorisques.

Les membres du comité de pilotage ont été largement associés (6 réunions du comité de pilotage et plusieurs réunions techniques) et la population associée (6 réunions publiques).

Les demandes et les observations émises par les membres du COPIL et par la population ont été examinées et le projet a été modifié chaque fois que cela s'avérait compatible avec la doctrine nationale en matière de PPR mouvement de terrain.

Conformément aux dispositions de l'article R.562-7 du code de l'environnement, l'avis officiel des personnes publiques associées doit être recueilli préalablement à l'enquête publique qui sera ouverte à l'automne prochain.

C'est pourquoi, l'avis du conseil municipal est sollicité.

**LE CONSEIL MUNICIPAL  
APRES EN AVOIR DELIBERE  
A L'UNANIMITE**

- EMET un avis favorable au projet de Plan de Prévention des Risques de Mouvements de Terrains (PPRMT).

*Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.*

*Au registre sont les signatures.*

*Certifié exécutoire, compte tenu de la transmission en Préfecture le : .....*

*Et de l'affichage en mairie le : .....*

**13 SEP. 2016**

Pour copie certifiée conforme et exécutoire,  
Le Maire

Claude NOMPEIX









## COMMUNE DE BARON

Arrondissement de Libourne

Canton des Coteaux de Dordogne

Communauté de Communes du Créonnais

# EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Envoyé en préfecture le 04/10/2016

Reçu en préfecture le 04/10/2016

Affiché le

ID : 033-213300288-20160919-201632CM1909-D

N° 32-16

Membres du conseil municipal		
En exercice	Présents	Votants (présents et procurations)
15	13	14

Le **lundi 19 septembre 2016** à 20h00, le Conseil Municipal légalement convoqué le 13 septembre 2016, s'est réuni en séance publique dans la salle du conseil de la mairie sous la présidence de M. Le Blond du Plouy, Maire de Baron.

**PRÉSENTS :** M. Le Blond du Plouy, Mme Bonnet, Mme Gautier, M. Tharaud, M. Laforest, Mme Sorin, M. Griffon, Mme Dieguez, Mme Pallas, Mme Méné, M. Smaghe, Mme Stable, M. Delpino.

**Absent excusé :** M. Garzaro (procuration à M. Le Blond du Plouy).

**Absente :** Mme DuLaurent

**Secrétaire de séance :** Mme Bonnet

## **OBJET : AVIS SUR LE PROJET DE PLAN DE PREVENTION DES RISQUES DE MOUVEMENTS DE TERRAINS (PPRMT) DU SECTEUR ENTRE-DEUX-MERS**

M. le Maire rappelle que l'élaboration d'un plan de prévention des risques de mouvements de terrains a été prescrite par arrêté préfectoral le 4 juillet 2011 sur le bassin de risques de l'entre-deux-mers regroupant 11 communes dont Baron, Branne, Cabara, Camarsac, Croignon, Daignac, Espiet, Grézillac, Nérigeon, Saint-Germain du Puch et Saint-Quentin de Baron,

Le travail a été mené par les services de la DDTM de la Gironde, assisté du bureau d'étude Alp Géorisques, et en concertation avec les membres du comité de pilotage et la population à travers de nombreuses réunions dont 6 réunions publiques sur le territoire,

Le projet est aujourd'hui stabilisé et proposé aux avis officiels des personnes publiques associées avant sa présentation à l'enquête publique à l'automne prochain.

M. le Maire rappelle que le dossier, reçu en mairie le 24 août 2016, était consultable par les conseillers municipaux informés par courriel en date du 30 août 2016,

Ce dossier comporte une note de présentation, le règlement du PPRMT, les cartes de zonage réglementaires ainsi que le bilan intermédiaire et des annexes,

Après étude et discussion, il en ressort que la commune de Baron est impactée à plusieurs niveaux:

- les zones « rouges » (interdites aux constructions) ont été élargies,
- 3 zones se trouvent en terrains agricoles ou boisées et 5 zones habitées se retrouvent en zone rouge,
- les aspects techniques du dossier imposent des contraintes très lourdes aux propriétaires concernés notamment avec des contrôles imposés à leur charge,

Cependant les documents proposés, et en particulier la carte de zonage et le règlement correspondant permettent à M. le Maire de se prononcer en toute connaissance de cause lors d'un avis sur une demande de construction,

M. le Maire fait un rappel des effondrements qui ont eu lieu sur la commune voisine de St Germain du Puch avec la destruction d'habitations et les mouvements de terrains qui se sont déjà produits sur la commune de Baron (création de fontis),

Envoyé en préfecture le 04/10/2016

Reçu en préfecture le 04/10/2016

Affiché le

ID : 033-213300288-20160919-201632CM1909-DE

M. le Maire précise que le risque est réel et élevé sur certains endroits de la commune et que sa responsabilité de protection de la population est engagée.

Une discussion s'engage autour de la responsabilité des propriétaires impactés par des carrières qui devront, à leurs frais, effectuer régulièrement des contrôles par des cabinets techniques spécialisés. Il ressort aussi lors de cette discussion que des investigations sur le terrain ont été très rares lors de l'élaboration du PPRMT.

Le Conseil Municipal souhaite un allègement des contraintes imposées aux propriétaires de maisons impactés par ce règlement.

M. le Maire indique que le règlement a le mérite d'exister et qu'il est amendable. L'enquête publique permettra aux élus comme aux habitants de faire part de leurs observations.

M. le Maire propose d'émettre un avis favorable.

**Vote :**

Pour : 3 (M. Le Blond du Plouy, M. Garzaro – pouvoir donné à M. Le Blond du Plouy, M. Smaghe)

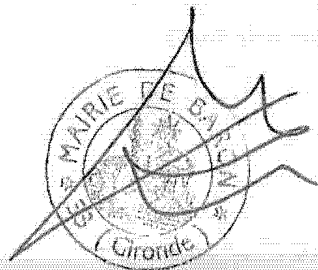
Contre : 8 (Mme Gautier, M. Tharaud, M. Laforest, Mme Sorin, Mme Dieguez, Mme Pallas, Mme Stable, M. Delpino)

Abstention : 3 (Mme Bonnet, Mme Mencé, M. Griffon)

Fait et délibéré en séance les jours, mois  
et an susdits.

Pour Extrait Conforme.

Le Maire,





Téléphone : 05 57 24 25 43

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL  
DE LA COMMUNE DE DAIGNAC  
SEANCE DU 15 NOVEMBRE 2016**

**L'AN DEUX MILLE SEIZE, le 15 Novembre à 19 Heures, le Conseil Municipal de Daignac, dument convoqué s'est réuni au lieu habituel de ses séances sous la Présidence de Monsieur Eric LACOUME, Maire.**

Nombre de conseillers en exercices: 10

Nombre de présents: 9

Nombre de procuration: 0

Date convocation Conseil Municipal: 05 Novembre 2016.

Liste des présents:

Ludovic BARTHE; Emmanuel BOURREZ, Annie DREILLARD, Barbara COLIN, Nadège GABAS; Eric LACOUME; Francis RICHARD, Robert SEVERIN; Sylvie VOINESON.

Liste des absents excusés et des procurations:

Frédéric PICQ: excusé

Secrétaire de séance: Emmanuel BOURREZ

**Objet: Demande d'avis sur le projet de Plan de Prévention des Risques de Mouvements de Terrains (PPRMT) de l'Entre Deux Mers**

Vu l'Arrêté Préfectoral du 4 Juillet 2011 prescrivant l'élaboration d'un PPRMT sur le bassin de risques de l'Entre Deux Mers.

Vu les articles L562-1 à L562-7 du code de l'environnement

Vu la demande d'avis effectuée par la Sous Préfecture de l'Arrondissement de Libourne sur le PPRMT de l'Entre Deux Mers,

Le Conseil Municipal à l'unanimité, après en avoir délibéré donne un **avis défavorable** au projet de PPRMT présenté.

Pour extrait conforme au registre des délibérations du conseil municipal et certifié exécutoire.

Fait à DAIGNAC, le 15 Novembre 2016

Le Maire

Eric LACOUME







REPUBLIQUE FRANCAISE  
DEPARTEMENT DE LA GIRONDE

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

DE LA COMMUNE DE CABARA

Séance du 29 septembre sur convocation du 22 septembre 2016

Numéro de délibération : 2-09/2016

L'an deux mil seize et le 29 septembre à 18h30

Le conseil municipal de la commune de Cabara, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Mr Thierry Blanc, Maire

Nombre de membres en exercice : 10 Présents : 8 Votants pour : 8 Votants contre : 0

Présents : Mmes Mrs Blanc, Blazy, Dupuis-Rabion, Choron, Pisoni, Boissonnet, Battaglia, Peiffer

Absents : Mmes Saubion (pouvoir à Mme Boissonnet), Vignollet (pouvoir à Mr Choron)

A été nommé secrétaire de séance : Mr Choron Dominique

**OBJET DE LA DELIBERATION : Projet de Plan de Prévention des Risques de Mouvements de Terrains-Avis**

Mr le Sous-Préfet de l'arrondissement de Libourne invite le conseil municipal à émettre un avis sur le projet de PPRMT du secteur de l'Entre Deux Mers (communes de Baron, Branne, Cabara, Camarsac, Croignon, Daignac, Espiet, Grézillac, Nérigeau, St Germain du Puch et St Quentin de Baron),

Le Maire expose

Aussi,

Vu l'arrêté préfectoral du 4 juillet 2011 prescrivant l'élaboration d'un plan de prévention des risques de l'entre deux mers,

Vu le travail d'élaboration du PPRMT par la DDTM de la Gironde,

Vu le dossier adressé par la sous-préfecture en date du 29 juillet 2016 et qui sera présenté à enquête publique

Le conseil municipal, après en avoir délibéré :

**Emet** un avis favorable au projet du Plan de Prévention des Risques de Mouvements de Terrain du secteur de l'Entre Deux Mers

Extrait certifié conforme

Cabara, le 30 septembre 2016

Le Maire, Thierry Blanc







RE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DE LA COMMUNE D'ESPIET  
SEANCE DU 04/10/2016**

L'an deux mil seize le 04 octobre à 20 heures 15, le Conseil Municipal s'est réuni en session ordinaire au lieu habituel de ses séances sous la Présidence de M. B. PIOT, Maire.

Nombre de Conseillers en exercice : 13

Nombre de Conseillers présents : 11

Nombre de votants : 11

Convocation du 27/09/2016

Secrétaire de séance : M. DARAIGNES



Etaient présents : M. PIOT, CHOISY, GRAIN, DARAIGNES, LACOSSE, NEUVILLE, CAZENAVE, LE BERRE, SERVANT, Mmes VINHAS, VINCENT

Absentes excusées : Mmes CATENAT, BEAUNE

**DELIBERATION N° 25/2016 : AVIS SUR LE PPRMT (PLAN DE PREVENTION DES RISQUES DE MOUVEMENTS DE TERRAINS)**

Monsieur le Maire explique aux membres du Conseil Municipal que l'élaboration d'un plan de prévention des risques de mouvements de terrains a été prescrite par arrêté préfectoral du 04 juillet 2011 sur le bassin de risques de l'entre-deux-mers regroupant 11 communes dont celle d'Espiet.

Il rappelle que l'article L562-1 du Code de l'Environnement fixe les objectifs des PPR, à savoir :

1/ de délimiter les zones exposées aux risques, en tenant compte de la nature et de l'intensité du risque encouru, d'y interdire tout type de construction, d'ouvrage, d'aménagement ou d'exploitation agricole, forestière, artisanale, commerciale ou industrielle ou, dans le cas où des constructions, ouvrages, aménagements ou exploitations agricoles, forestières, artisanales commerciales ou industrielles, notamment afin de ne pas aggraver le risque pour les vies humaines, pourraient y être autorisés, prescrire les conditions dans lesquelles ils doivent être réalisés, utilisés ou exploités ;

2/ de délimiter les zones qui ne sont pas directement exposées aux risques mais où des constructions, des ouvrages, des aménagements ou des exploitations agricoles, forestières, artisanales, commerciales ou industrielles pourraient aggraver des risques ou en provoquer de nouveaux et y prévoir des mesures d'interdictions ou des prescriptions telles de prévues au 1°

3/ de définir les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde qui doivent être prises, dans les zones mentionnées au 1° et au 2°, par les collectivités publiques dans le cadre de leurs compétences, ainsi que celles qui peuvent incomber aux particuliers ;

4/ de définir dans les zones mentionnées au 1° et 2°, les mesures relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, des ouvrages, des espaces mis en culture ou plantés existants à la date de l'approbation du plan qui doivent être prises par les propriétaires, exploitants ou utilisateurs.

Monsieur le Maire précise qu'il a participé à la totalité des réunions du comité de pilotage ainsi qu'aux réunions publiques.

Au cours des réunions du COPIL, il a été amené à demander de nombreuses précisions, notamment la nécessité de disposer d'une cartographie précise (COPIL du 07/04/2016).

Monsieur le Maire précise que les secteurs sous-cavés d'Espiet n'ont pas été visités et tout laisse à penser que d'autres investigations auraient été nécessaires.

Compte tenu de l'ensemble de ces éléments, les membres du Conseil Municipal d'Espiet dans un souci d'équité de traitement des administrés regrettent le manque de données précises (taux de défrètement, contours réels des carrières) pour la totalité des carrières accessibles et sur lesquelles il y a des enjeux car présence d'habitations.

Les membres du Conseil Municipal regrettent que le projet de règlement du PPRMT ne permette pas une véritable hiérarchisation des zones règlementaires, des secteurs interdits et des secteurs où les constructions sont autorisées sous réserves de prescriptions d'étude et/ou de travaux. De surcroît, la quasi généralisation des interdits soumet, sauf exception, les évolutions ultérieures de zonage à des révisions de PPRMT pour le moins lourdes à mettre en œuvre et hypothétiques.

Les membres du Conseil Municipal n'admettent pas que l'obligation des visites de surveillances ne prenne pas en compte les situations réelles avec toutes les disparités qu'elles génèrent (problèmes d'accès, d'organisation, de coordination..) et que les coûts se retrouvent à la charge de la commune et des propriétaires. Ce projet de PPRMT ne permet pas d'engager une dynamique, il ne prévoit même pas l'instance qui permettra d'en assurer le suivi.

Pour l'ensemble de ces éléments, Le Conseil Municipal et à l'unanimité des membres présents :

- **EMET UN AVIS DEFAVORABLE** au PPRMT



Le Maire,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché ce jour 10/10/2016
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication, sa réception par le Représentant de l'Etat.

Fait à Espiet, le 10/10/2016

Le Maire,

Bernard PIOT.





# MAIRIE DE NERIGEAN

*Département de la Gironde - Canton des Coteaux de Dordogne*

**25 Route de la Souloire**

**33750 Nérigean**

Tél. : 05.57.24.52.70 – Fax : 05.57.55.89.55

E-Mail : [mairiedenerigean@wanadoo.fr](mailto:mairiedenerigean@wanadoo.fr)

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

### SEANCE DU SIX OCTOBRE DEUX MIL SEIZE

DATE DE CONVOCATION : 29/09/2016

NOMBRE DE CONSEILLERS :

EN EXERCICE : 15

PRESENTS : 10

POUVOIRS : 2

L'an deux mil seize le six octobre à vingt heures, le Conseil Municipal dûment convoqué, s'est réuni à la mairie en séance publique sous la présidence de Monsieur Jean- Luc LAMAISSON, Maire.

**Etaient présents :** M. LAMAISSON – Maire, Mrs PARENTEAU Jean-Louis, GARUZ Claude, AIROLDI Jean-Pierre, M. LAIGUILLON Henri, - Adjoints, Mmes GOUYON Laurianne, FAUREAU Cécile, FEIJOO Françoise, Mrs BARC Pierre, JOUSSEIN Jean-Max, - membres du conseil municipal.

**Absents :** Mme DUESO Stéphanie, M. LAMBROT Franck, M. MERIT Luc

**Pouvoirs :** M. LOMAZZI Bernard à M. Jean-Max JOUSSEIN, Mme DELPECH Erika à Mme FEIJOO Françoise

**Secrétaire de séance :** M. BARC Pierre élu Secrétaire de Séance à l'unanimité.

### **Délibération : AVIS SUR LE PLAN DE PREVENTION DES RISQUES DE MOUVEMENTS DE TERRAINS (PPRMT)**

Monsieur le Maire explique aux membres du Conseil Municipal que l'élaboration d'un plan de prévention des risques de mouvements de terrains a été prescrite par arrêté préfectoral du 04 juillet 2011 sur le bassin de risques de l'entre-deux-mers regroupant 11 communes dont celle de Nérigean.

Il rappelle que l'article L562-1 du Code de l'Environnement fixe les objectifs des PPR, à savoir :

1/ de délimiter les zones exposées aux risques, en tenant compte de la nature et de l'intensité du risque encouru, d'y interdire tout type de construction, d'ouvrage, d'aménagement ou d'exploitation agricole, forestière, artisanale, commerciale ou industrielle ou, dans le cas où des constructions, ouvrages, aménagements ou exploitations agricoles, forestières, artisanales commerciales ou industrielles, notamment afin de ne pas aggraver le risque pour les vies humaines, pourraient y être autorisés, prescrire les conditions dans lesquelles ils doivent être réalisés, utilisés ou exploités ;

2/ de délimiter les zones qui ne sont pas directement exposées aux risques mais où des constructions, des ouvrages, des aménagements ou des exploitations agricoles, forestières, artisanales, commerciales ou industrielles pourraient aggraver des risques ou en provoquer de nouveaux et y prévoir des mesures d'interdictions ou des prescriptions telles de prévues au 1°

3/ de définir les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde qui doivent être prises, dans les zones mentionnées au 1° et au 2°, par les collectivités publiques dans le cadre de leurs compétences, ainsi que celles qui peuvent incomber aux particuliers ;

4/ de définir dans les zones mentionnées au 1° et 2°, les mesures relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, des ouvrages, des espaces mis en culture ou plantés existants à la date de l'approbation du plan qui doivent être prises par les propriétaires, exploitants ou utilisateurs.

Monsieur le Maire précise qu'il a participé à la totalité des réunions du comité de pilotage ainsi qu'aux réunions publiques.

Au cours des réunions du COPIL, il a été amené à demander de nombreuses précisions, notamment les moyens utilisés pour délimiter les carrières (COPIL du 14/10/2014) et la nécessité de disposer d'une cartographie précise (COPIL du 07/04/2016).

Monsieur le Maire a entre autres contesté la méconnaissance des taux de défrètement alors même qu'ils participent à la définition du degré des aléas (COPIL du 07/04/16).

A la demande de Monsieur le Maire, des investigations ont été menées avec le géomètre du service carrières du Conseil Départemental accompagné d'élus de Nérigean, du 26 au 29 octobre 2015 sur les secteurs du Capin, du Gay, de Mongiron, permettant de préciser le contour des carrières et de réduire significativement la cartographie des risques et de la réglementation proposée. Tous les secteurs sous-cavés de Nérigean n'ont pas été visités et tout laisse à penser que d'autres investigations auraient été nécessaires.

Compte tenu de l'ensemble de ces éléments, les membres du Conseil Municipal de Nérigean dans un souci d'équité de traitement des administrés regrettent le manque de données précises (taux de défrètement, contours réels des carrières) pour la totalité des carrières accessibles et sur lesquelles il y a des enjeux car présence d'habitations.

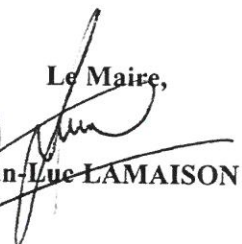
Les membres du Conseil Municipal regrettent que le projet de règlement du PPRMT ne permette pas une véritable hiérarchisation des zones réglementaires, des secteurs interdits et des secteurs où les constructions sont autorisées sous réserves de prescriptions d'étude et/ou de travaux. De surcroît, la quasi généralisation des interdits soumet, sauf exception, les évolutions ultérieures de zonage à des révisions de PPRMT pour le moins lourdes à mettre en œuvre et hypothétiques.

Les membres du Conseil Municipal n'admettent pas que l'obligation des visites de surveillances ne prenne pas en compte les situations réelles avec toutes les disparités qu'elles génèrent (problèmes d'accès, d'organisation, de coordination...). Ce projet de PPRMT ne permet pas d'engager une dynamique, il ne prévoit même pas l'instance qui permettra d'en assurer le suivi.

Pour l'ensemble de ces éléments, Le Conseil Municipal :

**- EMET UN AVIS DEFAVORABLE au PPRMT**

Fait et délibéré en mairie,  
 Les jour, mois et an que dessus.  
 Au registre sont les signatures

Le Maire,  
  
 Jean-Luc LAMAISSON

NB VOTANTS : 12	POUR : 12	CONTRE : 0	ABSTENTION : 0
-----------------	-----------	------------	----------------



27 OCT. 2016

SAU - SRGC

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPARTEMENT

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

### Nombre de conseillers

• en exercice	19
• présents	13
• votants	18
• absents	6
• exclus	0

De la commune SAINT GERMAIN DU PUCH

Séance du 24 octobre 2016 à 19 heures 00

Date de convocation :  
18 octobre 2016

Date d'affichage :  
28 octobre 2016

Le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de :

### Objet

Consultation des  
Personnes Publiques  
Associées, avis du  
Conseil Municipal sur le  
projet de Plan de  
prévention des Risques  
de Mouvements de  
Terrains - PPRMT - du  
secteur de l'Entre Deux  
Mers

Mme VIANDON Catherine

Étaient présents :

PENISSON J.Marie, JOUGLET SUEUR Agnès, BEILLARD Didier,  
BORNANCIN Joel, DE LIMA Nicole, DRESCH Frédéric, DUCATEZ  
Roselyne, ECHEVERRIA Sébastien, FAURIE Gilles, MEIRINHO Victor,  
ROMAIN GIRARDEAU Laetitia, ROMERO BLONDEL Maud  
Absents excusés : AUDEBERT Patrick, RITTER Ophélie, LAVEAU  
Michel, DELERM Maryse, FONTAN Bruno, GATA Henri Michel  
Procurations de : AUDEBERT à JOUGLET SUEUR, RITTER à  
PENISSON, LAVEAU à VIANDON, DELERM à ROMERO BLONDEL,  
GATA à FAURIE

Secrétaire de séance :

Mme DE LIMA Nicole

Rapporteur du dossier : Mme le Maire

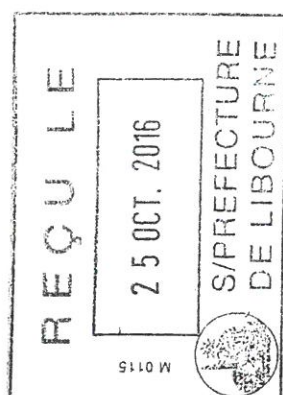
L'élaboration du plan de prévention des risques de mouvements de  
terrains a été prescrite par

Arrêté préfectorale du 4 juillet 2011 sur le bassin de risques de  
l'entre 2 mers regroupant 11 communes à savoir BARON,  
BRANNE, CABARA, CAMARSAC, CROIGNON, DAIGNAC,  
ESPIET, GREZILLAC, NERIGEAN, SAINT GERMAIN DU  
PUCH, et SAINT QUENTIN DE BARON.

Le travail d'élaboration de ce PPRMT a été mené par les services  
de la DDTM de la Gironde

Assistés par le bureau d'études ALP GEORISQUES, en large  
association avec les membres du comité de pilotage et en  
concertation avec la population (6 réunions du comité de pilotage,  
plusieurs réunions techniques et 6 réunions publiques).

Les demandes et les observations émises par les membres du  
Comité de pilotage et par la population ont été examinées et le



projet a été modifié chaque fois que cela s'avérait compatible avec la doctrine nationale en matière de PPR mouvement de terrain.

Aujourd'hui, le projet de PPRMT est stabilisé et l'avis officiel des personnes publiques associées doit être recueilli conformément aux dispositions de l'article R 562-7 du code de l'environnement.

### **Le Conseil Municipal**

Considère indispensable l'élaboration d'un PPRMT complémentaire au PLU existant, et ne remet pas en cause l'importance d'un tel document, toutefois au vu :

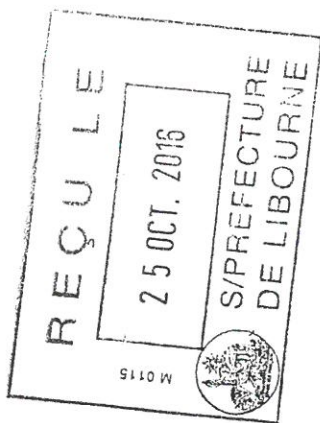
- De la cartographie proposée qui ne reflète pas de manière précise l'emprise des carrières, entraînant des inégalités entre propriétaires
- De la responsabilité donnée aux seuls propriétaires de carrière concernant le suivi périodique des dites carrières et de l'impact financier encouru par chacun d'eux,
- de l'absence totale d'instance assurant le suivi de ce plan.
- De la problématique d'évacuation des eaux pluviales et usées en cas d'absence de réseaux collectif :
  - => rejet des eaux pluviales "vers un milieu hydraulique superficiel proche (ruisseau, fossé, ...)",
  - => rejet des eaux usées "vers un émissaire de surface pouvant les accepter (fossé, ruisseau, ...)".

Emet le souhait de la création d'une structure regroupant un maximum de collectivités territoriales impactées par des PPRMT. Cette structure aurait pour mission principale de réaliser les études prescrites par le PPRMT, chez les particuliers, et à cet fin de recruter un ou des géologues géotechniciens dont la mission serait d'assurer le suivi des carrières, mutualisant ainsi les coûts et les moyens.

Pour l'ensemble de ces éléments qui ne sont pas en adéquation avec la réalité du territoire communal,

Après en avoir délibéré,

**le Conseil Municipal** à l'unanimité des membres présents émet un avis défavorable sur le projet de Plan de Prévention des Risques de Mouvements de Terrains PPRMT du secteur de l'entre 2 mers tel que proposé.



Acte rendu exécutoire après le dépôt en Sous-préfecture le .  
Publié ou notifié le .

Fait ST GERMAIN DU PUCH , le 25 octobre 2016

Le Maire



A handwritten signature in black ink is positioned above a circular official stamp. The stamp features a central heraldic emblem and is surrounded by the text "MAIRIE ST GERMAIN DU PUCH" at the top and "33 (Gironde)" at the bottom, separated by small stars.







## **Avis des autres PPA**



Direction générale adjointe chargée des territoires  
Direction des infrastructures  
Pôle programmation

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES  
TERRITOIRES ET DE LA MER DE LA GIRONDE  
SERVICE RISQUES ET GESTION DE CRISE  
A L'ATTENTION DE MADAME ANNA DUBOIS  
CITE ADMINISTRATIVE  
RUE JULES FERRY  
BP 90  
33090 BORDEAUX CEDEX

Réf. à rappeler  
BCS – CT/JT  
Affaire suivie par Monsieur THOMAÏDIS  
Tél. : 05 56 99 35 29  
Fax : 05 56 99 67 70

Bordeaux, le **24 NOV. 2016**

Objet : demande d'avis sur le projet de PPRMT du secteur de l'Entre-Deux-Mers

Madame,

Vous avez bien voulu me demander mon avis sur le projet de Plan de Prévention des Risques de Mouvements de Terrains du secteur de l'Entre-Deux-Mers.

La représentation spatiale des carrières souterraines a globalement été prise en compte sur le territoire étudié.

J'attire néanmoins votre attention sur le fait qu'une zone située à SAINT GERMAIN DU PUCH va prochainement être investiguée par le Bureau des Carrières Souterraines. Ce secteur concerne plus particulièrement la Route Départementale 241, aux lieux-dits « Petit Puch » et « Beaupied Ouest ».

Un second secteur situé à GREZILLAC au droit de la voie communale n°201 au lieu-dit « La Perrière » est en cours de vérification.

Je ne manquerai pas de vous transmettre les résultats des études dans les plus brefs délais.

Je vous prie de croire, Madame à l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Pour le Président du Conseil départemental

P/Le Président du Conseil départemental  
et par délégation,  
Le Directeur Général Adjoint  
des Services Départementaux  
chargé des Territoires

**Frédéric PERRIERE**